



Investir dans les populations rurales

République de Côte d'Ivoire

Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM)

Rapport de supervision

Rapport principal et appendices

Dates de la mission: 29 mai au 9 juin 2017

Date du document: 15/06/2017

No. du Projet: 1100001589

No. du rapport: 4508-CI

Division Afrique de l'Ouest et du Centre
Département de la gestion des programmes

Table des matières

Sigles et acronymes	ii
A. Introduction	1
B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet	1
C. Produits et effets	4
D. État d'avancement de l'exécution du projet	19
E. Gestion fiduciaire	19
F. Durabilité	22
G. Autres aspects	23
H. Conclusion	27

Appendices

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées	29
Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits	33
Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus	43
Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2017-2018 (y compris indicateurs SYGRI)	57
Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie	65
Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement	69
Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation	71
Annexe 1. Principales leçons apprises du diagnostic de la prise en compte du genre, ciblage et inclusion des jeunes par le PROPACOM	72

Sigles et acronymes

AM	Aide-Mémoire
ANADER	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural
BCA	Bœuf de Culture Attelée
BFGD	Bureau de Formation Crédit pour le Développement
BNETD	Bureau National d'Etudes Techniques pour le Développement
BVP	Bureau de Vente des Producteurs
CAFM	Chargé Administratif Financier et Marchés
CD	Compte Désigné
CDD	Contrat à durée déterminée
CIDR	Centre International de Développement et de Recherche
CIRES	Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales
CMR	Cadre de Mesure du Rendement
CNPS	Caisse Nationale de Prévoyance Sociale
CNRA	Centre National de Recherche Agronomique
CODERIZ	Coopérative Départementale des Riziculteurs
CODINORM	Côte d'Ivoire– Normalisation
COP	Comité d'Orientation et de Pilotage
CORERIZ	Société Coopérative Régionale des Riziculteurs
CORISAK	Coopérative Rizicole de Sakassou
COSOP	Country Strategy and Opportunities Paper
CPA	Chargé de Production Agricole
CRC	Cadre Régional de Concertation
CSE	Chargé de Suivi-Evaluation
CTC	Chargé de Transformation et Commercialisation
DAENF	Direction de l'Alphabétisation et de l'Education Non Formelle
DAFP	Direction des Affaires Financières et du Patrimoine
DANO	Demande d'Avis de Non-Objection
DAO	Dossier d'Appels d'Offres
DCP	Document de Conception de Projet
DEP	Direction de l'Évaluation des Projets
DGPSP	Direction Générale de la Planification, des Statistiques et des Projets
DMEME	Direction de la Maîtrise de l'Eau et de la Modernisation des Exploitations
DMP	Direction des Marchés Publics
DRF	Demande de Retrait de Fonds
DRMP	Direction Régionale des Marchés Publics
DTS	Droit de Tirage Spécial
ECD	États Certifiés des Dépenses
ESOP	Entreprise de Service aux Organisations et Producteurs
FCFA	Franc de la Communauté Financière d'Afrique
FDR	Fonds de Roulement
FENARIZ-CI	Fédération Nationale des Riziculteurs de Côte d'Ivoire
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
GaG	goute-à-goutte
IF	Institution Financière
MINADER	Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural
MPR	Mécanisme de Partage de Risques
OCPV	Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers
ONDR	Office National de Développement de la Riziculture
OP	Ordre de Paiement
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
OV	Ordre de Virement
PARFACI	Projet d'Appui à la Relance des Filières Agricoles
PNIA	Plan National d'Investissement Agricole
PPM	Plan de Passation des Marchés

PRAREP	Projet de Réhabilitation Agricole et de Réduction de la Pauvreté
PROPACOM	Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation
PTBA	Programme de Travail et Budget Annuel
PV	Procès-Verbal
RAF	Responsable Administratif et Financier
RFI	Rapport Financier Intermédiaire
RMP	Revue à Mi-Parcours
RONGEAD	Réseau des Organisations Non-Gouvernementales Européennes sur le Commerce International, les Questions Agro-Alimentaires, l'Environnement et le Développement
RPM	Responsable de la Passation des Marchés
RSE	Responsable Suivi-Evaluation
SAF	Système Administratif et Financier
SIM	Système d'Information sur les Marchés
SOCOWADI	Société Coopérative Agricole Walagata de Diawala
SOCOYENI	Société Coopérative Yekignaifairai de Nielle Scoopca
SSE	Système de Suivi-Evaluation
STD	Service Technique Décentralisé
SYGRI	Système de Gestion des Résultats et de l'Impact
TDR	Termes de Référence
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UCP	Unité de Coordination du Projet
USD	Dollar des Etats-Unis

A. Introduction¹

1. Une mission conjointe du Gouvernement ivoirien et du Fonds International de Développement Agricole (FIDA) a procédé, du 29 mai au 09 juin 2017, à la supervision des projets du portefeuille du Fida à savoir : (i) le Projet d'appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM), (ii) l'extension Ouest du PROPACOM (PROPACOM-Ouest).
2. Dans le cas du PROPACOM, projet concerné par le présent Aide-mémoire, la mission visait l'examen du niveau de réalisation des objectifs du projet depuis son démarrage effectif en février 2013, d'analyser les goulots d'étranglements à la mise en œuvre du PROPACOM et de proposer les recommandations permettant d'en accélérer la mise en œuvre.
3. Sur la base des objectifs ci-dessus, la mission de supervision du PROPACOM a eu plusieurs séances de travail avec l'UCP pour passer en revue l'état d'exécution globale du projet au regard des indicateurs de performance du projet ainsi que les activités prévues dans le PTBA 2017. Plus particulièrement, les discussions ont porté sur : i) l'état d'avancement du PTBA 2017 du PROPACOM ; ii) la qualité de la gestion du projet ; iii) le niveau d'exécution des principales recommandations de la dernière mission de supervision datant de décembre 2016; et iv) les difficultés et les contraintes rencontrées ainsi que les mesures prises pour y pallier.
4. Différentes séances de travail ont eu lieu avec l'UCP et ses diverses antennes, les représentants des services techniques déconcentrés, les prestataires de service et des partenaires selon le programme prévisionnel validé. Plus spécifiquement, la mission a pu s'entretenir successivement avec les structures suivantes : l'ONDR et le CIDR sur les activités relatives à la filière riz en général et aux ESOP en particulier. Ceci dans l'optique d'assurer une pérennisation des activités après la clôture du PROPACOM. Avec le BNETD, la mission a eu à échanger sur l'état de mise en œuvre de la convention avec un accent particulier sur un chronogramme détaillé et réaliste pour les travaux à exécuter avant le 31/12/2017. En outre, vue les ressources limitées sur le PROPACOM, la mission approuve la proposition du comité ad hoc d'étendre les dispositions de la convention BNETD aux infrastructures rurales à exécuter sur le PROPACOM Ouest. L'UCP, avec l'appui de la Direction Générale de la Planification, des Statistiques et des Projets (DGPSP), est conviée à prendre toutes les dispositions idoines pour faciliter la mise en œuvre de cette disposition et plus particulièrement d'en ressortir la faisabilité opérationnelle et financière maintenant que les dérogations requises viennent d'être approuvées vers la fin de la présente mission.
5. Au terme de la mission, il a été organisé le 08 juin 2017, sous la présidence du Directeur Général de la DGPSP du MINADER, une réunion de restitution des différentes observations et recommandations de la mission. Le présent aide-mémoire fait non seulement le point des résultats de la mission mais intègre également les commentaires et observations faites lors de cette réunion de synthèse à laquelle le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD) et l'ONDR ont aussi participé.
6. La mission exprime ses sincères remerciements aux Autorités ivoiriennes pour l'accueil et le soutien dont elle a fait l'objet. Elle tient particulièrement à féliciter l'équipe du projet et ses partenaires pour leur appui logistique et leur disponibilité ainsi que la qualité des échanges.

B. Vue d'ensemble de l'exécution du projet

7. L'accord de financement du PROPACOM a été signé le 16/03/2012 et le lancement officiel effectué le 15/12/2012 à Bouaké. Le projet comporte trois composantes, à savoir deux composantes techniques : (i) Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles et ii) Valorisation et mise en

¹La mission était composée de : (i) M. Abdoul Wahab BARRY, Chargé de Portefeuille du FIDA et Chef de mission, (ii) M. Luyaku Loko NSIMPASI, Chargé de Portefeuille du FIDA au Sénégal, (iii) Mme Odile SARASSORO, Spécialiste en durabilité, ciblage et genre, CPO du FIDA en Côte d'Ivoire ; (iv) M. Amath Pathé SENE, Coordinateur Régional environnement et Climat, Afrique de l'Ouest et Centrale, FIDA-Rome ; (v) M. Cheikh Tidiane SARR, Chef de mission technique et Spécialiste en Production et Génie Rural, (vi) M. Marius SANON, Ingénieur Génie Rural, Consultant du FIDA; (vii) Mme Coumba FALL, Spécialiste en Organisations Paysannes, consultante du FIDA ; (viii) Mme Oumou WANE-TOURE, Spécialiste en Gestion Financière, Consultante du FIDA; (ix) Mme Marion TRIQUET, Experte en Suivi Evaluation, Consultante du Fida, (x) Mme Corinne RIQUET, Spécialiste en Finance Rurale, Consultante du FIDA, (xi) M. Pierre BARIS, Spécialiste Post-récolte, Consultant du FIDA. Le Gouvernement Ivoirien était représenté par : (a) M. Silué SIONSELIGAM, Directeur de la DEP du MINADER, b) M. Bi Djo IRIE, Conseiller Technique auprès du DEP du MINADER. (c) M. Kougnon Grégoire ZOPOH, Service de la Dette Publique et des Dons au MEF

marché et une composante de Coordination-Gestion et Suivi-Evaluation. Dans la zone d'intervention, il cible 25 000 exploitations familiales intervenant dans les filières riz irrigué, riz inondé, maïs et cultures maraichères.

8. La stratégie de mise en œuvre du projet est basée sur le principe de demandes à formuler par les OPA et traduire ensuite en microprojets. A ce titre, le projet prévoit de financer 115 microprojets portant sur les activités de production et de commercialisation des spéculations cibles.

9. Le principal constat qui découle de l'examen de l'état de mise en œuvre du PROPACOM est que les réalisations physiques sont en deçà de ce qu'elles devraient être à 10 mois de la clôture dudit projet. En effet à l'exception de la culture du maïs avec une mise en valeur d'une superficie de 3 169,50 ha soit 106% des objectifs initiaux, les principales réalisations du projet à date incluent, entre autres : la mise en place de 857,77 ha sur un objectif de 2 400 ha pour la production de masse de riz ; 3,4 ha de cultures maraichère sous goutte à goutte ; la mise en place d'une superficie totale de 15,81 ha pour la production maraichère (sur un objectif de 57,4 ha) dont 11,16 ha à Bouaké et 4,65 ha à Korhogo. Les mêmes déficits sont notés pour la distribution des batteuses (26% des objectifs). Cependant, malgré les retards, les infrastructures marchandes prévues ont été achevées. Par ailleurs, pour ce qui concerne les mini-rizeries qui n'étaient pas fonctionnelles du fait de la vétusté des équipements non encore montés, l'ONDR s'est engagé à remplacer par du neuf tous les équipements requis.

10. Les travaux de réhabilitation ou d'aménagements hydro-agricoles destinés à la production rizicole ou maraichère n'ont pu être exécutés dans les délais initialement impartis à cause d'un retard dû principalement aux défaillances des entrepreneurs (contraignant l'UCP à résilier 13 contrats de travaux en 2016) et à la faiblesse des ingénieurs conseils chargés du contrôle et du suivi des travaux. La signature en décembre 2016 de la convention avec le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD), tel que recommandé par la mission de revue à mi-parcours, a pour but d'aider à résorber quelque peu ce retard. Les activités afférentes à cette convention viennent de démarrer et des dispositions ont été prises au niveau du MINADER, de l'UCP et du BNETD pour en assurer un suivi régulier (élaboration d'un chronogramme détaillé révisé durant la présente mission, réunion régulière du Comité Technique de Suivi mis en place à cet effet, obtention de dérogation pour des appels d'offres restreints etc.).

11. Le taux de réalisation physique global depuis le début de l'exécution du projet au 31/05/2017 est de 50,92%. Le taux d'exécution du PTBA 2017 est de 27% à la même date, pour des raisons liées en grande partie au retard observé dans la mise en œuvre effective de la très importante convention avec le BNETD. Les ressources prévues sur le PTBA 2017 sont en grande partie destinées à la mise en œuvre de la convention BNETD et la mise à disposition d'intrants maraichers aux OPA bénéficiaires des sites à aménager. Les taux d'exécution physique par composantes sont comme suit : Composante 1/ Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles (33%) ; Composante 2/ Valorisation et mise en marché (24%) ; Composante 3/ Coordination, Suivi-Evaluation et Gestion des savoirs (24%)

12. En termes de décaissements, le taux d'exécution du PTBA 2017 s'élève à 32,46% au 31/05/17. On note que ce taux est relativement faible après 5 mois de mise en œuvre. Cette contreperformance s'explique en grande partie par le poids prépondérant et le faible taux d'exécution de la sous-composante « Aménagements hydro-agricoles » qui sont respectivement de 66% et 36%, d'autant plus que ce taux de 36% correspond à l'avance de fonds sur laquelle aucune réalisation physique n'est encore décomptée.

13. Le taux de mobilisation des ressources globales prévues pour le projet est passé de 50,14% en décembre 2016 à 60,66% au 31/05/17. Ce taux est relativement faible à 10 mois de l'achèvement du projet. Sur le don FIDA au 31/05/17, le montant décaissé est de 8,16 milliards FCFA (y compris l'avance de démarrage au BNETD pour un montant de 1,198 milliard CFA), soit un taux de décaissement de 70,29%. Les prévisions de décaissements incluant les factures en instance et les engagements signés devraient permettre d'arriver à un décaissement global de 100% sur le don FIDA. Le niveau de contribution des bénéficiaires est de 29,7 millions FCFA (dont 5,3 millions de valorisation de contributions en nature), soit un taux de mobilisation de 5%, tandis que la contrepartie gouvernementale, incluant le décaissement de la part du Trésor et la valorisation des exonérations de droits et taxes, est de 1,044 milliard FCFA, soit un taux de mobilisation de 34,54%. L'obtention des exonérations en cours de traitement au projet pour un montant de près de 198 millions F CFA permettra d'atteindre un taux de 42%.

14. **Accélération de la mise en œuvre** : La mission de revue à mi-parcours du PROPACOM de mai 2016 avait recommandé à l'UCP, pour rattraper l'énorme retard dans la réalisation des aménagements et de certaines infrastructures qui constituent un préalable important pour d'autres volets du PROPACOM, de signer une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée avec le BNETD dans les domaines suivants : i) réhabilitation ou aménagement de périmètres rizicoles, ii) aménagements de sites maraichers irrigués au système goutte à goutte et iii) construction d'infrastructures marchandes (magasins, hangars, centres de groupage, etc.).

15. Le contrat signé par les parties concernées (non compris le volet sur les infrastructures marchandes) n'a reçu l'approbation finale du Ministère du Budget que le 22/12/16. Suite à cette approbation, les appels d'offres ont été lancés et les premiers travaux ont démarré en mi-janvier 2017. Selon le planning des travaux du BNETD révisé lors de la présente mission et des dispositions prises par cette entreprise pour mitiger les risques de retard, il est prévu une livraison des aménagements selon le schéma suivant :

- 780,5 ha de Sites Rizicoles: 225,5 ha livrés en novembre 2017 et 555 ha en Janvier Février selon la durée contractuelle. Cependant les entreprises se sont engagées, selon le BNETD, à livrer ces chantiers en fin décembre 2017 ;
- 32 ha de Sites maraichers: 7,8 ha terminés en novembre 2017 et les 24,2 ha restants pour mi-décembre 2017.

16. En tout état de cause, étant donné que la clôture du projet est prévue en fin Mars 2018, la mission note que le BNETD a obtenu des entreprises qu'elles s'engagent à prendre toutes les dispositions idoines afin que tous les travaux se terminent au plus tard en fin décembre 2017.

17. Par ailleurs, il convient de noter que lors de l'attribution des marchés, il est apparu un gap entre les ressources effectivement disponibles au PROPACOM (2,524 milliards de FCFA) et l'enveloppe budgétaire prévue dans la convention (4 milliards de FCFA). La décision avait alors été prise de ne prendre en compte que 780,5 ha sur les 1 157 ha initialement programmés dans la convention. Le reste des superficies se subdivise en deux groupes : (a) 121 ha pour lesquels la procédure de passation des marchés est bien avancée et sera poursuivie jusqu'au stade d'adjudication et, moyennant une négociation de la prorogation du délai de validité des offres, ce marché sera proposé au PADFA pour considération ; (b) les 245 ha concernant les antennes de Bouaké et Bondoukou n'ont pas fait l'objet d'appels d'offres. Ces sites seront reversés au MINADER pour rechercher d'autres sources de financement pour leur aménagement. Concernant le gap entre le budget prévu de 4 milliard et les ressources réellement disponibles de 2,524 milliards au titre de la convention BNETD, il est proposé qu'un avenant soit signé avec le BNETD afin de prendre en charge ce différentiel pour couvrir les coûts d'infrastructures et aménagements à financer par le PROPACOM Ouest dans la zone effectivement couverte par ce projet.

18. Compte tenu de ce qui précède, il est recommandé à l'UCP d'affiner l'estimation des ressources effectivement disponibles sur le PROPACOM suite à la fermeture anticipée des antennes du PROPACOM. Les ressources ainsi disponibles pourraient servir à financer la mise en place des 12 ha de maraichage additionnels sur le PROPACOM. Il est également proposé que le reliquat du montant figurant sur la convention fasse l'objet de travaux au bénéfice du PROPACOM Ouest qui prendra en charge les coûts y afférents. De la sorte, l'UCP ne devra négocier et signer qu'un amendement à la convention existante au lieu de perdre du temps à négocier, signer et obtenir l'approbation d'une nouvelle convention.

19. Conformément aux recommandations du comité ad hoc du 12/05/17, le lot de sites rizicoles de la 2^{ème} vague de passation de marchés (priorité #1/ 04 sites de Bouaké de 120 ha) qui en est au stade de sélection d'entreprises pour les travaux devra être reversé au projet PADFA en cours de formulation. Il est cependant recommandé au BNETD de poursuivre le processus de sélection jusqu'à l'attribution provisoire des marchés tout en veillant à la prorogation de la validité des offres jusqu'à l'entrée en vigueur du projet PADFA.

20. **Etat de la mise en œuvre des recommandations de la supervision de décembre 2016** : Tout en se félicitant du taux d'exécution satisfaisant des mesures convenues (47/72 de réalisé ou en cours en mi-année) pour renforcer la mise en œuvre du PROPACOM, il importe de souligner que la recommandation portant sur la double signature des comptes bancaires du projet doit être mise en œuvre pour se conformer aux procédures de gestion des fonds du FIDA nécessaire pour la bonne gestion des ressources. Cette disposition doit être insérée dans le manuel des procédures

administratives, financières et comptables et être étendue à tous les comptes dédiés des partenaires auxquels des avances de fonds sont versées pour la réalisation d'activités convenues.

21. Le suivi de la comptabilité et du « reporting » hebdomadaire et mensuel doit impérativement être mis en œuvre avec un rapport à transmettre à la Coordinatrice pour un bon pilotage et un suivi budgétaire du projet.

22. Il est impératif de faire l'analyse entre les données financières analytiques issues de TOM2PRO et l'application informatique de suivi-évaluation fournissant les taux d'exécution physique. Il faut noter que le logiciel de gestion TOM2PRO permet de suivre l'exécution financière du PTBA par composante, sous-composante, volet, activité et sous-activité, par source de financement, par zone géographique, etc. Le logiciel présente actuellement un axe analytique non exploité actuellement mais que le projet peut utiliser pour renseigner les données financières par filière ou d'autres paramètres dont le suivi est nécessaire.

Recommandations sur la vue d'ensemble

Mesures convenues	Responsable	Date convenue
En fonction des montants réellement disponibles sur le PROPACOM, réviser le volume des travaux à exécuter dans le cadre de la convention BNETD ainsi que le chronogramme y afférent	UCP/ BNETD	Immédiat
Estimer le volume des travaux à réaliser sur le PROPACOM Ouest jusqu'à hauteur du solde de la convention BNETD et signer un avenant en conséquence	UCP/ BNETD	Immédiat
Poursuivre le processus de sélection jusqu'à l'attribution des marchés tout en veillant à la prorogation de la validité des offres jusqu'à l'entrée en vigueur du projet PADFA.	BNETD/ UCP	Immédiat
Reverser au MINADER pour prise en compte par le projet PADFA le lot de sites rizicoles de la 2 ^{ème} vague de passation de marchés (priorité #1/ 04 sites de Bouaké de 120 ha) qui en est au stade de sélection d'entreprises pour les travaux.	UCP/ MINADER	Fin juin 2017

C. Produits et effets

Composante 1: Amélioration de l'offre de produits agricoles

23. La mise en œuvre du PROPACOM vise, à travers la composante 1, la production de 14 400 tonnes de riz sur 2 400 ha sur la base d'un rendement moyen de 6 tonnes/ha, 7 500 tonnes de maïs sur 3 000 ha pour un rendement escompté de 2,5 tonnes/ha et la réalisation de 90 ha de cultures maraîchères (tomates, poivron, etc...) destinés au marché local et régional.

24. Pour atteindre ces objectifs, le PROPACOM a prévu d'apporter un appui en fourniture de semences améliorées (100 tonnes pour le riz et 45 tonnes pour le maïs), de fertilisants (engrais et produits phytosanitaires), des matériels de mécanisation des travaux agricoles et l'assistance du conseil agricole pour le renforcement des capacités organisationnelles et la maîtrise des itinéraires et paquets techniques.

25. Les 2 400 ha en riz et les 90 ha de maraîchage nécessiteront une mobilisation conséquente de l'eau dans des bas-fonds et sur des périmètres aménagés et/ou réhabilités. L'atteinte des objectifs pour ces deux produits agricoles dépendra en grande partie de la réussite des aménagements hydroagricoles tandis que le maïs sera produit dans les champs des bénéficiaires.

Production de maïs

26. De 2013 à 2016 l'UCP a fait produire 65 tonnes de semences R1 certifiées de maïs sur un objectif de 45 tonnes et en a acheté environ 17,2 tonnes (15 Tonnes en 2015 et 2,2 T en 2016). Ces intrants ont permis aux producteurs d'accéder à du matériel végétal de qualité.

27. En 2013, la production de masse de maïs a été réalisée par des groupements communautaires sur une superficie emblavée de 647 ha alors que dans la période 2014 à 2016 la production a été réalisée sous forme de microprojets sur une superficie de 2 522,5 ha ce qui donne un total de 3 169,50 ha soit un taux d'exécution de 106% des objectifs du projet. Pour les deux années (2014 et 2015), la production obtenue a été de 6 144 tonnes avec un rendement moyen de 1,98 tonnes/ha contre un objectif du projet de 2,5 tonnes/ha.

28. La revue à mi-parcours de mai 2016 avait alors recommandé que le projet mette un accent particulier à l'augmentation aussi bien des rendements que des superficies à emblaver en maïs qui passeraient de 3 000 ha (objectif du projet) à 5 000 ha compte tenu de l'engouement des producteurs vers cette spéculation.

29. En définitive, la réallocation budgétaire opérée a laissé peu de ressources disponibles sur la catégorie « *Equipements, moyens de transport, matériels et intrants* ». Le comité d'orientation et de pilotage réuni en novembre 2016 a donc acté la décision de l'UCP de ne retenir que les cultures maraîchères et le riz et non plus le maïs. Le choix de ces spéculations visait à privilégier les cultures sous aménagements à réaliser par le BNETD, notamment le riz et les cultures maraîchères qui ont connu très peu d'appuis depuis le début de la mise en œuvre du PROPACOM.

Appui à la mise en œuvre des microprojets de production de masse de riz

30. La production de riz avec l'appui du projet a démarré seulement en 2015. Le bilan des activités indique la mise en place de 857,77 ha dont 29,64 ha pour les cinq premiers mois de 2017 qui sont en cours de production. Ces superficies sont mises en valeur par 934 exploitants dont 294 femmes issus de 14 OPA. La production de riz paddy obtenue est de 3 159,59 tonnes avec un rendement moyen de 4,01 t/ha. Ce faible rendement est lié à la survenue de certains événements climatiques tels que les sécheresses prolongées, l'irrégularité des pluies n'ayant pas permis un bon taux de remplissage des barrages mais également l'inadéquation et la faible qualité des aménagements empêchant une bonne irrigation des parcelles (cas des périmètres rizicoles « la Baba » de l'OPA GRIMAB de Bouna dans l'antenne de Bondoukou, de « Niofouin » et de « Kapiévogo » dans l'antenne de Korhogo).

Appui à la mise en œuvre des microprojets de production maraîchère

31. La superficie cumulée mise en valeur par le système goutte à goutte est de 3,4 ha à Bouaké. La défaillance des entreprises de travaux et des bureaux d'études n'ayant pas permis de réaliser les aménagements prévus.

32. Pour les aménagements avec le système californien, seuls les sites de Gbangaoukli (2,3 ha) et de N'zuéda (2 ha) dans l'antenne de Bouaké ont été aménagés. La mise en place a démarré sur le site de Gbangaoukli sur une superficie de 0,25 ha.

33. Sans attendre l'achèvement des aménagements à réaliser dans le cadre de la convention du BNETD, des OPA ont décidé de démarrer la production d'oignon sur une superficie de 6,87 ha et de tomate sur 8,94 ha dans les antennes de Bouaké et de Korhogo.

34. Le bilan des activités de production maraîchère indique la mise en place d'une superficie totale de 15,81 ha dont 11,16 ha à Bouaké et 4,65 ha à Korhogo. Cette mise en place a été faite par 119 exploitants dont 115 femmes à Korhogo et 274 exploitants dont 143 femmes à Bouaké issus de 8 OPA.

35. Au 15 mai 2017, les productions sur ces sites maraichers sont de 60,27 t (51,19 t d'oignon et 9,08 t de tomate) contre une prévision de 178 tonnes. Cette situation s'explique par le fait que la plupart des cultures ont été conduites par irrigation manuelle (hors aménagement) de plus, certaines récoltes sont en cours et n'ont donc pas encore été capitalisées.

36. Dans la recherche de solutions pour réduire les coûts de production sur les aménagements maraichers, l'option du pompage par l'énergie solaire a été envisagée par la mission de supervision de décembre 2016. Cependant les ressources disponibles ne permettent pas de l'envisager, cette option pourrait être expérimentée puis vulgarisée sur les périmètres du PROPACOM Ouest.

La convention avec le BNETD

37. Les procédures de passation des marchés et les défaillances des entreprises, des bureaux d'études et ingénieurs-conseils ont retardé la réalisation des aménagements rizicoles et maraichers ainsi que des infrastructures marchandes. C'est dans ce contexte que la mission de RMP du PROPACOM de mai 2016 a recommandé à l'UCP de confier au BNETD le volet « infrastructures rurales » à travers une convention de maîtrise d'ouvrage déléguée.

38. Les travaux concernés par cette convention sont : (i) la réhabilitation / aménagement de 1157,6 ha de périmètres rizicoles, (ii) l'aménagement de 57,4 ha de périmètres maraichers au système goutte à goutte et (iii) la construction de 4 infrastructures marchandes. La situation de mise en œuvre de la convention est la suivante.

39. Sur les 1 157,6 ha de périmètres rizières à réhabiliter/aménager : (i) 780,5 ha répartis sur 17 sites dans les antennes de Korhogo (505 ha), Bouaké (166 ha) et Bondoukou (109,5 ha) pourront être réalisés (sites de priorité 1 déjà attribués), (ii) 121 ha (sites de priorité 1 de Bouaké) sont en cours d'attribution mais ces travaux ne pourront pas être exécutés faute de fonds disponibles sur le PROPACOM, (iii) les DAO des sites de la priorité 2 : 256,10 ha (Bouaké : 118 ha et Bondoukou : 138,10) ne peuvent pas être lancés faute de fonds disponibles.

40. Sur les 57,4 ha de périmètres maraîchers prévus, seulement 32 ha classés en priorité 1 dans les antennes de Bondoukou, Bouaké et Korhogo sont en cours d'attribution (ce chiffre était initialement de 26,8 ha mais a connu une correction suite à une erreur de sommation constatée) et seront aménagés avant le 31 décembre 2017. Il restera 30,6 ha de périmètres maraîchers (Bondoukou : 15 ha, Korhogo : 11,6 ha et Bouaké : 4 ha) qui ne seront pas aménagés sur le PROPACOM pour défaut de disponibilité de fonds.

41. Parmi les quatre infrastructures marchandes prévues sur la convention BNETD, deux ont pu être réalisées (antenne de Bouaké), un fait l'objet de contentieux avec l'entreprise TIEM Technologie. Les ressources financières sont à rechercher par le MINADER pour la construction du centre de groupage de Bouaké.

42. La situation financière fait ressortir que : (i) les ressources disponibles pour l'ensemble des travaux s'élèvent à 2 076 000 000 FCFA HT, (ii) les marchés ayant fait l'objet d'attribution portent sur un montant cumulé de 1 772 085 506 FCFA HT, (iii) le reliquat de fonds disponibles est de 303 914 494 FCFA HT. Ce reliquat pourra être affecté à la réalisation des travaux des sites maraîchers qui sont en cours d'attribution si le cumul des montants des offres retenues est dans les limites du montant disponible.

43. Une proposition visant à faire du PROPACOM-Ouest l'autorité contractante pour une partie de la convention et d'affecter les sites à réhabiliter par ce projet au BNETD permettra de couvrir le reliquat de la convention que les ressources disponibles sur le PROPACOM ne permettent pas de couvrir. Un avenant sans incidence financière permettrait ainsi de faire cette modification de l'autorité contractante de la convention sans courir le risque de faire face au retard que le processus d'approbation d'une nouvelle convention pourrait induire.

44. Le Comité Technique de Suivi (CTS) mis en place pour le suivi de la mise en œuvre de la convention tient régulièrement les réunions mensuelles qui permettent de faire le point sur les activités réalisées, les difficultés, les solutions apportées et les orientations sur les missions à conduire. Ce comité a tenu, depuis sa mise en place, trois (3) réunions mensuelles avec des comptes rendus.

45. La longueur des procédures de passation des marchés notamment les délais de traitement par la DMP des demandes d'ANO sur les attributions provisoires issus du jugement des offres et la numérotation des marchés ont été identifiés comme le point majeur de lenteurs dans la mise en œuvre de la convention. Sur une recommandation du CTS, le MINADER a obtenu du Ministère du Budget une dérogation permettant au BNETD l'utilisation de procédures d'appel d'offres restreints en vue de réduire les délais de passation des marchés.

46. Au stade actuel de la mise en œuvre de la convention, les procédures de passation des contrats sont aux niveaux suivants : (i) marchés signés et transmis à la DMP pour numérotation et bons de commande émis pour les travaux d'aménagement et de réhabilitation de 505 ha de périmètres rizières dans l'antenne de Korhogo et le lancement des travaux effectué le 22/05/2017, (ii) attributions par consensus approuvées durant la présente mission pour les travaux d'aménagement et de réhabilitation de périmètres rizières dans l'antenne de Bouaké (166 ha) et dans l'antenne de Bondoukou (109,5 ha), (iii) offres reçues le 26/05/2017 et donc en cours d'analyse pour les travaux d'aménagement de 32 ha de périmètres maraîchers au goutte à goutte et (iv) offres déposées le 02/06/2017 pour les travaux d'aménagement et de réhabilitation de 121 ha de périmètres rizières dans l'antenne de Bouaké.

47. Les procédures de passation des marchés sont donc terminées ou bien avancées. Il y a lieu cependant de veiller à assurer un accompagnement à l'équipe de BNETD et aux entreprises pendant la phase de réalisation des travaux en vue de lever toute entrave au démarrage et à l'exécution des travaux et de maintenir une pression constante sur les entreprises afin de limiter les risques de retard. A cet effet, le BNETD a certes mis en place une stratégie bien adaptée et a déployé une équipe de terrain renforcée. Cependant, un appui constant de la part des acteurs techniques (DR/DD

MINADER), et des autorités administratives et locales (conseils régionaux, préfectures, mairies, sous-préfectures) pourrait être d'un important apport pour assurer une dynamique continue sur les chantiers.

Recommandations

Mesures convenues	Responsable	Date convenue
Mettre à contribution les services décentralisés du MINADER, les autorités préfectorales et sous-préfectorales, les collectivités territoriales et locales et les personnes-ressources locales dans le suivi de la réalisation des travaux	UCP/MINADER	Immédiat et continue
Organiser une mission d'information des autorités préfectorales, des collectivités territoriales et locales, des OPA sur les sites prévus mais dont les travaux d'aménagement ne seront pas exécutés dans le cadre de la convention avec le BNETD	UCP/MINADER	Juin 2017

Mécanisation agricole

48. La mécanisation est un facteur important qui influe sur l'augmentation de la productivité et donc celle de la production. Il est cependant important de s'assurer du bon fonctionnement et de l'entretien adéquat du matériel par les producteurs. A cet effet, le projet a prévu de mettre à la disposition des OPA, 120 motoculteurs et 100 batteuses-vanneuses dont le mode d'utilisation est défini par celles-ci. La livraison de ce matériel a également accusé un grand retard dans la livraison des équipements acquis à travers l'UNOPS. Au 15/05/2017, la situation se présente comme indiqué dans les paragraphes qui suivent.

49. **Batteuses-vanneuses.** Réception de 26 batteuses-vanneuses en aout 2016 au profit des OPA soit 26% des objectifs du projet. La totalité des batteuses vanneuses acquises ont été livrées aux OPA après versement de la totalité de contribution de chaque OPA qui est de 5% du cout des équipements.

50. **Motoculteurs.** Réception de 66 motoculteurs en aout 2016 au profit des OPA soit 55% des objectifs du projet. La totalité des motoculteurs acquises ont été livrées aux OPA dont le niveau de contribution attendue qui est de 5% du cout des équipements, s'élève à 17 239 104 FCFA. Au 15/05/2017, la contribution totale des OPA est de 100%/Bondoukou, 100%/Bouaké et 60%/Korhogo. Au niveau de Korhogo, c'est une OPA qui a bénéficié des 04 motoculteurs qui n'arrive pas à solder la totalité de sa contribution. Le comité ad hoc du 12/04/17 a demandé à l'antenne de Korhogo d'organiser avec celle de Bouaké la réattribution d'un motoculteur à une OPA qui en a fait la demande et qui dispose de moyens financiers pour payer sa contribution.

51. **Formation à l'utilisation du matériel de mécanisation agricole.** Un total de 143 personnes dont 10 femmes ont été formées soit 114 utilisateurs/machinistes (dont 10 femmes) et 29 artisans-réparateurs, tous des hommes.

52. **Culture attelée.** Le projet a procédé à l'acquisition de 20 paires de Bœufs de Culture Attelée (BCA) au profit de 6 OPA bénéficiaires. La livraison est prévue pour la fin du 2^{ème} trimestre 2017. La formation des OPA bénéficiaires sur l'itinéraire technique de culture attelée s'est tenue du 09 au 13 mai 2017, à Katiola. Douze (12) représentants des OPA bénéficiaires dont une (01) femme ont bénéficié de cette formation. Un module sur l'utilisation et la production du fumier à partir de la bouse de vache et des résidus de récolte a été diffusé au cours de cet atelier. Les producteurs ont été également instruits sur l'intérêt d'associer la fumure organique à la fumure chimique qui permet d'optimiser les rendements. Au 15/05/2017, la contribution totale pour l'acquisition des 20 paires de BCA qui s'élève à 1 411 017 FCFA, soit 5% du cout d'acquisition, a été totalement versée.

53. **Gestion du matériel agricole.** Un manuel de gestion du matériel agricole a été rédigé récemment par le PROPACOM pour les motoculteurs et les batteuses-vanneuses. Ce manuel propose un type de gestion unique quel que soit le niveau de maturité de l'OPA bénéficiaire du matériel². On constate que 67 % des gros équipements (motoculteurs, batteuses vanneuses...) ont été placés dans des OPA de niveau 1, et un tiers dans les OPA de niveau 2 (sachant que la typologie selon le degré de maturité comprend 4 niveaux et que le niveau 1 est le niveau le plus bas). Ainsi la

² Le document prévoit que la gestion du matériel nécessite l'intervention des acteurs suivants: le conseil d'administration (CA), le trésorier, le comité de gestion du matériel; le machiniste ou conducteur du matériel, les membres de l'OPA et les tiers utilisateurs.

gestion collective de ce type d'équipement par une OPA de niveau 1 risque de poser problème, et une gestion déléguée à un privé, ou un mode de gestion par leasing serait peut-être mieux adapté. En conséquence, afin d'améliorer la durabilité du projet, la mission propose que le mode de gestion du matériel soit adapté à la réelle capacité des OPA et que le manuel propose plusieurs modes de gestion. Dans la stratégie de sortie, il est prévu que l'encadrement de ces OPA soit délégué aux structures déconcentrées de l'agriculture (DR/DD DEP) car les antennes PROPACOM seront fermées fin juin. L'accomplissement de cette activité est urgent car il s'agit de la durabilité des acquis du projet. Ce travail, à réaliser par le COPA avant fin juin, doit être coordonné avec la revue des manuels pour la gestion des équipements de transformation pour lesquels se pose le même problème.

54. **En conclusion** on peut dire que l'exécution de la composante « appui à l'augmentation de la production agricole » n'est globalement pas satisfaisante pour le moment au regard des résultats obtenus par rapport aux objectifs du PROPACOM à quelques mois de l'achèvement du projet. La réalisation de cette composante a été ralentie par les retards sur les aménagements hydro-agricoles. En effet, à l'analyse du PTBA 2017, le volet Infrastructures hydro-agricoles représente 65,22% du budget du PTBA. En termes d'exécution globale, les décaissements représentent 53,62% au 31/03/17. A ses sessions du 20/04/17 et du 11/05/17, le comité de suivi de la convention BNETD a recommandé de : i) transmettre toutes les quinzaines l'état d'avancement de la mise en œuvre de la convention par le BNETD ; ii) réaliser un suivi rapproché et un lobbying auprès de la DMP afin de raccourcir les délais d'obtention des ANO sur les attributions provisoires des appels d'offres ; iii) élaborer une note sur les dispositions préconisées en cas de retards accusé par les entreprises dans l'exécution des travaux.

55. Il convient de rappeler que la requête adressée au Ministère du Budget par le MINADER pour obtenir une dérogation spéciale en vue d'utiliser l'appel d'offres restreint lors de la passation des marchés des travaux à effectuer dans le cadre de la convention avec le BNETD a été approuvée deux jours avant la fin de la mission. Cette dérogation sera en définitive plus utile pour les travaux du PROPACOM Ouest car pour le PROPACOM le gros des appels d'offres a déjà été lancé, voire arrivés au terme de l'adjudication.

56. Par ailleurs, la durabilité du matériel agricole n'est pas assurée pour certaines OPA car : (i) elles utilisent ce matériel pour la première fois ; (ii) les formations ont eu lieu bien avant la livraison du matériel ; et (iii) le mode de gestion proposé n'a pas été testé dans les OPA fragiles de niveau 1. Un encadrement rapproché est donc nécessaire pour suivre et appuyer la gestion du matériel agricole par les OPA les plus faibles et assurer une durabilité minimum des acquis du projet.

Recommandations sur la composante 1

Mesures convenues	Responsable	Date convenue
Adapter le manuel de gestion des équipements agricoles et le mode de gestion aux différents niveaux de maturité des OPA	COPA	Immédiat
Effectuer en collaboration avec les DR/DD et la DEP, des missions de suivi pour améliorer le mode de gestion des équipements agricoles par les OPA les plus faibles	DR/DD DEP UGP	A partir d'août 2017
Réattribuer à d'autres OPA les motoculteurs dont les premiers acquéreurs n'arrivent pas à payer la totalité des contributions attendues.	COPA/CAFM	Avant fin juin 2017

Composante 2: Valorisation et mise en marché

57. Le projet rencontre trois contraintes majeures dans la mise en œuvre de cette composante notamment (i) la vacance des postes de Chargé de Transformation et Commercialisation (CTC), (ii) la fermeture fin juin des 2 antennes (iii) le faible niveau d'exécution des activités de construction d'infrastructures marchandes. La conséquence est que le taux d'exécution physique de la composante à environ 10 mois de la fin du projet n'est que de 10 % pour un taux d'exécution financière global de 13,6%. On note cependant les réalisations indiquées dans les sections qui suivent.

Acquisition d'équipements de transformation/commercialisation

58. Au 15/05/2017, les équipements de transformation/commercialisation relatifs aux demandes des OPA issues des CRC de 2014 et de 2013 ont été livrés pour la plupart. Il s'agit de 1 624 palettes, 24 égreneuses de maïs, 58 bascules, 4 décortiqueuses, 8 moulins, 79 350 sacs vides de collecte, 57 sondes de prélèvements et 36 humidimètres. Comme pour le matériel agricole, la distribution aux

OPA et l'installation se font au fil du versement de leur contribution. A ces équipements s'ajoutent 4 moulins et 1 décortiqueuse, tous installés depuis 2015. La livraison de 1 308 palettes en bois et de 495 cageots plastiques pour tomate s'est faite de janvier à février 2017.

59. Les antennes s'attèlent à la livraison progressive de ces équipements aux OPA assujetties à une contribution préalable de 5% en numéraires de leur part. A la date du 15/05/2017, la mission note que le niveau de la mobilisation (63 et 100%) de cette contribution des bénéficiaires est très appréciable et traduit leur motivation et leur intérêt. Les responsables des antennes signalent que l'arrivée de ces équipements a stimulé les OPA dans leurs activités au point où celles-ci sollicitent des appuis complémentaires en formation. La majorité des équipements ont été livrées aux OPA dans toutes les antennes à l'exception de 2 bascules et 3 humidimètres à Korhogo et des palettes et des cageots dans toutes les antennes.

60. **Les formations à l'utilisation et à l'entretien** : Le projet a procédé à la formation de 53 artisans réparateurs et machinistes à l'utilisation et l'entretien d'égreneuse de maïs, de décortiqueuse de riz, de moulins à grain dont 4 femmes améliorant quantitativement et qualitativement une offre de services opérationnels de proximité dans les chaînes de valeurs des filières riz et maïs. Les pièces des équipements introduits sont disponibles et accessibles aux bénéficiaires. La mission note que les modalités de gestion et d'exploitation des équipements (moulins, égraineuses), convenus d'accord partie avec les bénéficiaires, ont fait l'objet de manuel à diffuser auprès des comités de gestion. De même, des modules de formation ont été insérés dans les cahiers de charge des prestataires d'appui-conseil aux OPA bénéficiaires d'humidimètres.

61. **Les formations des OPA sur les activités post-récoltes** : Certaines formations n'ont pas été efficaces, car les formations théoriques ont été dispensées aux OPA avant l'arrivée des équipements et infrastructures nécessaires. Il est prévu un recyclage dans la gestion et l'utilisation des infrastructures par les prestataires d'appui-accompagnement.

62. Par ailleurs, la réhabilitation de l'unité de séchage de fruits et légumes au profit de l'OPA SCOOPSFF de Fronan est en cours. La réception provisoire est prévue pour juin 2017.

63. **Les Infrastructures marchandes.** En dépit d'importants retards consécutifs aux faibles capacités financières et techniques des entreprises adjudicatrices, la construction des infrastructures marchandes est achevée. Six (6) magasins de stockage, deux (2) bâtiments de mini-rizerie et un (1) centre de groupage de produits maraîchers ont été réceptionnés. Au total, le projet a contribué à augmenter la capacité de stockage et d'agrégation des produits (vente ou achat groupé) des OPA de 1 200 tonnes améliorant du même coup leur assiette d'offres de services aux membres et non membres dans leurs localités. Il en est de même des aires de séchage qui sont portées à 600 m² permettant le séchage du riz ou du maïs destiné au stockage ou à la transformation.

64. **A Bouaké**, le magasin de stockage de Tabako et les 2 bâtiments de mini-rizerie d'Akpo Kro et Béoumi sont terminés et livrés.

65. **A Bondoukou**, le chantier du centre de groupage de produits maraîchers est achevé et réceptionné. Suite à la recommandation de la mission de supervision de mai 2016, l'OPA bénéficiaire a procédé au nettoyage et à l'assainissement du site. Une entreprise a été retenue pour la construction de la clôture du centre de groupage et les travaux sont en cours sous la supervision de la DR Construction. Un projet PRODIAB II de la GIZ devrait : (i) former et encadrer prochainement l'OPA et les commerçants ; (ii) opérationnaliser le centre de groupement à travers de renforcement des acteurs qui vont gérer le centre.

66. **A Korhogo**, les quatre magasins sont terminés mais leur réception provisoire a été refusée principalement la non certification des installations électriques et les vices de constructions sur le bâtiment de Dékokaha. Ce magasin est tombé en cours de construction et a été réparé sans la présence de l'ingénieur conseil. Une expertise du LBTP en vue de confirmer ou lever les doutes sur ce vice a été effectuée le 25/05/17. Les résultats sont attendus pour le mois de juin 2017. En fonction des conclusions de cette expertise, les dispositions seront prises pour clôturer ce marché.

67. **Constat général sur les infrastructures marchandes** : La mission constate que les infrastructures réceptionnées par le projet font l'objet d'exploitation par les bénéficiaires même si elles n'ont pas été remise officiellement. De plus, elle regrette que la mise à disposition des infrastructures n'ait pas été aussitôt accompagnée de mesures de renforcement des capacités du personnel. La mission recommande la conduite effective de la formation du personnel des OPA sur la gestion des

magasins et l'utilisation des équipements y afférents et l'accélération des procédures de transfert aux OPA des infrastructures, tel que l'UCP semble l'avoir déjà programmé pour 2017. La mission constate avec satisfaction que malgré le retard accusé, les infrastructures marchandes prévues ont été achevées.

Mise en place des nouvelles mini-rizeries à Bondoukou, Sakassou, Bouaké et Béoumi

68. **Caractéristiques techniques des modèles de mini-rizeries proposées.** Le projet a mis en place des infrastructures pour abriter quatre mini-rizeries en partenariat avec l'ONDR qui fournit les équipements. D'une capacité comprise entre 1 à 2 tonnes/h de riz paddy pour un taux d'usinage maximal de 67% les équipements sont constitués d'une chaîne de décortiqueuse type 15/15 qui est une vieille génération, d'origine chinoise répandues en Afrique de l'ouest et jugés relativement solides, faciles d'entretien et adaptées au contexte de nos pays dans la production du riz cargo. Malheureusement, ces lignes complètes fournies par l'ONDR aux quatre mini-rizeries sont issues d'un stock entreposé depuis 2009 dans de très mauvaises conditions. Les conséquences sont telles que plusieurs composantes de ces équipements sont absentes ou vétustes. A cela s'ajoute les retards pour leur installation et opérationnalisation car il n'avait pas été prévu de ligne budgétaire pour leur raccordement aux réseaux d'eau et d'électricité. La situation de ces nouvelles mini-rizeries est la suivante :

69. **A Bondoukou.** La seule mini-rizerie de la zone Est (Bondoukou) est opérationnelle depuis mars 2016, mais le système de gestion n'est pas encore mis en place. Le Centre International de Développement et de Recherche (CIDR) étudie actuellement la faisabilité du modèle de gestion à mettre en place. La mission note et s'inquiète qu'une nouvelle rizerie de 5T/h est en voie d'achèvement qui va sûrement représenter une concurrence sérieuse dans l'accès au paddy. De plus, elle se posait des questions sur l'opportunité de l'appui à cette OPA qui disposait déjà d'une unité de décorticage de riz. Concernant cette seconde ligne de transformation de l'OPA, des mesures sont prises pour déplacer cette décortiqueuse qui est de moindre qualité.

70. **A Sakassou, Bouaké et Béoumi :** La mission constate qu'aucune des trois dernières mini-rizeries n'est fonctionnelle pour les raisons ci-dessus évoquées.

71. **A Sakassou,** le bâtiment a été construit par l'ONDR et les travaux d'installation des machines qui ont démarré en décembre 2014 sont toujours en cours. Certains des équipements sont vétustes ou manquants sans compter plusieurs autres défauts conceptuels (installations mal cadrées dans la salle des machines, entrée des WC située à l'intérieur de l'atelier de transformation, etc.). Pour rendre opérationnelles ces installations, le consultant chargé du diagnostic propose deux options : (i) l'une consiste à réparer les équipements livrés, compléter le plateau technique par l'achat d'équipement complémentaire, raccorder l'unité au réseau d'eau et d'électricité, procéder au montage pour un coût total d'environ 30 millions FCFA ; (ii) la seconde option consiste à acquérir une nouvelle chaîne complète d'équipement pour environ 26 millions de FCFA auxquels il faut ajouter les charges de raccordement à l'eau et à l'électricité et les frais de montage, soit un montant global pour cette seconde option de l'ordre de 40 millions FCFA.

72. Le projet d'entreprise autour de cette mini-rizerie est porté par une coopérative dynamique, Coopérative des Riziculteurs de Sakassou (CORISAK) qui désire gérer elle-même cette mini-rizerie (un directeur a déjà été recruté). Cette OP qui regroupe des producteurs de riz disposant de grandes surfaces de production se distingue par son expérience et son niveau d'organisation appréciable. L'OPA s'engage, quelles que soient les options choisies, à contribuer au frais de raccordement au réseau d'eau et d'électricité.

73. **A Béoumi (Kongossou) et Bouaké (Akpokro).** Les équipements transférés début novembre 2016 sur site font l'objet de diagnostic sur leur fonctionnalité et ne sont pas encore montés. Ils sont pratiquement dans le même état que ceux de Sakassou. L'option 1 pour chaque mini-rizerie est d'une valeur totale d'environ 55 millions FCFA tandis que la seconde option qui consiste à acquérir une nouvelle chaîne complète d'équipement pour 26 000 000 FCFA auxquels il faut ajouter les charges de raccordement à l'électricité et à l'eau de même que les frais de montage est de l'ordre de 60 millions FCFA soit une différence de 5 millions entre les deux options. Lors de ses échanges avec l'ONDR, la mission a été informée de la disponibilité de l'ONDR à insérer dans son budget le remplacement des trois unités défectueuses par de nouvelles unités pour le compte des OPA de Béoumi (Kongossou), Bouaké (Akpokro), et Sakassou (CORISAK).

74. **Observations et recommandation sur l'opérationnalisation des mini-rizeries** : La mission, note que le comité ad hoc du 20/04/17 a recommandé que l'équipement de nouvelles chaînes d'usinage en lieu et place des unités livrées par l'ONDR soit prise en charge par le PADFA en formulation. En ce qui concerne la mini-rizerie de Bondoukou, le comité ad hoc a recommandé à l'UCP de se rapprocher de l'ONDR pour la remise officielle à l'OPA. L'ONDR prévoit la remise officielle de cette unité à la CODERIZ de Bondoukou dans les prochaines semaines (juillet 2017).

75. **En conclusion**, ces mini rizeries seront encadrées par le nouveau projet PADFA qui a prévu de poursuivre un appui à leur gestion à travers le CIDR. Seule la mini-rizerie de Bondoukou, qui ne se trouve pas dans la zone d'intervention du PADFA, ne bénéficiera plus des appuis du FIDA. Il est donc urgent que cette mini-rizerie soit officiellement transférée aux OPA et qu'il soit décidé, sur la base de l'étude CIDR, du modèle de gestion le mieux adapté à la situation.

Fonctionnement des ESOP

76. L'Entreprise de Service aux Organisations et Producteurs (ESOP) est un mode de gestion développé par le CIDR qui encadrent, sous contrat du PROPACOM, 3 mini-rizeries dans la région du nord à **Korhogo, Ferkessédougou et Katiola**. Ces 3 ESOP produisent toutes du riz blanchi sous la marque « DELICE ».

77. **L'ESOP de Korhogo (Korhogo Riz Sarl)**, a un capital réparti entre la Fédération Nationale des Riziculteurs de Côte d'Ivoire (FENARIZ-CI) /17%, la Coopérative Départementale des Riziculteurs (CODERIZ)/ 41%, la Direction 10% et les associés externes /32% et elle emploie quatre personnes. L'entreprise a abandonné fin 2015 la contractualisation avec les riziculteurs et ne travaille donc plus avec des groupes d'intérêt commercial, et n'organise ni visites techniques aux producteurs, ni opérations commerciales groupées, ni bilan de campagne avec les riziculteurs. Elle se comporte comme tout autre acheteur de riz paddy. Le fonds de roulement de 10 000 000 FCFA reçus de l'ONDR en juillet 2016 a permis d'augmenter les achats de paddy, mais d'après la dernière évaluation du CIDR le problème central est la commercialisation du riz car le volume de riz blanc commercialisé depuis janvier 2017 n'atteint pas 50% des prévisions. La direction doit donc redéfinir un plan marketing précis et adapté au contexte concurrentiel et réaliser des opérations promotionnelles sur les produits proposés à la vente.

78. **L'ESOP de Katiola (Katio-Akpa Sarl)** a un capital réparti entre la Fédération Nationale des Riziculteurs de Côte D'ivoire (FENARIZ-CI) pour 17%, la Société Coopérative Régionale des Riziculteurs (CORERIZ) pour 50% et les associés externes qui détiennent les 33% restants. Elle a repris du service après l'arrêt consécutif aux graves problèmes de gouvernance. L'entreprise a elle aussi abandonné en mai 2015 la contractualisation avec les riziculteurs. L'impact de la dotation par l'ONDR du fonds de roulement se traduit en l'état actuel par un accroissement significatif des volumes de paddy achetés. Cependant, les difficultés de commercialisation font que le fonds de roulement octroyé par l'ONDR ne produit pas encore tous les effets escomptés, car les ventes restent limitées. D'après l'évaluation du CIDR cette rizerie, comme celle de Korhogo doit améliorer sa commercialisation³.

79. Le capital de **L'ESOP de Ferké (Tchologo Riz Sarl)** est réparti entre la FENARIZ-CI/17%, la CODERIZ/33%, la Direction/17% et les associés externes 33 %. Elle applique le principe de ristourne aux producteurs. Toutefois, elle connaît des pannes fréquentes de machines liées à la mauvaise qualité du riz paddy livré et aux difficultés de trésorerie pour réaliser les entretiens adéquats. Contrairement aux 2 autres mini-rizeries, l'ESOP rend des services contractualisés aux riziculteurs depuis sa création en 2014. En 2016, l'approvisionnement en riz paddy de l'ESOP a été réalisé à 74% sur la base de contrats⁴. Le fonds de roulement reçu de l'ONDR a permis d'augmenter les achats et le plan d'approvisionnement pour 2017 est déjà dépassé. Par contre le problème central de cette entreprise est le contrôle de la gestion, la justification de l'utilisation du fonds de roulement, et la gouvernance de l'entreprise. Il convient donc, tel que suggéré par le CIDR, de renforcer les outils de contrôle sur la direction, ce qui suppose de renforcer les capacités des associés sur l'interprétation du compte d'exploitation, et enfin de contribuer au choix du contrôleur externe de l'ESOP et faciliter sa mission.

³ le prix prévisionnel est difficilement respecté au niveau du riz semi-luxe (Wita 9, M18), le plan de distribution prévu, avec un point de vente à Katiola et la vente direct aux salariés de Bouaké et de Katiola n'est pas encore effectif.

⁴ Sur le 1er cycle 2017, l'ESOP a des contrats avec 5 groupes de producteurs (GIC – Groupe d'Intérêt Commercial) pour un engagement de 86 tonnes de riz paddy. Pour le 2nd cycle 2017, l'ESOP prévoit encadrer 34 GIC pour un engagement contractuel de 400 tonnes.

80. **La recherche de nouveaux marchés.** Faute de pouvoir obtenir des prêts auprès du système bancaire, la dotation de l'ONDR pour les fonds de roulement a permis d'élargir les achats de paddy et de lever la contrainte de l'approvisionnement. Mais une autre contrainte est alors apparue : la difficulté de vendre le riz « DELICE » dans un environnement concurrentiel difficile. L'introduction récente d'une variété de riz parfumé qui se vend à des prix élevés devrait permettre à certaines mini-rizeries d'accéder à un marché de niche qui valorisera la qualité et améliorera la rentabilité. Toujours pour la conquête de nouveaux marchés, une collaboration est envisagée avec HEINEKEN/BRASSIVOIRE qui achète un certain type de farine de riz pour ses brasseries. Une étude sera menée à travers la structure FAIR MATCH SUPPORT (FMS) pour faire le diagnostic de l'environnement de la filière riz des 3 ESOP et des propositions d'un modèle de mise en marché qui pourrait être financé ou cofinancé par le projet PADFA en vue de la pérennisation des acquis du PROPACOM.

81. **L'avenir du modèle ESOP.** L'agriculture contractuelle entre une mini-rizerie et des OPA, qui était une spécificité du modèle ESOP, n'est plus pratiquée que par une entreprise. On constate qu'au bout de 3 ans d'appui les 3 mini-rizeries tournent en deçà de leur capacité d'usinage⁵ et qu'elles n'arrivent pas encore à obtenir des crédits auprès des banques. Mais dans l'ensemble, la mise en place des mini-rizeries gérées selon le modèle ESOP est positivement appréciée par les différentes parties prenantes. Toutefois certaines OPA ne se sentent pas véritablement bénéficiaires de ces mini-rizeries et estiment pouvoir gérer elles-mêmes ces unités contrairement à l'avis du CIDR qui pense qu'elles n'ont pas encore la cohésion et les compétences managériales suffisantes. Le modèle ESOP n'a donc pas encore fait totalement ses preuves pour de multiples raisons dont la principale est la concurrence forte du riz importé dont les prix ont baissé ces dernières années. L'indice des prix FAO du riz à l'exportation était de 233 en 2013 mais de 198 en avril 2017, soit 4 ans plus tard.

82. Néanmoins ces rizeries continuent à fonctionner et c'est là l'essentiel. Il convient donc, compte tenu de cette conjoncture difficile, de continuer cette expérience en apportant certaines innovations organisationnelles dans le modèle ESOP. A cette fin le CIDR s'est engagé à faire, dans son rapport de fin de mission prévue en décembre 2017, une analyse critique de son intervention, et à proposer des innovations dans le modèle ESOP. Il conviendra donc d'organiser en fin d'année une réunion des parties prenantes sur le mode de gestion ESOP et ses possibles améliorations sur la base du rapport de fin de mission du CIDR. L'ONDR s'est engagé à contribuer à la mise en place du modèle ESOP autour de la mini-rizerie de Bondoukou avec un opérateur leader identifié pour entrer dans le capital. Cette action sera conduite après l'étude de l'environnement de la filière riz à Bondoukou, en cours d'exécution par l'ONDR.

Conclusion sur la Valorisation et la mise en marché

83. Les faibles taux d'exécution physique et financier de cette composante s'expliquent principalement par les difficultés de mise en œuvre liées aux retards dans l'aménagement des infrastructures de production et l'absence de CTC chargés d'initier les actions dans ce domaine. A cela s'ajoute les avis de sélection de prestataires souvent revenus infructueux. Toutes les activités post-récoltes ont été programmées en attendant la mise en place des aménagements qui n'ont toujours pas été réalisées dans leur totalité. Néanmoins, certaines activités, surtout de commercialisation, auraient pu être réalisées notamment les mises en relation entre producteurs et clients à partir de l'identification des acteurs intervenant dans les différents maillons des filières promues.

84. Si la conjoncture a été favorable pour la filière maïs où la demande s'est fortement développée avec des augmentations des prix liés au développement des exportations et de la demande pour l'alimentation animale, par contre la conjoncture a été moins favorable pour le riz. L'environnement de la filière riz s'est modifié ces dernières années avec une augmentation des productions de paddy bien moins importante que prévu par la stratégie nationale de développement rizicole (SNDR) et une extension des capacités de transformation pour l'instant limitée⁶. De plus, la baisse des prix du riz à l'importation a entravé le développement de la filière nationale. Le projet PROPACOM a donc développé sa deuxième composante dans une conjoncture pas toujours favorable.

⁵ De 100 à 300 tonnes pour une capacité de 2 500 tonnes

⁶ En effet il est peu probable que le système prévu par l'ONDR d'installation de grandes rizeries par des entreprises d'agro-business soit mise en œuvre dans les conditions actuelles, et la mise en place des rizeries de 5T/h et 2T/h ont pris du retard, ce qui a limité la concurrence.

85. La complémentarité et la synergie entre les deux composantes ne se sont pas réellement matérialisées car lors de l'exécution du projet les problèmes de transformation et de commercialisation (composante 2) n'ont été abordés qu'en deuxième plan, après les opérations d'augmentation de la production (composante 1). Le manque d'articulation entre les deux composantes est visible sur la filière riz. En effet, le PROPACOM dans sa composante 1 n'a pas soutenu toutes les OPA qui étaient parties prenantes dans les ESOP. Sur les 3 OPA affiliées à la mini-rizerie de Korhogo, une seule a été appuyée à travers un microprojet. Sur 9 OPA affiliées à celle de Korhogo, seulement 6 ont été bénéficiaires d'appui du PROPACOM.

86. Il a manqué aussi au projet des stratégies d'intervention dans les trois filières (riz, maïs et maraichage) permettant de développer une approche par la demande où les appuis à la production sont guidés par la conquête des marchés. Le projet PADFA a, à juste titre, inversé dans le document de projet l'ordre des composantes en plaçant en premier la transformation et la commercialisation.

Recommandations sur la mise en marché

Mesures convenues	Responsabilité	Date convenue
Appuyer les OPA bénéficiaires d'équipement de transformation dans le choix de leur mode de gestion et d'exploitation des équipements	DR/DD /Minader	Août-décembre 2017
Ecrire à l'ONDR pour la cession de la mini rizerie de Bondoukou aux OPA	UCP/ONDR	Juin 2017
Organiser une réunion des parties prenantes sur le mode de gestion ESOP sur la base du rapport de fin de mission du CIDR	UGP	Décembre 2017
Continuer les négociations avec HEINEKEN FMS pour un partenariat futur et une contractualisation pour l'achat de la farine de riz et la mise en place d'un modèle de mise en marché.	UGP	Août-décembre 2017

Organisations Professionnelles Agricoles

Maturité des OPA

87. Le principe central de la mise en œuvre du PROPACOM repose sur l'appui à l'autonomisation des OPA pour faire de ces organisations les véritables maîtres d'ouvrage des actions mises en œuvre en faveur des producteurs ruraux. Cette autonomisation passe par l'appui à l'identification et l'exécution de micro-projets, le renforcement des capacités techniques et de gestion des membres, la structuration des organisations, la prise en main de fonctions économiques en faveur des membres (fourniture d'intrants, commercialisation, recherche de marchés, entretien et maintenance des infrastructures et équipements, recherche de financements, etc.).

88. Pour être effective, cette approche doit être mise en œuvre à travers une synchronisation d'actions dont les résultats convergents induisent des effets positifs sur les capacités des OPA. Depuis le début du projet, cette synchronisation logique des interventions n'a malheureusement pas eu lieu et les actions ont été exécutées dans une séquence ne favorisant pas l'accumulation progressive des connaissances et des prises de responsabilités. Le diagnostic des organisations rurales qui concernait les deux Projets n'a pu s'effectuer qu'en mi 2016 pour une durée de six mois, et son exploitation n'a pas pu être déterminante pour l'élaboration d'une stratégie opérationnelle d'autonomisation des OP comprenant des outils et des modalités spécifiques à chaque étape de mise en œuvre du projet.

89. A titre illustratif, on peut citer le cas des aménagements hydro-agricoles qui auraient dû précéder la livraison des équipements de labour, la formation des OPA à l'entretien et la maintenance des infrastructures, la gestion de l'eau, la mise à disposition des intrants pour la mise en valeur des périmètres, etc. Ces interventions exécutées de manière chronologique auraient eu les effets escomptés sur la vie associative de l'OPA et sur leurs capacités techniques et de gestion. Les aménagements ne sont pour la plupart pas encore réalisés, alors que les équipements de labour sont livrés. Au même moment, les producteurs ont reçu des formations non fonctionnelles, sous une forme totalement théorique sur les thèmes généraux de gestion et de vie associative.

90. Les thèmes de formation identifiés par les prestataires recrutés par le projet en partenariat avec les OPA ont été effectivement dispensés. Ils ont porté sur les aspects ci-après: i) vie associative, ii) gestion comptable, financière et administrative, iii) techniques de commercialisation, iv) recherche de financement avec les institutions financières, v) lobbying et leadership, vi) esprit entrepreneurial et gestion des affaires, vii) gestion des stocks, viii) mécanisme de reconstitution de fonds, ix) gestion des intrants et du matériel dans une OPA, x) gestion des aménagements hydro-agricoles, xi) gestion

des infrastructures marchandes, des équipements de mécanisation et du matériel de valorisation xii) organisation et fonctionnement des comités spécialisés.

91. La participation des bénéficiaires a été très faible, les apprenants ayant trouvé peu d'intérêt pour des formations théoriques non accompagnées de pratiques du fait de la non-exécution et livraison à temps des aménagements et des équipements. Les chiffres suivants illustrent bien ce constat. Au 30/11/2016, le nombre d'exploitants formés était de 6 384 dont 3 677 femmes sur 12 950 prévus (721 dont 178 femmes à Bouaké sur 1 127 ; 2 056 dont 1 346 femmes à Korhogo sur 5 971 et 3 607 dont 2 153 femmes à Bondoukou sur 5 852). Les OPA réclament une reprise des formations estimant, à juste titre, que la récente livraison d'équipements de labour, d'infrastructures de stockage et de mini-rizeries met à leur disposition de véritables supports de formation leur permettant d'assimiler plus aisément les apprentissages.

92. La mission fait remarquer que la non réalisation de ces préalables a privé les OPA de leviers pouvant faciliter/accélérer leur évolution dans la chaîne de structuration et de passage de niveau. Du fait de cette faible évolution des activités, le suivi des OPA et l'évaluation de leur migration d'un niveau de maturité à un autre, surtout vers le niveau économique et de professionnalisation n'ont pas été faciles à réaliser.

93. Toutefois, certaines formations (vie associative, reconstitution des fonds intrants) ont permis, dans une certaine mesure, d'améliorer l'organisation et le fonctionnement des OPA de base qui disposent désormais d'outils de gestion, d'organes de gestion redynamisés, de comités spécialisés (gestion d'intrants, d'équipements et de commercialisation). Celles-ci ont désormais, grâce à l'appui du projet, une existence légale et disposent pour la plupart de comptes bancaires dans les institutions financières. Elles organisent des réunions de concertation et des assemblées générales pour la plupart sanctionnées de PV. Mais, il faut souligner que l'évolution des OPA est lente puisque non soutenue par des activités concrètes, et par conséquent le nombre de celles qui ont migré vers des niveaux supérieurs demeure très limité.

94. **Dynamisation des organes des OPA.** La dernière mission de supervision a recommandé de « Réévaluer, au cours de l'année 2017 et avec la participation des DR MINADER et des Antennes, la migration des OPA entre les niveaux maturité et documenter les fonctions économiques assumées avec le changement de niveau ». La réévaluation du niveau de maturité des OPA est en cours dans toutes les antennes avec la participation des agents des DR MINADER. Principalement au niveau de l'Antenne de Bouaké, la mission n'a pu s'achever en raison des troubles sociaux du mois d'avril 2017. Les résultats de cette réévaluation seront disponibles en juin 2017 pour l'antenne de Bouaké. Pour les autres antennes, les résultats provisoires seront disponibles en fin mai 2017. La base de données sur ACCES développée par l'antenne constitue un bon outil d'analyse et d'action.

95. Les indicateurs de passage de niveau contenus dans le cadre logique ont peu de chance d'être atteints, à moins d'une réorientation des modalités d'apprentissage (non exclusivement théorique) pour adapter l'appui-formation et le coaching des OPA par les prestataires durant les 10 derniers mois du projet et qui vise une appropriation par les membres des OPA de l'esprit coopératif et la gestion du bien commun. Les comités de gestion des équipements mis en place fonctionnent relativement bien mais il reste à mettre en place ces mêmes comités au niveau des infrastructures marchandes et des aménagements hydroagricoles en vue de la pérennisation des acquis et investissements du projet. Le MINADER à travers sa direction chargée des OPA devra au niveau des directions régionales et départementales s'approprier les outils et mécanismes de gestion de ces biens livrés aux bénéficiaires en vue d'une pérennisation des acquis du projet. Une base de données dynamique a été élaborée sur ACCES et fournit un capital de connaissances important pour le suivi régulier des progrès des OP et l'identification d'appuis sur mesure à leur fournir. Cet outil, bien qu'utile ne semble pas avoir été un instrument d'aide à la définition des contenus et des modalités de l'accompagnement des OP

96. La mission n'a pas pu se rendre sur le terrain afin de rencontrer les OPA, Elle a cependant effectué des séances de travail avec les responsables des antennes suite aux présentations de leurs rapports d'activités et d'autres documents. La mission précédente avait noté que les formations portant sur la vie associative, et la reconstitution des fonds intrants ont été globalement efficaces, car elles ont amélioré l'organisation et le fonctionnement des OPA de base, qui disposent aujourd'hui d'outils et d'organes de gestion redynamisés, de comités spécialisés (gestion d'intrants, d'équipements et de commercialisation). Elles ont une existence légale et disposent pour la plupart de comptes bancaires dans les institutions financières même si les formations ont été rarement

synchronisées avec les activités économiques, ce qui a limité leur impact sur les évolutions de maturité des OPA. Du fait de cette lacune, le suivi de ces OPA et l'évaluation de leur migration d'un niveau à un autre n'ont pas été faciles à réaliser.

97. **Reconstitution des fonds intrants.** L'autonomisation des OPA dans ce domaine se fait de manière progressive pour les spéculations appuyées et l'expérience après deux campagnes montre : (i) une acceptation effective du principe de reconstitution par les membres des OPA, (ii) la mise en place au niveau des OPA, de comités de gestions des intrants chargés du recouvrement des créances, (iii) une reconstitution effective des fonds là où le niveau de production (sans aléas climatique) a été satisfaisant et les OPA dynamiques.

98. Le taux de reconstitution global 2015-2016 des fonds intrants pour le riz est de 23 531 995 FCFA sur un montant attendu de 63 629 000 FCFA avec des taux variables par antenne : 39 % à Bondoukou, 47 % à Bouaké et 14,32 % à Korhogo. Ce taux reste faible puisque aucune antenne n'a atteint les 50% ce qui interroge l'acceptation par les OP du principe de reconstitution, la qualité de la sensibilisation et le niveau d'engagement des membres des OP dans certaines zones.

99. Le taux de reconstitution global 2015-2016 des fonds intrants pour le maïs est de 52 011 575 FCFA sur un montant attendu de 177 589 455 FCFA avec des taux variables par antenne : 7,19 % à Bondoukou, 18 % à Bouaké et 100 % à Korhogo.

100. Il s'avère dès lors indispensable de procéder à une évaluation du mécanisme de reconstitution du fonds intrants pour en tirer les leçons idoines en termes d'efficacité d'autant plus qu'un tel mécanisme est proposé dans le projet PROPACOM Ouest. La mission recommande que cet aspect fasse partie des études préparatoires de l'achèvement à insérer dans le PTBA révisé.

Recommandations sur la maturité des OPA

Mesures convenues	Responsable	Date convenue
Sur la base des résultats de l'évaluation de la maturité des OPA, élaborer une feuille de route réaliste pour les formations pratiques à délivrer par les prestataires et le suivi assuré par les DR	UCP/DR	30 juin 2017
Organiser avec le PROPACOM –Ouest des sessions d'échanges et d'apprentissage sur les pratiques et outils à capitaliser (mécanismes de sélection des OPA, indicateurs de maturité et de pondération, base de données et processus d'instruction des microprojets, etc.) pour leur transférer ces savoirs répliquables dans leur contexte	Responsables d'antenne	Dès le recrutement du personnel de PROPACOM ouest
Pour la préparation de l'achèvement, documenter le cas de l'OPA de jeunes producteurs de tomate de Bouaké pour adapter les grilles de catégorisation, partager leur expérience et favoriser les échanges	UCP	Avant fin 2017

Composante 3 : Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation

Coordination et Gestion

Unité de Coordination du Projet (UCP) et les différentes antennes

101. L'UCP, en tant qu'organe de coordination et de suivi quotidien de la mise en œuvre du projet, a un rôle crucial dans l'atteinte des objectifs de développement du projet. Elle ne réussira cependant cette mission que si des efforts sont faits dans les domaines indiqués ci-après et qui ont fait, durant la précédente mission de supervision, l'objet d'une discussion spécifique entre la mission et le personnel à la tête de l'UCP :

- La tenue de réunions régulières de l'équipe (au siège comme dans les antennes et entre les deux), telle que préconisée par les précédentes missions de supervision est plus que jamais indispensable pour accélérer la mise en œuvre du projet et améliorer les échanges de connaissances et d'expérience entre différentes antennes du projet. Cette disposition est mise en œuvre depuis l'année 2017. En effet, la préparation et l'adoption du PTBA de clôture 2017-2018 ainsi que le bilan du PTBA 2016 se sont faits avec l'UCP, les antennes et toutes les parties prenantes. En outre, la 1^{ère} réunion trimestrielle tournante, tenue à Séguéla du 24 au 29 avril, a permis de faire le bilan du 1^{er} trimestre 2017. Ces réunions devront se poursuivre de manière plus régulière dans le PROPACOM Ouest afin de renforcer l'esprit d'équipe, la solidarité interne et l'efficacité des équipes par un suivi très étroit de la part de la coordination du projet et des chefs d'antennes, par un décloisonnement des équipes et par le renforcement

de la concertation et de la communication au sein du projet. Cela permettra également de créer des synergies et de prendre collectivement des décisions destinées à accélérer la mise en œuvre du projet.

- Il faut également que l'équipe du projet : (i) utilise avec beaucoup plus d'efficacité encore le cadre logique révisé comme outil de gestion et (ii) et soit par conséquent guidée par l'atteinte des objectifs de développement et ne pas viser uniquement la réalisation des activités ;
- Le coaching et la supervision rapprochée de l'UCP par l'organe de tutelle (DGPSP) et la représentation locale du FIDA devront être intensifiées et faire l'objet de rapports réguliers et de mission de terrain plus fréquentes ;
- Une meilleure facilitation des réunions du comité ad hoc par la soumission régulière de rapports mensuels de l'UCP incluant les états analytiques et états d'exécution budgétaire mensuels issus du logiciel TOM2PRO.
- L'utilisation effective comme outil de gestion du tableau de bord élaboré pour le suivi rapproché du projet par l'Unité de Coordination ;
- Comme lors de la fin du PRAREP, il faut éviter que l'UCP ne se concentre trop sur le PROPACOM au détriment du PROPACOM Ouest. Il est donc nécessaire d'équilibrer les efforts de suivi des deux projets.
- La mission a noté également la matérialisation d'une recommandation de la précédente mission concernant le recrutement d'un consultant qui arrivera en juillet 2017 pour aider la coordination du projet à améliorer la planification et le suivi des activités du projet.

Orientation et Pilotage du projet

102. Comité ad hoc d'appui technique à l'UCP/ Comité Technique de Suivi : Ce Comité est chargé de prendre les mesures appropriées pour une bonne exécution du projet. Le comité ad hoc s'est réuni régulièrement et a contribué à dénouer plusieurs difficultés au niveau du projet (ex des aménagements confiés au BNETD).

103. Il est recommandé à la DGPSP du MINADER que, tout en évitant d'aller jusqu'à s'immiscer dans la gestion quotidienne de l'UCP, elle assure un suivi plus rapproché des activités du projet et continue de lui apporter tout le soutien possible (tel que fait l'année dernière pour la saisie des données comptables).

104. Cadres Régionaux de Concertation (CRC) : Dans toutes les antennes régionales du projet, les CRC ne sont pas encore réunis au cours de l'année 2017. Cette activité est programmée en juin 2017 en vue de présenter à l'ensemble des parties, la stratégie de sortie du PROPACOM et procéder à la remise officielle des infrastructures aux bénéficiaires au niveau de chaque antenne.

105. Comité d'Orientation et de Pilotage (COP): Le COP est l'organe consultatif et de bonne gouvernance. Il est chargé de la supervision, de l'orientation et de la bonne exécution desdits projets en veillant au respect des objectifs et de la stratégie de l'intervention des projets et en s'assurant de la cohérence des interventions avec les politiques nationales et les autres projets en cours. Dans ce cadre le COP s'est régulièrement réuni en 2016 ; ce qui a permis de valider les différents PTBA et de suivre le projet dans son exécution. Le COP commun au PROPACOM et au PROPACOM-Ouest a tenu des sessions ordinaires respectivement les 13/07/16 et 03/11/16 à Bouaké. Ces sessions ont eu à examiner et approuver le PTBA 2016 révisé et le PTBA 2017-2018 du PROPACOM et les PTBA 2016 révisé et 2017 du PROPACOM Ouest. A l'instar des CRC, la 1^{ère} session du COP devra axer prioritairement sur le partage et la validation de la stratégie de sortie du PROPACOM avec l'ensemble des parties prenantes. La première réunion de ce comité cette année est prévue en juin 2017.

Recommandations sur la Coordination et Gestion

Mesures convenues	Responsable	Date convenue
Impliquer l'ONDR dans les travaux du Comité Technique de Suivi de la convention avec le BNETD	DGPSP	Immédiat
Modifier le manuel et appliquer la procédure de double signature conjointe à tous les comptes relatifs aux fonds du projet, y compris ceux ouverts par les partenaires bénéficiaires de conventions.	Coordonnateur / RAF	Immédiat

Mesures convenues	Responsable	Date convenue
Transmettre les états financiers analytiques et budgétaires issus du logiciel TOM2PRO au personnel de suivi-évaluation, à la Coordinatrice et à l'ensemble du personnel du projet, mensuellement (voire chaque fin de semaine).	RAF	Mensuellement
Utiliser le modèle fourni par le Consultant en Suivi Evaluation pour analyser la corrélation entre les données physiques détaillées issues de l'appliquet de suivi évaluation et les données financières détaillées issues du logiciel TOM2PRO avec les explications et commentaires sur chaque niveau d'exécution	Coordonnateur RSE/RAF	Mensuellement
Utiliser l'axe analytique supplémentaire disponible sur le logiciel TOM2PRO pour renseigner les données financières par filière ou autre paramètre à suivre	RAF/RSE	Immédiat

Appui du MINADER au projet

106. Le MINADER assure la tutelle technique du PROPACOM. A ce titre, il apporte au projet différents appuis concernant surtout le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du projet à travers la Direction de l'Evaluation et des Projets (DEP). En 2017, la DEP n'a pas encore effectué de missions de suivi.

107. Le MINADER a procédé du 03 au 07 avril 2017, à l'évaluation du personnel cadre du PROPACOM et du PROPACOM Ouest. Les résultats ont été soumis à l'ANO du FIDA qui n'a pas marqué d'objection. Les dispositions administratives et financières relatives au non-renouvellement de quatre (04) cadres dont deux (02) à l'UCP (RSE et RIR) et deux (02) à l'antenne de Korhogo (CSE et CAFM) sont en cours de mise en œuvre par la coordination.

108. Par ailleurs, le MINADER a décidé de la fermeture anticipée des antennes du PROPACOM fixée au 30/06/17 car les ressources du PROPACOM sont insuffisantes pour la mise en œuvre de la convention BNETD. L'économie réalisée par cette clôture anticipée permettra de dégager des ressources additionnelles pour la réalisation des travaux prioritaires additionnels dans le cadre de la convention BNETD. Pour pallier l'absence de ce personnel, des dispositions devront être prises pour s'assurer que les activités seront menées par les DR/DD et DMEME du MINADER

Suivi-Evaluation

109. **Départ du RSE.** L'équipe chargée du suivi-évaluation est composée d'un responsable de suivi-évaluation (RSE) basé à l'UCP qui supervise à la fois le PROPACOM et le PROPACOM Ouest ainsi que de trois chargés de suivi-évaluation (CSE) au niveau des antennes de Bondoukou, Korhogo et Bouaké. Malheureusement, le projet doit faire face au non renouvellement des contrats du responsable suivi-évaluation et du CSE de Korhogo suite à une évaluation du personnel menée par le gouvernement en avril dernier. Ils ont donc quitté leur poste le 31/05/2017. Une passation de service rapide a été faite entre le RSE et la coordinatrice du projet. Cependant, en vue d'une maîtrise parfaite du système de Suivi-Evaluation (S&E), la mission **recommande** : (i) d'accélérer le processus de recrutement du nouveau RSE pour qu'il puisse organiser et superviser les enquêtes d'évaluation des effets ainsi que l'enquête d'impact SYGRI finale et (ii) d'organiser une formation des CSE restants et de ceux à recruter ainsi que le nouveau RSE par les consultants extérieurs qui avaient aidé à développer le système de S&E.

110. **Fermeture des antennes.** Le projet doit également faire face à la clôture des antennes prévue le 30/06/2017. La mission **recommande** que les deux CSE compilent les résultats atteints dans l'application de SE et capitalisent les expériences du projet pour préparer le rapport d'achèvement mais surtout tirer les leçons et les expériences du PROPACOM afin d'améliorer la mise en œuvre du PROPACOM Ouest, du futur PADFA et d'autres projets travaillant sur des thématiques similaires.

111. **Activités à mettre en place pour l'achèvement (mars 2018).** La plupart des activités du projet sont en phase de clôture. Le dernier grand chantier en cours, l'aménagement des sites hydro-agricoles sera terminé d'ici le 31/12/2017. Le projet devra, d'ici là, mener à bien un ensemble de tâches : i) **recruter un prestataire pour mener l'enquête socioéconomique finale** afin de capturer les effets principaux du projet sur les bénéficiaires en termes d'amélioration de leurs conditions de vie (évolution de leurs revenus, niveaux de pauvreté, sécurité alimentaire, rentabilité des MP et des OPA, qualité et accès au conseil agricole, niveau d'adoption des technologies, etc.). Cette étude, dont les TDR sont en cours d'élaboration, devra être lancée durant le deuxième semestre pour que les

résultats soient disponibles début 2018 ; ii) lancer la procédure de **recrutement d'un prestataire pour mener l'enquête d'impact SYGRI finale du projet** afin de se conformer aux procédures du FIDA en matière d'évaluation des projets en suivant le même timing que l'étude socioéconomique ; iii) **consolider les résultats de premier et deuxième niveau** (pour chaque indicateur, établir les résultats finaux par rapport aux cibles à atteindre) dans l'application de SE et consolider les résultats au niveau des MP. A cette étape de l'exécution du projet (à 10 mois de son achèvement), il est fondamental que cet exercice de saisie se termine dans les meilleurs délais ; et iv) **capitaliser et tirer les leçons des expériences du PROPACOM** sur : a) les mécanismes de reconstitution des fonds intrants et les expériences réussies en matière de contractualisation (CGA de Nianra) ; b) le bilan de fonctionnement des ESOP en concertation avec le CIDR ; c) l'évaluation du niveau de maturité des OPA soutenues par le projet afin de tirer des enseignements sur les facteurs-clé de succès ou d'échecs ; d) la capacité des conseillers endogènes et celle des artisans réparateurs et la durabilité probable de leur offre de service même si ces activités n'ont été mises en place que récemment ; e) les résultats obtenus par les différents prestataires de service afin de pouvoir en recommander certains au niveau du PROPACOM Ouest ou du PADFA ; et f) l'efficacité du programme d'alphabétisation afin d'aider le PROPACOM Ouest à ajuster cette activité.

112. Dans le cadre de la stratégie de sortie, les CSE seront en charge de remettre aux STD du MINADER une base de données à jour sur les OPA et les MP afin de faciliter leur suivi et de continuer le travail d'accompagnement initié sous le PROPACOM.

113. **Echanges d'expériences au niveau du SE.** Les CSE du PROPACOM devront, dans le temps qu'il leur reste, travailler de concert avec les CSE du PROPACOM Ouest sur les outils qu'ils ont mis en place, notamment en ce qui concerne les grilles d'évaluation des OPA et sur la gestion de la remontée des informations collectées par les prestataires de service pour éviter les écueils que le PROPACOM a subi. En effet, le PROPACOM a pu tirer des leçons qui devront être capitalisées par le PROPACOM Ouest, à savoir : i) l'utilité des rencontres contractuelles (mensuelles ou bimestrielles) entre les antennes et les prestataires qui sont l'occasion pour les CSE de collecter et/ou vérifier les données des prestataires ; ces réunions devront être sanctionnées d'un PV qui remontera à l'UCP ; ii) la nécessité de clarifier le circuit de collecte et de traitement des données pour l'ensemble des acteurs du système de SE avec une répartition des rôles et responsabilités entre l'UCP et les antennes pour éviter que les données ne diffèrent d'un niveau à l'autre. Une rigueur tant au niveau de la collecte qu'au niveau de la remontée des informations reste indispensable pour que le système fonctionne correctement ; et iii) l'utilité des deux tableaux de bord de suivi des activités fournis par le logiciel de SE (suivi des tâches et suivi des indicateurs) qui doivent faire partie intégrante des réunions hebdomadaires de l'antenne afin d'impliquer l'ensemble des cadres dans le suivi des activités.

Recommandations sur le suivi-évaluation

Mesures convenues	Responsables	Date convenue
Organiser une passation de poste plus détaillée entre d'un côté le RSE et le CSE de Korhogo et de l'autre les deux CSE, afin que ceux-ci puissent faire le point et améliorer la prise de service du nouveau RSE	Coordo, CSE	Immédiat
Mettre en place une base de données à jour sur les OPA et les MP et la transmettre aux STD du MINADER afin de faciliter le suivi des activités d'appui-accompagnement	CSE	30 juin 2017
Capitaliser et tirer les leçons de la mise en œuvre du projet afin de mieux orienter l'exécution du PROPACOM Ouest (par ordre de priorité en fonction du temps alloué)	CSE, Antenne, UCP	Immédiat
Finaliser les TDR de l'étude socioéconomique et lancer le processus de recrutement d'un prestataire pour l'enquête SYGRI pour débiter les enquêtes d'ici le second semestre	Coordo, CSE	30 juin 2017
Echanger avec le PROPACOM ouest sur les outils (par ex grille d'évaluation des OPA) et les stratégies à mettre en place en matière de SE	CSE	Immédiat

Cohérence entre l'exécution et le PTBA

114. Le PTBA 2017-2018 est un PTBA de clôture de 15 mois qui court de janvier 2017 à mars 2018 (date d'achèvement du projet). Les activités du PTBA ont été discutées et validées le 27/12/16 à Abidjan entre le MINADER et l'UCP. A l'issue de cette séance, le PTBA consolidé a été soumis au

FIDA par le MINADER. Il a été principalement bâti autour de la convention avec le BNETD pour la mise en œuvre du volet Réhabilitation/Aménagement hydroagricoles. Le nombre d'activités inscrites au PTBA devra cependant être revu à la baisse en fonction des reliquats disponibles. Au 31/05/17, le taux d'exécution physique du PTBA 2017-2018 est de 17%. Le taux d'exécution financier est de 30%. Concernant le PTBA 2016, son taux d'exécution financière n'a pas dépassé 32,46% du PTBA révisé, et l'exécution physique des activités s'est élevée à 42,03%, des résultats très en deçà de ce que l'on pourrait attendre d'un projet à la fin de sa cinquième année d'exécution. La réalisation des travaux confiés au BNETD dont les réceptions sont programmées d'ici au 31 décembre 2017, permettra de rehausser considérablement le taux d'exécution du PTBA 2017.

D. État d'avancement de l'exécution du projet

Ciblage des OPA bénéficiaires

115. La méthode de ciblage adoptée dans ce projet a permis de sélectionner les OPA⁷ sur la base des critères suivants : (i) se situer dans la zone d'intervention du projet; (ii) développer des actions correspondant aux domaines d'intervention du projet; (iii) avoir une expérience de deux ans au minimum; et (iv) compter au moins 30 % de femmes parmi ses membres.

116. Depuis 2013, suite aux campagnes d'information/sensibilisation organisées par le projet et l'étude-diagnostic de la stratégie de ciblage réalisée par le PROPACOM, ce sont 124 OPA qui ont été sélectionnées. Toutes les trois Antennes ont tenu les deux sessions annuelles de CRC prévues. A travers l'appui à ces 124 premières OPA, le projet se proposait de toucher 16 795 bénéficiaires (répartis comme suit : 3 003 à Bouaké dont 1 288 femmes, 7 911 à Bondoukou dont 3 707 femmes et 5 881 à Korhogo dont 3 359 femmes). Malheureusement, à cause du retard pris dans la réalisation des aménagements, les activités rizicoles et de maraîchage ont démarré timidement ; ce qui a limité le nombre de producteurs bénéficiaires d'appui dans ces domaines. Le projet devrait se concentrer sur ces 124 OPA pour optimiser les appuis ciblés et obtenir des résultats positifs afin d'éviter de faire une dispersion des efforts en fin de projet.

E. Gestion fiduciaire

117. **Personnel du projet.** Au 31 mai, après le non renouvellement du contrat de 4 employés, le personnel du PROPACOM payé sur les fonds FIDA est constitué de 34 agents dont 13 cadres et 21 agents d'appui. Au 30 juin 2017, du fait de la fermeture des antennes évoquée plus haut, les contrats de 9 cadres et de 7 agents d'appui ne seront pas renouvelés. L'équipe restreinte restante de 18 employés (4 cadres et 14 agents d'appui) sera maintenue jusqu'à la date d'achèvement et de clôture pour le personnel clé. Huit (8) agents d'appui sont payés sur les fonds de contrepartie; les contrats de quatre d'entre eux ne seront pas renouvelés au 30 juin 2017 et les quatre autres dont trois (3) de l'Agence Comptable, feront partie de l'équipe restreinte jusqu'à l'achèvement.

Aspects fiduciaires

118. **Décaissements prévisionnels sur fonds FIDA.** Au 31 mai 2017, le taux de décaissement sur le don est de 70,29%. Une DRF de 484 405 677 FCFA est en cours de signature au MEF, ce qui porterait le taux à 74,4%. Les prévisions de décaissements incluant les factures en instance et les engagements signés devraient permettre d'arriver à un décaissement global de 100% sur le don.

119. **Contrepartie gouvernementale.** Au 31 mai 2017, la contrepartie a été mobilisée à un taux de 34,54% pour un total de 1,044 milliard F CFA, dont 522,7 millions en numéraire, le reste étant constitué de la valorisation des exonérations de droits et taxes. La mission précédente avait relevé un faible rythme de collecte des attestations d'exonération de TVA et avait recommandé de diligenter la collecte de ces attestations. Des efforts ont été fournis dans ce sens mais restent insuffisants. Le stock actuel est d'une cinquantaine de dossiers à soumettre à l'exonération pour environ 198 millions FCFA. L'obtention des exonérations correspondantes permettra d'atteindre un taux de 42%.

120. **Contributions des bénéficiaires.** Au 31 mai 2017, les contributions des bénéficiaires s'élèvent à 33 503 335 F. Les dépenses liées à une première opération d'acquisition de motoculteurs et batteuses-vanneuses avaient été payées à 100% par DPD sur les fonds FIDA. La quote-part de 5% (21 419 510 F) a été versée en 2016 et 2017 par les bénéficiaires et portée en remboursement sur le

⁷Mécanisme transitoire de sélection des microprojets (élaboré par le PROPACOM en fin 2013)

compte du FIDA, sauf pour un reliquat de 1 285 964 F à ce jour. Pour la deuxième opération concernant les acquisitions de sacs vides de conditionnement, palettes, cageots, décortiqueuses, égreneuses, moulins, bascules, humidimètres et sondes de prélèvement, les bénéficiaires ont commencé à verser leur contribution de 5% sur le total de 164 333 320 F et les factures sont payées au fur et à mesure à 95% sur le compte du FIDA.

121. Pour les deux opérations, les contributions des bénéficiaires ont été versées dans le compte Ressources Propres du projet géré par l'Agent Comptable et qui enregistre également les recettes provenant de la vente des DAO. L'Agent Comptable paie les 5% qui restent dus aux fournisseurs, directement à partir de ce compte. Les fournisseurs étant impatients d'être payés du fait de contraintes bancaires pour certains, l'AC paie dès qu'une somme consistante est versée par les différents bénéficiaires. A ce jour, sur trois fournisseurs qui ont livré et facturé respectivement en mars, septembre et octobre 2016 (soit depuis 7 à 14 mois selon le fournisseur), un seul a été payé.

122. Le SAF du projet reçoit les copies des reçus délivrés aux bénéficiaires au moment de la transmission de la copie de l'ordre de virement au fournisseur. La transmission doit se faire au jour le jour, pour que le SAF puisse tenir au jour le jour le journal de la contribution des bénéficiaires. De plus, le SAF doit tenir le journal banque des Ressources Propres et élaborer les états de rapprochement mensuels. Au niveau des antennes, les contributions des bénéficiaires sont versées aux Régisseurs, qui les reversent à l'Agent Comptable à Bouaké. *Chaque antenne doit fournir un état des contributions dues et des versements effectués, sur la base des copies de reçus émis par le régisseur.*

123. Pour les contributions en nature, un montant de 5334 000 F a été enregistré le 22/02/2016 à partir de l'évaluation faite par le RIR sur les sites des trois antennes. *La mission recommande de valoriser et comptabiliser les contributions en nature sur les réalisations confiées à BNETD.*

124. **Exécution cumulée par composante.** Les taux d'exécution cumulée par composante, toutes sources de financement confondues, sont de: **58,3%** pour la composante « Amélioration de l'offre des produits agricoles »; **13,6%** pour la composante « Valorisation et mise en marché » et **135%** pour la composante « Coordination, suivi évaluation et gestion des savoirs ».

125. Sur les fonds FIDA, les taux d'exécution cumulée sont de : **76%** pour la composante « Amélioration de l'offre des produits agricoles »; **15%** pour la composante « Valorisation et mise en marché » et **110%** pour la composante « Coordination, suivi évaluation et gestion des savoirs ». Il faut noter qu'une réallocation avait été demandée par le Gouvernement et approuvée par le FIDA en novembre 2016 pour augmenter de 150%, à partir des fonds non alloués, la dotation initiale de la catégorie Salaires et Indemnités, qui est totalement imputée sur la composante Coordination/Gestion.

126. **Vérification des ECD.** Les résultats de la vérification des états certifiés de dépenses sont très satisfaisants. Les liasses de pièces justificatives sont complètes et portent les signatures des différents agents du projet et des contrôleurs financiers (UCP et antennes) avant paiement par les régisseurs en antenne ou l'Agent Comptable au siège.

127. **Etat de reconstitution du compte désigné.** Au 31/05/2017, l'état de reconstitution du compte désigné se présente comme suit:

Montant avance initiale:	750 000 000
Total soldes banques et caisse:	116 971 124
DRF 29 en cours de signature au MEF:	484 405 677
DRF envoyée au FIDA mais non encore payée:	-
Montant des décaissements non encore présentés en DRF:	148 623 199
Total rapproché :	750 000 000

128. L'écart en surplus de 197 931 362 F qui était sur le compte désigné a été reversé au Trésor comme recommandé par les missions précédentes.

129. Le recouvrement de l'avance initiale du FIDA devrait démarrer six mois avant la date d'achèvement, soit en octobre prochain. La mission recommande d'envoyer au FIDA une proposition de plan de recouvrement basée sur le plan de trésorerie pour la période juin 2017 à mars 2018. Pendant cette période de pré-achèvement, la mission recommande également d'envoyer au moins une DRF tous les deux mois, même si le montant n'atteint pas 30%, pour éviter les tensions de trésorerie.

Procédures de Contrôle Interne

130. Les procédures de gestion des finances publiques font intervenir un nombre important d'acteurs dans la chaîne de contrôle, ce qui constitue un point fort pour l'éligibilité des dépenses.

131. Pour réduire les risques de non-performance liés à la longueur des procédures, il est impératif d'avoir une bonne planification des activités. Aussi bien à l'antenne qu'au siège, le Coordonnateur doit assurer une planification glissante des activités sur trois mois, à actualiser au début de chaque mois et à préciser chaque fin de semaine pour la semaine suivante. Cette planification permettra aussi de bénéficier du rehaussement du taux de per diem, comme recommandé par les missions de supervision précédentes, en présentant au DGPSP la liste des missions prévues sur le trimestre.

132. **Suivi des recommandations d'audit et de supervision.** La plupart des recommandations d'audit et de supervision ont été mises en œuvre sauf principalement celle relative à la double signature sur les comptes bancaires. Un nouveau cabinet d'audit a été sélectionné pour trois exercices et l'audit des comptes de l'exercice 2016 vient d'être terminé et les comptes ont été certifiés sans réserve.

133. **Conformité avec l'accord de financement.** Les clauses de l'accord de financement sont globalement respectées. Les comptes bancaires prévus ont été ouverts ; l'Etat verse régulièrement la contrepartie en numéraire et le projet bénéficie de l'exonération de droits et taxes, les manuels de procédures, d'exécution et de suivi-évaluation sont disponibles et le rapport d'audit des comptes 2016 a été envoyé au FIDA bien avant la date butoir du 30 juin.

134. **Conventions avec les partenaires.** Les conventions manquent de précisions sur le plan financier. La mission recommande de procéder aux mesures appropriées pour préciser les modalités de gestion des fonds : double signature du compte bancaire dédié aux fonds PROPACOM, un des signataires devant être le responsable du programme financé par le PROPACOM ; plafonner à 100.000 F la dépense maximale payable par caisse; envoi de rapports techniques et financiers suivies de visites mensuelles ou trimestrielles du RAF, selon le niveau de fonds gérés par le partenaire pour examiner les pièces en vue de la validation ou non des rapports financiers.

135. **Passation des marchés.** L'analyse du Plan de Passation des Marchés (PPM) fait ressortir les constats suivants : i) le taux d'exécution global est de 42,86% en nombre et de 49,73% en montant; (ii) sur les 5 marchés de fournitures (acquisition de biens), un (1) a été attribué dans les délais prévus et 4 sont au stade de DAO iii) tous les 3 marchés de travaux prévus ont été attribués; 2 avec une avance d'au moins 1 mois sur la période prévue et 1 avec un retard d'un mois sur la période prévue en raison du résultat infructueux de la première consultation; iv) sur les 6 marchés de consultance prévus, 4 sont au stade de TDR et 2 ont été attribués dont 1 avec une avance d'1,5 mois sur la période prévue et 1 avec retard de 2 mois.

Tableau d'exécution du PPM

LIBELLES	Prévisions		Réalizations			
	Nbre	Montants (FCFA HT)	Nbre	Montants	% Nbre	% Montants
Fournitures	5	84 270 124	1	84 270 124	20,00%	100,00%
Travaux	3	30 900 000	3	27 027 680	100,00%	87,47%
Consultants	6	235 492 000	2	63 080 000	33,33%	26,79%
TOTAL	14	350 662 124	6	174 377 804	42,86%	49,73%

Recommandations sur les aspects fiduciaires

Mesures Convenues	Responsables	Dates convenues
Transmettre au RAF, au jour le jour, les copies des reçus émis par l'AC aux bénéficiaires	AC / RAF	Immédiat
Tenir un journal banque pour le compte Ressources Propres et élaborer les états de rapprochement bancaires mensuels	RAF	Immédiat
Conserver un CAFM jusqu'à l'achèvement, pour appuyer le SAF et le RPM.	MINADER	Immédiat
Fournir un état des contributions dues et des versements effectués par les bénéficiaires	Antenne	Immédiat
Valoriser et comptabiliser les contributions en nature sur les réalisations		Juin 2017 à

Mesures Convenues	Responsables	Dates convenues
confiées à BNETD.	Coordonnatrice/RAF	Mars 2018
Envoyer au FIDA une proposition de plan de recouvrement	RAF	Juin 2017 à clôture
Envoyer au moins une DRF tous les deux mois, même si le montant n'atteint pas 30%, pour éviter les tensions de trésorerie en période d'achèvement.	RAF	Juillet
Assurer une planification glissante des activités sur trois mois	Coordonnatrice/RAF	Juin 2017 à Mars 2018
Transmettre la planification trimestrielle des missions au DGPSP pour bénéficier du rehaussement du taux de per diem pour tous les agents	Coordonnatrice/RAF	Juin 2017 à Mars 2018
Dans l'avenant à signer avec le BNETD : i) modifier l'article 9.4ii en remplaçant « justificatifs de dépenses » par «décomptes des travaux réalisés et autres livrables listés au paragraphe 5 de la convention»; ii) Veiller à ce que la dernière tranche de réapprovisionnement soit versée après réception de tous les travaux; Répartir les honoraires de 480 Millions entre les 2 projets PROPACOM et PROPACOM OUEST en fonction des travaux exécutés réellement pour chacun des deux projets.	Coordonnatrice/RAF	Immédiat

F. Durabilité

136. La stratégie de durabilité du projet s'inscrit dans le désengagement progressif du PROPACOM au profit des OPA qui prendraient la relève en tant que maîtres d'ouvrage. Toutefois, force est de constater que celles-ci n'ont pas atteint le niveau de professionnalisme et d'autonomie requis pour poursuivre les appuis du projet et fournir efficacement ses services (appui-conseil, fournitures d'intrants, appui à la commercialisation, etc.). En effet, les premiers résultats du diagnostic final de la maturité des OPA (en cours de réalisation) montrent que la plupart des OPA sont restées à leur niveau initial. Très peu d'entre elles ont atteint un niveau de structuration leur permettant de passer à un degré de maturité de niveau 2. Une analyse plus poussée a permis de constater qu'une bonne partie des OPA a dépassé le premier niveau de structuration mais éprouve cependant d'énormes difficultés en matière de performances économiques et professionnelles.

137. L'évaluation de la maturité des OPA bénéficiaires laisse apparaître que : (i) certains dirigeants ne maîtrisent toujours pas leurs rôles et responsabilités ; (ii) les comités techniques des équipements ne sont suffisamment préparés sur le mode de gestion et de renouvellement des équipements de mécanisation et de transformation ; (iii) la formation des formateurs endogènes n'a pas atteint un niveau de consolidation adéquat des connaissances techniques pour leur permettre de poursuivre l'encadrement des producteurs aux bonnes pratiques agricoles; (iv) le mécanisme de reconstitution des fonds intrants mis en place pour garantir l'accès aux intrants enregistre de faibles taux de restitution ; ce qui remet en cause la durabilité des activités économiques ; (v) très peu d'OPA sont engagées dans un processus de ventes groupées et de contractualisation durable avec les autres acteurs des filières ciblées.

138. En plus de ces insuffisances, la plupart des investissements structurants du projet (aménagements rizicoles et maraîchers) ne sont pas encore prêts contrariant ainsi l'atteinte des objectifs d'augmentation des productions de riz et de produits maraîchers et les impacts escomptés en termes d'amélioration des capacités des organisations bénéficiaires et d'augmentation de revenus des agriculteurs. Les infrastructures de stockage et les nouvelles mini-rizeries construites dans le cadre du projet ne sont pas non plus opérationnelles pour défaut d'installation des décortiqueuses, de raccordement des bâtiments à l'électricité et à l'eau, de mise en place d'un mécanisme de gestion, etc.

139. Conformément aux recommandations de la présente mission de supervision lors des discussions à Séguéla, l'UCP a réaménagé la stratégie de sortie du projet principalement autour du transfert de ses acquis aux structures pérennes impliquées dans sa mise en œuvre ou au profit d'autres projets de développement intervenant dans la zone tels que le PROFAD financé par la GIZ. Compte tenu de l'achèvement du projet dans dix mois, cette stratégie met l'accent sur l'exécution d'activités résiduelles, la consolidation des acquis et le désengagement progressif du projet à travers les actions principales suivantes:

- l'achèvement des aménagements des sites rizicoles et maraîchers au plus tard le 31 décembre 2017 en vue de leur mise à disposition à d'autres projets de développement agricole financés par le FIDA ou d'autres bailleurs pour exploitation. La durabilité des aménagements hydroagricoles et des infrastructures (hangars, pistes de production, etc.) sera assurée par mise en place de comités de gestion des aménagements par les structures de l'Etat compétentes en la matière (ONDR, DMEME) ;
- la mise en culture durant la campagne de contre-saison des sites maraîchers en cours d'aménagement et qui seront livrés par le BNETD au plus tard en octobre 2017 pour tester le bon fonctionnement et l'efficacité des aménagements réalisés ;
- l'évaluation du mécanisme de restitution des fonds afin d'apprécier sa performance et de tirer les leçons à capitaliser par d'autres projets de développement ;
- le recyclage des formateurs endogènes en vue de s'assurer du bon fonctionnement, de l'entretien et de la maintenance des équipements agricoles ainsi que de la diffusion des bonnes pratiques agricoles;
- le transfert au profit de structures pérennes des acquis du projet. Il s'agit de : (i) quatre mini-rizeries construites dans les régions du Gbêkê et du Goutougo à l'ONDR en vue de leur opérationnalisation et (ii) du Centre d'alphabétisation à la DANEF.

140. Au cours de ses travaux, la mission a passé en revue cette stratégie et a relevé une certaine confusion entre les actions à mener dans le cadre du PTBA et celles à conduire à travers la stratégie de sortie du projet. Il a été, à cet effet, rappeler à l'UCP que dans le cadre de la stratégie de sortie seule des activités devant se poursuivre à la fin du projet doivent être identifiées et programmées. Lors de cette identification, il sera important de quantifier les ressources financières utiles pour soutenir leur réalisation. La stratégie identifiera aussi les structures responsables de la consolidation et de la pérennisation des activités post-projet. Un accord formel d'acceptation par ces structures de leurs rôles et responsabilités sera également nécessaire pour s'assurer de leur engagement.

141. Sur la base des observations de la mission, il est donc souhaitable pour l'UCP dans le cadre des ateliers de révision du PTBA de revisiter et finaliser la stratégie de sortie du projet en vue de sa validation par le Comité de Pilotage du projet qui se tiendra en fin juin 2017.

Recommandations sur la durabilité

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Finaliser la stratégie de sortie du projet en vue de sa validation par le COP et transmission au FIDA	Coordo/UCP	20/ 05/2017

G. Autres aspects

Prise en compte du genre et inclusion des jeunes

142. En application de la note d'orientation du projet sur le genre élaborée sur la base de principes de discrimination positive (éligibilité des OPA au financement du projet en fonction de la présence d'au moins 40% de femmes et de jeunes parmi les membres ; et engagement des OPA, préalablement à tout aménagement, d'attribuer 30% des superficies aménagées aux femmes et aux jeunes membres), le PROPACOM a pu toucher 8 781 femmes représentant 47% des 18 640 bénéficiaires .

143. Les données désagrégées par sexe permettent de constater que pour le maïs, environ 54% de femmes, soit 8226 femmes sur les 15390 exploitants touchés de 2013 à 2016, ont bénéficié des appuis du projet (intrants et formations techniques). En ce qui concerne la production rizicole, ce pourcentage est de 33% (151 femmes sur les 459 riziculteurs touchés par le projet de 2013-2016) et pour la production maraîchère 95% (104 femmes sur 109 producteurs).

144. Il ressort de ces données que les femmes sont majoritaires dans les OPA de maraîchage et de maïs qui leur offrent non seulement des opportunités de satisfaire les besoins alimentaires de leurs ménages mais aussi, d'accéder à la terre et d'avoir des revenus. Cependant, force est de constater un faible investissement du projet dans le maraîchage (les emblavures ne représentent là que 1,2% des objectifs du projet). Cette faible prise en compte du maraîchage est principalement due au retard accusé dans la mise à disposition des aménagements d'irrigation.

145. L'analyse diagnostique de la prise en compte du genre et de l'inclusion des jeunes par le PROPACOM, réalisée de janvier à mars 2017, a dans l'ensemble confirmé les principaux manquements recensés par les missions de supervision en matière de prise en compte du genre, à savoir:

- la faible efficacité du mécanisme transitoire de ciblage des OPA mis en place par le PROPACOM en l'absence de stratégies opérationnelles de ciblage, genre et inclusion des jeunes ;
- l'absence d'une démarche d'intervention et de ciblage commune à toutes les antennes du projet dans la mise en place de l'approche « microprojets »

146. Ces manquements selon cette analyse diagnostique sont principalement dus à:

- la faible visibilité du genre dans la définition des objectifs du projet qui n'a pas permis aux acteurs de travailler à l'atteinte de résultats tangibles et d'être mieux orientés pour quantifier les résultats. De manière générale, les documents de projet (DCP, manuel d'exécution) ne font qu'affirmer la volonté et l'engagement du Gouvernement et du FIDA à prendre en compte la dimension genre et jeune. Toutefois, le screening genre du projet révèle qu'aucun objectif et indicateur quantitatif n'est prévu dans ce sens dans le cadre logique ; ce qui a induit à des résultats très peu « genre sensibles » et désagregés par âge, rendant ainsi peu visibles les problématiques relatives aux jeunes.
- la faible connaissance de l'approche genre par l'équipe du projet et ses opérateurs qui n'ont pas su mettre en place une dynamique de suivi des activités de terrain qui rendent visibles les catégories d'acteurs ciblés à travers des analyses différenciées pour véritablement impacter les groupes vulnérables dans leurs spécificités.

147. Cette analyse des forces et des faiblesses de la prise en compte du genre et de l'inclusion des jeunes dans le cadre de la mise en œuvre du PROPACOM a permis de dégager plusieurs leçons qui selon la mission devraient être prises en compte dans le cadre du PROPACOM ouest. Il s'agit entre autres de :

- (i) la mise en place d'un système de coaching des équipes de gestion sur la stratégie d'intervention du projet afin qu'elles puissent développer des capacités avérées dans l'identification et la mise en œuvre d'activités pour d'une part, garantir l'atteinte des objectifs et d'autre part, mieux répondre aux attentes des groupes cibles du projet, notamment les femmes et les jeunes;
- (ii) la mise en place d'outils de communication adaptés avec une large diffusion de ces outils aux parties prenantes du projet pour faciliter l'appropriation et l'adoption par tous d'une démarche uniformisée de ciblage et de comportements « genre sensibles »;
- (iii) l'amélioration du système de suivi-évaluation afin qu'il contribue efficacement aux prises de décisions. Ce système de suivi-évaluation doit générer des notes d'information « genres sensibles » permettant aux acteurs du projet de prendre connaissance des évolutions des indicateurs dans ce domaine.

Recommandations sur le genre, ciblage et inclusion des jeunes

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Capitaliser les leçons apprises du PROPACOM pour améliorer la prise en compte du genre et de l'inclusion financière dans le PROPACOM-Ouest et les projets futurs du FIDA	Coordo/UCP/MINADER	immédiat

Renforcement des institutions et autonomisation

148. Le PROPACOM a inscrit parmi ses objectifs l'appui à la création ou à la consolidation des institutions rurales partenaires (OPA, etc.) à travers la formation, l'équipement, la structuration des organisations bénéficiaires du projet ainsi que leur responsabilisation dans la programmation, la mise en œuvre et la gestion des actions développement. La vision du projet est de faire des OPA des acteurs de développement capables d'évoluer progressivement vers une certaine autonomie et de rendre des services efficaces à leurs membres (fourniture de facteurs de production, appui à la

production et à la commercialisation, etc.). Les résultats physiques en termes de renforcement des capacités sont en deçà des objectifs attendus. Ainsi sur 660 OPA, seulement 125 ont bénéficié de l'appui à la structuration et à la gestion du projet ; soit un taux de réalisation de 18%.

149. Le PROPACOM s'est appuyé sur le pilier de la formation pour renforcer les capacités des OPA bénéficiaires. Ce renforcement des capacités a concerné les formations en techniques agricoles, en structuration et en gestion des OPA. Au total, environ 6 376 personnes ont été formées dont 3 698 femmes ; soit environ 58% des bénéficiaires. Toutefois, il convient de noter que le caractère théorique des formations, surtout en structuration et gestion, a contrarié leur efficacité. Un apprentissage dual plus orienté sur la formation pratique aurait permis de mieux favoriser l'adoption des formations par les producteurs.

150. L'articulation logique entre les différents maillons du projet n'a pas eu lieu de la manière souhaitée dans la mesure où une bonne partie des OPA rizières et maraîchères n'ont pas eu accès aux sites aménagés ; ce qui les a privés des opportunités de formation offertes par le projet dans le cadre de l'appui à la structuration et à la gestion.

151. L'autonomie en termes de maîtrise d'ouvrage de leurs interventions fait également défaut dans la grande partie des OPA appuyées par le projet. Les formations et accompagnements fournis par le projet ne leur ont pas permis d'atteindre un niveau de maîtrise et d'adoption suffisant de leur contenu leur permettant de rendre des services à leurs membres et de maîtriser leurs activités techniques. Sur les 125 OPA bénéficiaires du projet, 57 sont de niveau de maturité⁸, 18 ont pu passer à un niveau de maturation 2 ; soit seulement 23%. Par ailleurs, la compréhension restrictive de « l'approche microprojet » par les opérateurs d'accompagnement n'a pas permis de faire évoluer les OPA bénéficiaires vers une vision entrepreneuriale indispensable pour assurer leur autonomie financière.

Participation des bénéficiaires

152. Sur le plan de la participation des bénéficiaires dans la mise en œuvre des activités, le projet avait prévu : (i) une contribution des bénéficiaires en nature ou en numéraire (selon leurs choix) à la réalisation des infrastructures ; (ii) une prise en charge par les bénéficiaires de l'entretien des infrastructures (magasins, centres de groupage, aménagements, etc.) ; (iii) une contribution en numéraire des OPA à hauteur de 5% des coûts d'acquisition des équipements de production et de transformation achetés par le projet ; (iv) la constitution par les OPA de fonds d'amortissement et de fonctionnement des équipements acquis dans le cadre du projet et (v) la reconstitution de fonds intrants afin de pérenniser la chaîne d'approvisionnement en intrants et par cette voie, d'autonomiser les OPA.

153. Pour l'ensemble des équipements acquis par le projet et distribués, le niveau de contribution des bénéficiaires est de plus de 100% dans l'ensemble. La contribution en numéraire à hauteur de 5% a été progressivement libérée par les OPA à la réception chez eux des équipements et matériels agricoles par le projet. Cette contribution se situe autour de 46% pour l'ensemble des équipements livrés. Cependant, la constitution de fonds d'amortissement des équipements et de fonctionnement des OPA n'est pas encore effective.

154. La mission note par ailleurs que : (i) la contribution à la réalisation des quelques infrastructures mises en place (aménagements de bas-fonds et de périmètres maraîchers, construction de centres de groupage, etc.) a d'une manière générale été conduite. Cette contribution a été libérée en nature en raison du niveau de pauvreté des bénéficiaires qui ont du mal à disposer de l'argent liquide ; (ii) la prise en charge de l'entretien n'est pas encore effective du fait de la réalisation très récente ou en cours des infrastructures. Néanmoins, des sensibilisations sont effectuées à l'attention des bénéficiaires.

155. En ce qui concerne, la reconstitution du fonds intrants, elle est assez bien comprise. Il mérite cependant de souligner que son efficacité se heurte aux aléas climatiques, au faible niveau de structuration et de maturité des OPA, et parfois à l'attitude de refus de certains producteurs. Par conséquent, le renforcement des actions de sensibilisation devra se poursuivre à ce niveau.

⁸ Niveau de maturation 1: l'OPA n'est pas encore structurée. Elle a une faible performance économique. Elle manque de professionnalisme et ne possède pas d'équipements. Niveau de maturation 2 : l'OPA est faiblement structurée. Elle a une faible performance économique. Elle manque de professionnalisme et ne possède pas d'équipements.

Etablissement de Partenariats / Adaptabilité/compétence des prestataires de services

156. La stratégie du projet est basée sur le faire-faire. La sélection des prestataires s'appuie sur l'application de procédures nationales de passation de marchés publics. La mise en concurrence, l'allotissement des marchés et la signature de contrats de performances sont les principes directeurs essentiels qui sous-tendent le processus de passation de marchés du projet.

157. La passation des marchés a été l'une des contraintes majeures rencontrées par l'UCP et cela a impacté négativement la mise en œuvre du projet. Toutefois, les mesures idoines prises en la matière (formation du personnel en passation des marchés en particulier les CAFM, la désignation d'un point focal à la DMP, une communication soutenue entre les principaux acteurs de la chaîne de passation des marchés (UCP - DRMP - Préfecture) ont permis d'aboutir à une meilleure qualité des dossiers et à une meilleure gestion du processus de passation des marchés. Par ailleurs, la récente réforme effectuée par le Gouvernement (décrets de juillet 2015 et mars 2016), tendant au relèvement des seuils de passation des marchés publics et à l'adoption de procédures simplifiées, ont permis d'améliorer la situation de manière substantielle.

158. En dépit de ces améliorations, des lenteurs subsistent encore. Tel est le cas dans la mise en œuvre de la convention avec le BNETD où la procédure par rapport aux prévisions du plan de passation de marchés (PPM) accuse du retard qui est par ailleurs accentué par le non-respect par la DMP des délais de traitement des demandes d'avis de non-objection (ANO) sur les attributions provisoires issues du jugement des offres. Des mesures spécifiques ont été prises par le BNETD pour rattraper le retard accusé, mais la non maîtrise des délais de validation des attributions a entraîné des retards dans le démarrage des travaux. Compte tenu des enjeux de la mise en œuvre efficace de la convention dans l'atteinte des objectifs du projet, il est important que le MINADER et le FIDA fassent un plaidoyer auprès du ministère du Budget en charge de la passation des marchés pour accélérer le traitement des dossiers par ses services.

159. Sur le plan de l'exécution des marchés, les difficultés sont apparues surtout en ce qui concerne les aménagements hydroagricoles (cela est en partie dû à : (i) la faible capacité financière, technique et matérielle des prestataires de services, aboutissant à des mises en œuvre non conformes aux spécificités contractuelles, à des défauts techniques (malfaçons) ou à des retards importants ; (ii) la dispersion géographique des sites ou la dévolution de plus de deux lots à une même entreprise de capacité réelle insuffisante et (iii) la faiblesse du contrôle et du suivi de l'exécution des marchés. Plusieurs marchés ont fait l'objet de pénalités. Certains ont obtenu des délais moratoires, tandis que d'autres ont fait l'objet d'une procédure de résiliation pure et simple auprès de la DRMP. Cette faible capacité des entreprises de construction a eu pour effet de contrarier l'exécution des activités de production agricole (riziculture et maraîchage) et de post-récolte (stockage, conservation, commercialisation).

160. En matière d'appui-conseil, d'encadrement et d'alphabétisation, les performances des prestataires de services (BFCD, Mont Horeb, ANADER Zone Ferké, etc.) sont assez satisfaisantes. Toutefois, la mission recommande dans le cadre de la préparation du rapport d'achèvement du projet de procéder à l'évaluation des réussites prestataires du projet. Cette évaluation pourrait couvrir les domaines suivants : (i) l'évaluation de l'état d'exécution physique et le niveau d'atteinte des résultats; (ii) l'évaluation du respect des clauses et procédures de mise en œuvre des conventions ; (iii) la détermination des contraintes et atouts liés à l'exécution des conventions et (iv) l'établissement de la performance financière des contrats de prestation de services.

Sécurisation foncière

161. L'accès au foncier ne paraît pas poser de problème particulier dans les zones d'intervention pour les populations cibles du projet. Les situations sont spécifiques à chaque zone et même à chaque aménagement, en fonction notamment des droits coutumiers locaux et des aménagements en présence ou qui avaient été réalisés dans le passé. L'établissement d'une situation claire en matière de droits fonciers, sous forme de droits de propriété ou de droits d'usage, n'en demeure pas moins indispensable pour assurer une pleine et durable valorisation des aménagements réalisés.

162. Dans le cadre du PROPACOM, la clarification foncière a fait l'objet d'enquêtes sommaires en vue de recueillir la confirmation orale de la part des « propriétaires terriens » ou des autorités traditionnelles sur la possibilité de réaliser les aménagements au profit des bénéficiaires appuyés par le projet. Cette clarification foncière a été réalisée par les DR et DD du MINADER. Elle a été matérialisée par un acte écrit du Préfet.

Recommandations sur autres aspects

Mesure convenue	Responsabilité	Date convenue
Réaliser dans le cadre de la préparation du rapport d'achèvement l'évaluation des performances des prestataires du projet	RSE/UCP	01/10/2017
Faire un plaidoyer auprès du Ministère du Budget en charge de la passation des marchés pour accélérer les traitements des dossiers soumis à la DPM/DRMP	MINADER/FIDA	immédiat

H. Conclusion

163. A dix (10) mois de l'achèvement du projet, la condition nécessaire pour que le projet atteigne enfin un niveau appréciable d'exécution physique, en termes d'aménagements hydroagricoles, infrastructures marchandes, et périmètres maraichers est l'exécution effective et à temps de la convention avec le BNETD

164. La mission réitère la nécessité de mener à bien les tâches indiquées ci-après afin que l'UCP parvienne à atteindre non seulement des taux de réalisation physique et financière acceptables en fin de projet mais également une bonne part des objectifs de développement assignés au projet.

- de renforcer non seulement le dispositif de suivi rapproché de la convention BNETD-PROPACOM en tenant de manière aussi fréquente que possible les réunions du CTS, mais également le suivi des activités du PTBA de clôture 2017-2018 afin d'améliorer le taux d'exécution du projet ;
- de lancer la réalisation des études préparatoires à la conduite de la revue d'achèvement et, plus spécialement de capitaliser les leçons du PROPACOM afin que le PROPACOM Ouest évite les erreurs commises dans le PROPACOM;
- de finaliser la stratégie de sortie du projet dont une esquisse été discutée durant la présente mission et de commencer aussi vite que possible l'information et la mobilisation des partenaires devant prendre le relais du PROPACOM à sa clôture (BMEME/ DD/ DR/ ONDR, ANADER entre autres) ;
- de renforcer la sensibilisation et l'appui aux OPA pour renforcer leur capacité et permettre la mobilisation effective de leurs contributions en numéraire au financement des équipements et autres matériels ;
- faire un suivi de la mise en œuvre effective de la décision de l'ONDR de remplacer tous les équipements devenus obsolètes dans les trois rizeries où leur montage reste à faire.

Appendice 1: Résumé de l'état d'avancement du projet et notes attribuées

Faits essentiels

Pays	Côte d'Ivoire	No. du projet	1589 [1100001589]	No. du prêt/don DSF	1000004128
Projet	Projet d'appui au développement de l'agriculture et à la commercialisation			Prêt/don DSF suppl.	
Date de mise à jour	19/06/2017				
Inst. responsable de la supervision	IFAD				
Nbre de Supervisions	9	Nbre de missions avancement de l'exécution/suivi	1		
Dernière Supervision	09/06/2017	Dernière mission avancement de l'exécution/suivi	15/12/2012		

					Million USD	% Taux de décaissement
Approbation	13/12/2011			Coût total	28.97	
Accord	16/03/2012	Délai d'entrée en vigueur	3.1	FIDA Total	22.50	
Entrée en vigueur	16/03/2012	Valeur PAR	-----	Prêt du FIDA	0.00	0
Premier décaissement	30/01/2013			Don DSF	22.50	70
Examen à mi-parcours	20/05/2016	Dernier amendement		Don FIDA		
Achèvement initiale	31/03/2018	Dernier audit	25/04/2016	field_asap_grant	0.00	0
Achèvement	31/03/2018			Financement national total	6.47	
Clôture	30/09/2018			Beneficiaries	1.06	2
Nbre de prolongations	0			National Govern	5.41	4
				Cofinancement total externes		

Notes concernant l'exécution du projet

B.1 Aspects fiduciaires	Précédente	Actuelle	B.2 État d'avancement de l'exécution du projet	Précédente	Actuelle
1. Qualité de la gestion financière	4	4	1. Qualité de la gestion du projet	3	4
2. Acceptabilité du taux de décaissement	3	5	2. Exécution du S&E	4	3
3. Fonds de contrepartie	5	5	3. Cohérence entre le PTBA et l'exécution	3	3
4. Conformité à l'accord de financement	4	5	4. Prise en compte de l'équité hommes-femmes	3	4
5. Conformité aux règles de passation des marchés	3	4	5. Lutte contre la pauvreté	4	4

6. Qualité et ponctualité des audits	5	5	6. Efficacité du ciblage	4	4
			7. Innovation et leçons apprises	2	3
			8. Prise en climat et environnement	3	3

B.3 Produits et réalisations	Précédente	Actuelle	B.4 Durabilité	Précédente	Actuelle
1. amélioration de l'offre de produits agricoles	3	3	1. Renforcement des institutions (organisations, etc.)	3	3
2. valorisation et mise en marche	3	3	2. Autonomisation	4	3
			3. Qualité de la participation des bénéficiaires	4	4
			4. Adaptabilité des prestataires de services	3	3
			5. Stratégie de désengagement (préparation et qualité)	3	4
			6. Possibilité réplique à plus grande échelle	3	3

B.5 Justification des notes

Gestion financière : Système performant avec production à temps données comptables-financières par rapport à mission précédente où retards importants. Bonne maîtrise TOM2PRO pour production DRF et bonne fréquence DRF/DPD dans période sous revue. taux de décaissement : fortement augmenté déc. 201- avr. 2017 avec 3 DRF/3 DPD dont avance BNETD. Clauses accord respectées (comptes ouverts, manuels procédures et gestion disponibles). Procédures passation des marchés respectées ; registre et tableau suivi contrats à jour. Rapport audit ex 2016 envoyé au FIDA avant date butoir. mobilisation contrepartie acceptable (42% numéraire plus exonération droits/taxes). Conformité règles passation des marchés avec approbation DMP et réduction retards. Qualité gestion : Amélioration du suivi des activités/prise décisions/résolution des difficultés ; à travers l'organisation de réunions hebdomadaires (siège) et trimestrielles (avec les antennes), le suivi sur le terrain et le suivi mensuel technique par Comité Ad'Hoc, la mise en place Comité Suivi Convention BNETD. Exécution de SSE: mise en œuvre SSE pas totalement opérationnel. données disponibles pas suffisamment analysées /utilisées par coordination. Equité homme/femme: Diagnostic genre réalisé et leçons apprises disponibles (cf. annexe1); prise en compte des recommandations du diagnostic dans le système de suivi-évaluation ; Plus de visibilité au niveau jeunes. Innovation-leçons apprises : Amélioration évaluation maturité OPA (harmonisation outils, conception grille de catégorisation, implication STD MINADER), modèle ESOP. Autonomisation: faible maîtrise d'ouvrage OPA; 77% restées au n 1 et pas atteint maturité organisationnelle adéquate. Les n 2 ou 3 manquent de professionnalisme et incapables rendre services efficaces à leurs membres. Manque de vision entrepreneuriale-de lien avec IF, indispensables à leur autonomie financière. Stratégie de désengagement: élaborée et soumise au MINADER; document acceptable forme/fond doit être soumise aux différentes parties prenantes pour contribution; rencontre de validation avec parties est à programmer.

Évaluation globale et profil de risque

	Précédente	Actuelle
C.1 Actifs physiques/financiers	3	3
C.2 Sécurité alimentaire	2	2
C.3 Qualité de l'amélioration des actifs naturels et la résilience climatique	3	3
C.4 Avancement globale de l'exécution (Sections B1 et B2)	3	3

Justification des notes sur l'avancement globale de l'exécution

Actifs physiques/financiers. Les réalisations du projet commencent à être visibles sur le terrain : 709 ha de superficies réhabilitée, 1 824 tonnes de riz paddy produit et 6 144 tonnes de maïs produit. Des équipements de mécanisation, de transformation et commercialisation, des infrastructures marchandes ont été livrés aux OPA. Un renforcement de capacités sera fourni pour la gestion efficiente des infrastructures marchandes et les équipements de transformation-commercialisation livrés au profit des OPA ne sont pas encore mis à disposition

C.5 Probabilité de réalisation des objectifs de développement (section B 3 et B4)	3	3
---	---	---

Justification des notes sur les objectifs de développement

Le projet accuse un sérieux retard dans son exécution. Les résultats obtenus n'ont toujours pas atteint un niveau satisfaisant au vu des objectifs globaux du projet. La mise en œuvre de la convention avec le BNETD portant sur la réalisation d'infrastructures rurales (périmètres rizicoles et maraîchers et d'infrastructures marchandes) devrait permettre d'améliorer les produits physiques à atteindre au niveau du cadre logique et augmenter le taux de décaissement. Cependant, la probabilité de voir se réaliser l'atteinte les objectifs de développement reste très mince.

C.6 Risques Description succincte des principaux risques concernant chaque section ainsi que de leur impact sur la réalisation des objectifs de développement et la durabilité des résultats

Aspects fiduciaires	-Risque lié au manque de précision sur la gestion prévisionnelle de la trésorerie d'ici à l'achèvement. - Manque de traçabilité sur les contributions versées par les bénéficiaires et la vente des DAO.
Avancement de l'exécution du projet	Le retard dans la mise en œuvre de la convention avec le BNETD pourrait entraver la réalisation des objectifs du projet en matière d'aménagements rizicoles et maraîchers, et d'infrastructures marchandes et de production agricole. Le non remplacement du matériel obsolète par l'ONDR rendrait

	inopérationnelles les minirizeries concernées (Tabako, Akpokro, Sakassou).
Produits et réalisations	La contrainte climatique demeure un risque majeur pour la réalisation des objectifs au niveau des spéculations irriguées (riz et produits maraichers). La réalisation effective des travaux d'aménagement avant le 31 décembre 2017. La faible capacité des prestataires de services constitue un risque pour la mise en œuvre efficace des activités du projet.
Durabilité	Les principaux risques de durabilité sont les suivants : i) l'incapacité des OPA à la stratégie de maintenance des infrastructures, équipements et services offerts par le projet, ii) la non adaptabilité des équipements et des infrastructures iii) faible évolution du niveau de maturité des OPA; et iv) le mode de gestion efficace et pérenne des minirizeries.

Suivi proposé

Question/problème	Mesure Recommandée	État de calendrier	État d'avancement
Désengagement du Projet	Valider et suivre la mise en œuvre la stratégie de sortie du projet	De juillet 2017 à mars 2018	
Préparation de la missions de revue d'achèvement	Suivre la réalisation des études préparatoires à la conduite de la revue d'achèvement du PROPACOM et la capitalisation des leçons apprises du projet . Assister l'UCP à établir un calendrier des principales étapes préalables et celles de la revue d'achèvement.	De juillet 2017 à mars 2018	
Besoin d'un suivi rapproché pendant la période d'achèvement du projet	Effectuer 1 mission légère de suivi de l'UCP en sus de la prochaine mission de supervision	• De juillet 2017 à mars 2018	

Observations supplémentaires

Appendice 2: Cadre logique actualisé: état d'avancement par rapport aux objectifs, effets et produits

(par année et cumulé au 31 Mai 2017)

Description sommaire	Hierarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de réalisation 2013	Niveau de réalisation 2014	Niveau de réalisation 2015	Niveau de réalisation 2016	Niveau de réalisation 2017 (1 ^{er} Janv au 31 Mai 2017)	Niveau de réalisation cumulé (au 31 Mai 2017)	Objectifs fin de projet	Taux de réalisation en %	Moyens de vérification	Hypothèses/Risques
			1. Objectif général									
	Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions des Savanes, Vallée du Bandama et du Zanzan		La prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans passe de x% à y% *								Enquête SYGRI	Stabilité socio-économique du pays
			Insuffisance pondérale								DSRP	
		Garçon	9%			22%		16%			Enquêtes sur le niveau de vie des ménages (ENV)	
		Fille	7%			10%		9%			Enquêtes du PAM, de l'UNICEF, du PNUD	
			Malnutrition chronique								Statistiques nationales et enquêtes de référence	
		Garçon	37%			33%		35%				
		Fille	33%			34%		34%				
			Malnutrition sévère ou aigüe									
		Garçon	20%			10%		15%				
		Fille	16%			10%		13%				
			Au bout de 5 ans, l'indice d'accumulation de biens a augmenté									
		% des femmes chefs de ménages les plus pauvres	33%			17%		25%				
		% des femmes chefs de ménages pauvres	19%			16%		18%				
		% des femmes chefs de ménages moyennement pauvres	19%			10%		15%				
		% des femmes chefs de	9%			19%		14%				

Description sommaire	Hierarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de réalisation 2013	Niveau de réalisation 2014	Niveau de réalisation 2015	Niveau de réalisation 2016	Niveau de réalisation 2017 (1 ^{er} Janv au 31 Mai 2017)	Niveau de réalisation cumulé (au 31 Mai 2017)	Objectifs fin de projet	Taux de réalisation en %	Moyens de vérification	Hypothèses/Risques
		ménages riches										
		% des femmes chefs de ménages très riches	7%			12%		10%				
			2. Objectif de développement									
La production agricole a concerné le maïs en 2013 et 2014. Pour 2013, aucun encadrement n'a été apporté aux producteurs en raison des difficultés pour recruter des structures d'encadrement. Concernant 2014, les données sur les rendements ne sont pas encore disponibles vu que les récoltes sont en cours jusqu'à fin décembre 2014.	Contribuer à améliorer durablement la sécurité alimentaire et le revenu des populations des zones du projet à travers l'accès des petits producteurs à des services de production efficaces, à des technologies appropriées et aux marchés.	- Au bout de 5 ans, le revenu des ménages ciblés a augmenté d'au moins 15 % (par genre et classe d'âge)	ND	ND		ND	0	ND	≥15%		Enquête SYGRI	Stabilité socio-économique du pays
		- 25 000 exploitations familiales rurales sont directement touchées par le projet au bout de 5 ans				9344	274	9 618	25 000	38%	Rapport annuel SYGRI 2013 et rapport d'activités fin décembre 2014	
		- % de ménages au-dessus du seuil de vulnérabilité alimentaire passe de x% à y% au bout de 5 ans *	82%			77%		80%	ND		Suivi-évaluation du PNIA	
		- Rendements de cultures ciblées augmentés pour au moins 30%									Rapport d'évaluation d'impact à mi-parcours et de fin du Projet	
		Riz irrigué	ND	ND	ND	ND			≥30%		Statistiques nationales	
		Maïs	ND	33%				33%	≥30%			
		3. Résultats										

Description sommaire	Hierarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de réalisation 2013	Niveau de réalisation 2014	Niveau de réalisation 2015	Niveau de réalisation 2016	Niveau de réalisation 2017 (1 ^{er} Janv au 31 Mai 2017)	Niveau de réalisation cumulé (au 31 Mai 2017)	Objectifs fin de projet	Taux de réalisation en %	Moyens de vérification	Hypothèses/Risques
		Composante 1 : appui à l'amélioration de l'offre de produits										
		Résultat 1 : l'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production										
La production de semence R1 a été réalisée sur l'année 2013 seulement pour couvrir les besoins du projet en 2014	Produit 1 : Les producteurs ont un accès plus facile aux facteurs de production (intrants et équipement/ mécanisation des travaux agricoles)	- Au moins 30% des ménages ciblés arrivent à satisfaire leurs besoins annuels en intrants*				0%	0	0%	≥30%		Enquête SYGRI	Les paysans s'intéressent aux variétés améliorées ; constitution des fonds d'amortissement et des fonds de fonctionnement
		- Au moins 30% des OPA ciblés ont renouvelé au moins un équipement agricole				0%	0	0%	≥30%		PV de réception des ouvrages	
		- Quantité de semences certifiées produites										
		semences R1 de riz irrigué (t)	0	0	0	0	0	0	300	0%	Rapports des prestataires	
		semences R1 maïs (t)	250	0	0	0	0	250	45	556%	Rapports des prestataires	
		- Quantité d'intrants (semences, engrais et équipement) distribuées										
		Semences					0					
		Riz irrigué de base (kg)	0	0	0	0	0	0	3 000	0%		
		Riz irrigué R1 (kg)	0	0	22 156	3 800	0	25956	120 000	22%		
		Maïs de base (kg)	4 200	0	3 065	0	0	7265	750	969%		
		Maïs R1 (kg)	15 035	51 015	15 200	0	0	81250	75 000	108%		
		Chou (kg)					0	0				
		Tomate (kg)					7,6	7,6				

Description sommaire	Hierarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de réalisation 2013	Niveau de réalisation 2014	Niveau de réalisation 2015	Niveau de réalisation 2016	Niveau de réalisation 2017 (1 ^{er} Janv au 31 Mai 2017)	Niveau de réalisation cumulé (au 31 Mai 2017)	Objectifs fin de projet	Taux de réalisation en %	Moyens de vérification	Hypothèses/Risques
		Oignon (kg)					40,5	40,5				
		Engrais					0	0				
		Urée (kg)	124 100	323 855	180 560	25 500	0	654015	810 036	81%		
		NPK (kg)	86 098	196 550	130 590	17 000	0	430238	540 036	80%		
		Herbicides (l)	2 936	4 155	1 135	85	0	8311	ND			
		Insecticides & Fongicides (kg)	4 298	0	542.5	0	0	4298	ND			
		Petit matériel et équipement s agricoles					0	0				
		Sacs de collecte	0	25 500	1 100	52 750	0	79350	171 450	46%		
		Bâches de sechage	0	30	55		0	85				
		Pulvérisateur	1 007	0	55	197	0	1259	ND			
		Motoculteur				66	0	66	120	55%		
		Batteuses-vanneuses				26	0	26	100	26%		
		Motopompe	0	-	8	-	0	8	ND			
		Multiculteur ARARA+ Semoir	0	-	207		0	207	ND			
		Boeufs de cutures attelées	0	-	414	-	0	414	ND			
l'enquête SYGRI de 2ème niveau sera réalisée entre janvier et mars 2015 pour renseigner les autres indicateurs.	Produit 2 : Les producteurs ont un accès plus facile aux services de conseil agricole et de gestion	- au moins 50% des producteurs ont accès à un service de conseil dans les 3 régions				0%	0	0%	≥50%		Enquête SYGRI	Prestataires de services de qualité disponibles
		- au moins 50% des producteurs ayant accès aux services de conseils sont satisfaits				-	0	-	≥50%		PV de réception des ouvrages	

Description sommaire	Hierarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de réalisation 2013	Niveau de réalisation 2014	Niveau de réalisation 2015	Niveau de réalisation 2016	Niveau de réalisation 2017 (1 ^{er} Janv au 31 Mai 2017)	Niveau de réalisation cumulé (au 31 Mai 2017)	Objectifs fin de projet	Taux de réalisation en %	Moyens de vérification	Hypothèses/Risques
		des services rendus *										
		- 30% des producteurs ont adopté au moins une technologie conseillée par le projet (par genre et classe d'âge) *				-	0	-	≥30%		Revue à mi-parcours	
		- nombre de producteurs formés aux bonnes pratiques agricoles par genre	0	1 457	252	265	0	1974	5 000	39%	Rapports des prestataires	
		dont femmes	0	622	35	83	0	740	2 000	37%	Rapports des prestataires	
		- nombre de technologies de production diffusées	0	0	0	0	0	0	0			
		Résultat 2 : des infrastructures et l'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production										
en raison des lourdeurs dans la passation des marchés, les premiers chantiers de travaux ont démarré en novembre 2014,	Produit 3 : Des aménagements hydroagricoles sont réhabilités ou réalisés et livrés aux producteurs à des fins de production agricole	- Existence de comité de gestion et d'un dispositif d'entretien	0	0	0	21	0	21	ND		Enquête SYGRI PV de réception des ouvrages	Formalisation des arrangements fonciers ; l'état assure l'entretien des barrages...
		- Superficie de périmètres rizicoles réhabilités (ha)	0	0	607,2	101,8	0	709	2 000	35%	Revue à mi-parcours	
		- Superficie de nouveaux bas-fonds rizicoles en exploitation aménagés (ha)	0	0	0	0	0	0	400	0%	Rapports des prestataires	
		- Superficie de périmètres maraîchers	0	0	0	3,4	0	3,4	90	4%		

Description sommaire	Hierarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de réalisation 2013	Niveau de réalisation 2014	Niveau de réalisation 2015	Niveau de réalisation 2016	Niveau de réalisation 2017 (1 ^{er} Janv au 31 Mai 2017)	Niveau de réalisation cumulé (au 31 Mai 2017)	Objectifs fin de projet	Taux de réalisation en %	Moyens de vérification	Hypothèses/Risques
		sous irrigation localisée réalisés (ha)										
		- 25% des petits producteurs ont accès à des périmètres d'irrigation aménagés/re mis en état dans les zones ciblées	0%	0%	0%	0%	0%	0%	≥25%			
		Composante 2 : Valorisation et mise à marché										
		Résultat 3 : l'environnement post-récolte est amélioré pour valoriser la production										
	Produit 4 : L'information sur les marchés, les technologies et les équipements de post-récolte sont disponibles	- Au moins 25% de petits producteurs et leurs OPA ont été formés aux méthodes et techniques de transformation, conservation et de commercialisation, dans les zones ciblées (par genre et classe d'âge)	0%	0%	0%	0%	0%	0%	≥25%	0%	Enquête SYGRI	Rentabilité économique des filières choisies
											Rapports des prestataires	
											Rapports de suivi-évaluation	
											Rapports des OPs	
											Rapports des ateliers d'auto-évaluation participative	
											Rapports mensuels des agents d'appui-conseil	
		- 25% de petits producteurs ciblés ont adopté les technologies améliorées de conservation, transformation et/ou commercialisation*	0%	0%	0%	0%		0%	≥25%	0%		

Description sommaire	Hierarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de réalisation 2013	Niveau de réalisation 2014	Niveau de réalisation 2015	Niveau de réalisation 2016	Niveau de réalisation 2017 (1 ^{er} Janv au 31 Mai 2017)	Niveau de réalisation cumulé (au 31 Mai 2017)	Objectifs fin de projet	Taux de réalisation en %	Moyens de vérification	Hypothèses/Risques
		- 30% des OPA soutenues ont accès aux informations sur les marchés et les prix	0%	0%	0%	0%		0%	≥30%	0%		
		- nombre de technologies transformation, conservation et de commercialisations diffusées	0%	0%	0%	0	0%	0	0			
	Produit 5 : Des infrastructures sont réalisées pour faciliter l'accès au marché en termes de désenclavement et de stockage	- 60 km de pistes d'accès sont réalisées*	0	0	0	12	0	12	60	20%	PV de réception des travaux	Infrastructures gérées efficacement par les bénéficiaires
		- 27 magasins de stockage, centres groupage et de hangars de conditionnement sont construits *	0	0	0	7	0	7	27	26%	PV de réception des travaux	
		- 12 abris pour unités de transformation sont créés*/fonctionnels	0	0	0	0	0	0	12	0%		
		Bâtiments de minirizeries	0	0	0	2	0	2	3	67%		
		moulin	0	0	5	3	0	8	20	40%		
		décortiqueuse	0	0	1	3	0	4	40	10%		
		Egreneuses maïs	0	0	0	24	0	24	40	60%		
		Palette	0	0	316	0	1308	1624	ND			

Description sommaire	Hierarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de réalisation 2013	Niveau de réalisation 2014	Niveau de réalisation 2015	Niveau de réalisation 2016	Niveau de réalisation 2017 (1 ^{er} Janv au 31 Mai 2017)	Niveau de réalisation cumulé (au 31 Mai 2017)	Objectifs fin de projet	Taux de réalisation en %	Moyens de vérification	Hypothèses/Risques
		Equipements divers (basculer, sondes, humidimètres, peson,...)	0	0	0	58	0	58	40	145%		
		Cageot en plastique	0	0	0	0	495	495	ND			
		-25% des producteurs bénéficiaires directs et leurs OPA soutenues ont accès à des installations de transformation, de stockage et/ou de commercialisation dans les zones ciblées	0%	0%	0%	0%		0%	≥25%			
			Résultat 4 : les OP sont dans une dynamique de professionnalisation et d'autonomisation									
	Produit 6 : les OP sont de plus en plus professionnelles et sont capables de fournir des services à leurs membres	- 30% des OP de base appuyés adhèrent à une coopérative	0%	0%	0%	0%	0%	0%	≥30%		Rapports de suivi des OPs	Gouvernance et démocratie appliquées
		- 25% des coopératives appuyées sont opérationnelles et économiquement actives	0%	0%	0%	%	0%	0%	≥25%		Diagnostic des OPs en PY1, PY3 et PY5	
		- 20% des OPA soutenues par le Programme offrent des services rentables d'appui à	0%	0%	0%	%	0%	0%	≥20%		Rapports mensuels des agents d'appui-conseil	

Description sommaire	Hierarchie des objectifs	Indicateurs vérifiables	Niveau de réalisation 2013	Niveau de réalisation 2014	Niveau de réalisation 2015	Niveau de réalisation 2016	Niveau de réalisation 2017 (1 ^{er} Janv au 31 Mai 2017)	Niveau de réalisation cumulé (au 31 Mai 2017)	Objectifs fin de projet	Taux de réalisation en %	Moyens de vérification	Hypothèses/Risques
		leurs membres										
		Au moins 35% des OP des niveaux 1 ont atteint le prochain stade d'autonomie (niveaux 2)*	0%	0%	0%	%	15%	4%	%		Revue à mi-parcours	
		- Nombre d'OP appuyées par le projet	315	114	62	13	2	506	660	77%	Revue à mi-parcours	

Appendice 3: Récapitulatif des principales mesures à prendre dans les délais convenus

Composante	Mesures convenues	Responsable	Date convenue
Recommandations sur la vue d'ensemble	En fonction des montants réellement disponibles sur le PROPACOM, réviser le volume des travaux à exécuter dans le cadre de la convention BNETD ainsi que le chronogramme y afférent	UCP/ BNETD	Immédiat
	Estimer le volume des travaux à réaliser sur le PROPACOM Ouest jusqu'à hauteur du solde de la convention BNETD et signer un avenant en conséquence	UCP/ BNETD	Immédiat
	Poursuivre le processus de sélection jusqu'à l'attribution des marchés tout en veillant à la prorogation de la validité des offres jusqu'à l'entrée en vigueur du projet PADFA.	BNETD/ UCP	Immédiat
	Reverser au MINADER pour prise en compte par le projet PADFA le lot de sites rizicoles de la 2 ^{ème} vague de passation de marchés (priorité #1/ 04 sites de Bouaké de 120 ha) qui en est au stade de sélection d'entreprises pour les travaux.	UCP/ MINADER	Fin juin 2017
Composante 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles	Mettre à contribution les services décentralisés du MINADER, les autorités préfectorales et sous-préfectorales, les collectivités territoriales et locales et les personnes-ressources locales dans le suivi de la réalisation des travaux	UCP/MINADER	Immédiat et continue
	Organiser une mission d'information des autorités préfectorales, des collectivités territoriales et locales, des OPA sur les sites prévus mais dont les travaux d'aménagement ne seront pas exécutés dans le cadre de la convention avec le BNETD	UCP/MINADER	Juin 2017
	Adapter le manuel de gestion des équipements agricoles et le mode de gestion aux différents niveaux de maturité des OPA	COPA	Immédiat
	Effectuer en collaboration avec les DR/DD et la DEP, des missions de suivi pour améliorer le mode de gestion des équipements agricoles par les OPA les plus faibles	DR/DD DEP UGP	A partir d'août 2017
	Réattribuer à d'autres OPA les motoculteurs dont les premiers acquéreurs n'arrivent pas à payer la totalité des contributions attendues.	COPA/CAFM	Avant fin juin 2017
Composante 2 : Valorisation et mise en marché	Appuyer les OPA bénéficiaires d'équipement de transformation dans le choix de leur mode de gestion et d'exploitation des équipements	DR/DD /Minader	Août-décembre 2017
	Ecrire à l'ONDR pour la cession de la mini rizerie de Bondoukou aux OPA	UCP/ONDR	Juin 2017
	Organiser une réunion des parties prenantes sur le mode de gestion ESOP sur la base du rapport de fin de mission du CIDR	UGP	Décembre 2017
	Continuer les négociations avec HEINEKEN FMS pour un partenariat futur et une contractualisation pour l'achat de la farine de riz et la mise en place d'un modèle de mise en marché.	UGP	Août-décembre 2017

Composante	Mesures convenues	Responsable	Date convenue
Maturité des OPA	Sur la base des résultats de l'évaluation de la maturité des OPA, élaborer une feuille de route réaliste pour les formations pratiques à délivrer par les prestataires et le suivi assuré par les DR	UCP/DR	30 juin 2017
	Organiser avec le PROPACOM –Ouest des sessions d'échanges et d'apprentissage sur les pratiques et outils à capitaliser (mécanismes de sélection des OPA, indicateurs de maturité et de pondération, base de données et processus d'instruction des microprojets, etc.) pour leur transférer ces savoirs répliquables dans leur contexte	Responsables d'antenne	Dès le recrutement du personnel de PROPACOM ouest
	Pour la préparation de l'achèvement, documenter le cas de l'OPA de jeunes producteurs de tomate de Bouaké pour adapter les grilles de catégorisation, partager leur expérience et favoriser les échanges	UCP	Avant fin 2017
Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation	Impliquer l'ONDR dans les travaux du Comité Technique de Suivi de la convention avec le BNETD	DGPSP	Immédiat
	Modifier le manuel et appliquer la procédure de double signature conjointe à tous les comptes relatifs aux fonds du projet, y compris ceux ouverts par les partenaires bénéficiaires de conventions.	Coordonnateur / RAF	Immédiat
	Transmettre les états financiers analytiques et budgétaires issus du logiciel TOM2PRO au personnel de suivi-évaluation, à la Coordinatrice et à l'ensemble du personnel du projet, mensuellement (voire chaque fin de semaine).	RAF	Mensuellement
	Utiliser le modèle fourni par le Consultant en Suivi Evaluation pour analyser la corrélation entre les données physiques détaillées issues de l'appliquatif de suivi évaluation et les données financières détaillées issues du logiciel TOM2PRO avec les explications et commentaires sur chaque niveau d'exécution	Coordonnateur RSE/RAF	Mensuellement
	Utiliser l'axe analytique supplémentaire disponible sur le logiciel TOM2PRO pour renseigner les données financières par filière ou autre paramètre à suivre	RAF/RSE	Immédiat
	Organiser une passation de poste plus détaillée entre d'un côté le RSE et le CSE de Korhogo et de l'autre les deux CSE, afin que ceux-ci puissent faire le point et améliorer la prise de service du nouveau RSE	Coordo, CSE	Immédiat
	Mettre en place une base de données à jour sur les OPA et les MP et la transmettre aux STD du MINADER afin de faciliter le suivi des activités d'appui-accompagnement	CSE	30 juin 2017
	Capitaliser et tirer les leçons de la mise en œuvre du projet afin de mieux orienter l'exécution du PROPACOM Ouest (par ordre de priorité en fonction du temps alloué)	CSE, Antenne, UCP	Immédiat
	Finaliser les TDR de l'étude socioéconomique et lancer le processus de recrutement d'un prestataire pour l'enquête SYGRI pour débiter les enquêtes d'ici le second semestre	Coordo, CSE	30 juin 2017
	Echanger avec le PROPACOM ouest sur les outils (par ex grille d'évaluation des OPA) et les stratégies à mettre en place en matière de SE	CSE	Immédiat
Aspects fiduciaires	Transmettre au RAF, au jour le jour, les copies des reçus émis par l'AC aux bénéficiaires	AC / RAF	Immédiat
	Tenir un journal banque pour le compte Ressources Propres et élaborer les états de rapprochement bancaires mensuels	RAF	Immédiat
	Conserver un CAFM jusqu'à l'achèvement, pour appuyer le SAF et le RPM.	MINADER	Immédiat

Composante	Mesures convenues	Responsable	Date convenue
	Fournir un état des contributions dues et des versements effectués par les bénéficiaires	Antenne	Immédiat
	Valoriser et comptabiliser les contributions en nature sur les réalisations confiées à BNETD.	Coordonnatrice/ RAF	Juin 2017 à Mars 2018
	Envoyer au FIDA une proposition de plan de recouvrement	RAF	Juin 2017 à clôture
	Envoyer au moins une DRF tous les deux mois, même si le montant n'atteint pas 30%, pour éviter les tensions de trésorerie en période d'achèvement.	RAF	Juillet
	Assurer une planification glissante des activités sur trois mois	Coordonnatrice/ RAF	Juin 2017 à Mars 2018
	Transmettre la planification trimestrielle des missions au DGSP pour bénéficier du rehaussement du taux de per diem pour tous les agents	Coordonnatrice/ RAF	Juin 2017 à Mars 2018
	Dans l'avenant à signer avec le BNETD : i) modifier l'article 9.4ii en remplaçant « justificatifs de dépenses » par «décomptes des travaux réalisés et autres livrables listés au paragraphe 5 de la convention»; ii) Veiller à ce que la dernière tranche de réapprovisionnement soit versée après réception de tous les travaux; iii) Répartir les honoraires de 480 Millions entre les 2 projets PROPACOM et PROPACOM OUEST en fonction des travaux exécutés réellement pour chacun des deux projets.	Coordonnatrice / RAF	Immédiat
Durabilité	Finaliser la stratégie de sortie du projet en vue de sa validation par le COP et transmission au FIDA	Coordo/UCP	20/ 05/2017
Genre, ciblage et inclusion des jeunes	Capitaliser les leçons apprises du PROPACOM pour améliorer la prise en compte du genre et de l'inclusion financière dans le PROPACOM-Ouest et les projets futurs du FIDA	Coordo/UCP/MINADER	immédiat
	Réaliser dans le cadre de la préparation du rapport d'achèvement l'évaluation des performances des prestataires du projet	RSE/UCP	01/10/2017
	Faire un plaidoyer auprès du Ministère du Budget en charge de la passation des marchés pour accélérer les traitements des dossiers soumis à la DPM/DRMP	MINADER/FIDA	immédiat
Autres aspects	Réaliser dans le cadre de la préparation du rapport d'achèvement l'évaluation des performances des prestataires du projet	RSE/UCP	01/10/2017
	Faire un plaidoyer auprès du Ministère du Budget en charge de la passation des marchés pour accélérer les traitements des dossiers soumis à la DPM/DRMP	MINADER/FIDA	immédiat

Appendice 3b - Récapitulatif des principales mesures prises depuis la précédente supervision

NB : Sur la base des réserves de l'ANO n° 162 du FIDA portant approbation du PTBA 2017 et en raison de restrictions des ressources du PROPACOM, certaines recommandations ne sont plus susceptibles d'être mises en œuvre.

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsable	Date ⁹
Composante 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles	Organiser des formations sur la production et l'utilisation de la fumure organique pour accompagner la fumure minérale ainsi que l'agroforesterie.	Non réalisé. Cependant, un module a été intégré dans le mandat des prestataires en charge de l'appui-conseil (BFCD/Antenne Bouaké ; Mont Horeb/Antenne de Bondoukou), lors de l'atelier d'harmonisation des outils d'appui accompagnement des OPA organisé du 01 au 04/08/2016 à Katiola. Projet en fin de cycle. Activité à prévoir sur PROPACOM Ouest L'UCP a organisé la formation des OPA bénéficiaires sur l'itinéraire technique de culture attelée du 09 au 13 mai 2017, à Katiola. Douze (12) représentants des OPA bénéficiaires dont une (01) femme ont bénéficié de cette formation. Un module sur l'utilisation et la production du fumier à partir de la bouse de vache et des résidus de récolte a été diffusé au cours de cet atelier. Les producteurs ont été également instruits sur l'intérêt d'associer la fumure organique à la fumure chimique qui permet d'optimiser les rendements.	UCP	pour mémoire
	Fournir un encadrement approprié aux producteurs sur la maîtrise des outils météorologiques et leur utilisation dans la planification des actions de semis et post-récoltes (séchages des récoltes	Actions sur PROPACOM Ouest (SODEXAM)	UCP	Janvier 2017
	Entreprendre une étude sur la faisabilité de séparer les aménagements hydroagricoles des microprojets et en faire une exécution à part au profit des OPA demandeuses.	PROPACOM Ouest	UCP	Février 2017
	Organiser un voyage d'étude au profit des producteurs des zones de production maraîchères pour une meilleure maîtrise de la technologie goutte à goutte.	Non réalisé. Plus de ressources sur PROPACOM	UCP	Février-Mars 2017
	Prendre en compte, dans les autres projets du MINADER comme le PARFACI, les besoins de certains des sites du PROPACOM en barrages destinés à la maîtrise totale de l'eau ou en forages pour remplacer les	Non réalisé. En discussion avec PARFACI et MINADER (PADFA en cours de formulation par le FIDA)	UCP / DGPSP	Immédiat et continu

⁹ les dates indiquées supposent la fin de tout le processus de mise en œuvre de la recommandation y compris les autorisations requises (ANO, etc.).

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsable	Date ⁹
	puits maraichers.			
Composante 2 : Valorisation et mise à marché Mise en marché	Inclure dans le mandat des prestataires d'appui à la structuration des OPA un module de gestion des magasins et d'utilisation de l'humidimètre	Réalisé: Module sur l'utilisation des humidimètres inséré dans le module des prestataires appui à la structuration (SIADES à Bondoukou pour le compte de l'OPA GPMV). Le module de la gestion des magasins à insérer dans le plan de diffusion des prestataires d'appui structuration à Korhogo et à Bouaké (BFCD, FORSCOT)	COPA	Immédiat
	Diffuser le manuel de gestion des équipements post-récolte et appuyer les OPA à l'élaboration de règles de gestion et d'utilisation commune des équipements post-récolte	Réalisé. Un manuel de gestion des équipements de mécanisation agricole a été élaboré et diffusé auprès des OPA Bénéficiaires dans toutes les antennes. Le manuel de gestion des équipements post-récolte est en cours d'élaboration. - au niveau de Bouaké, le manuel est disponible le 20/05/2017 pour diffusion sur la période du 25 au 30/05/2017. - au niveau de Bondoukou, le manuel est disponible depuis le 09/05/2017. La diffusion a démarré le 15/05/2017 et prendra fin le 26/05/2017. - au niveau de Korhogo, le manuel est disponible le 10/05/2017 pour diffusion sur la période du 15 au 20/05/2017.	COPA	Immédiat
	Rencontrer l'ONDR et d'autres partenaires pour opérationnaliser la minirizerie de Sakassou, Bouaké et Béoumi	Non Réalisé. Les unités sont vétustes et nécessite leur remplacement	Coordo	Immédiat
	Déplacer la porte des WC de la minirizerie de Sakassou vers l'extérieur du bâtiment principal	Non réalisé. Pas de ressources disponibles au niveau des infrastructures	Coordo /CORISAK	Janvier 2017
	Equiper toutes les minirizeries d'extracteur d'air afin de garantir la santé et la sécurité du personnel	Non réalisé. Pas de ressources disponibles sur le projet en fin de cycle	Coordo	Mars 2017
	Orienter les prestataires d'appui-conseil vers la formation des OPA sur l'utilisation et les techniques post-récolte	Réalisé. Ce module a été intégré dans le mandat des prestataires en charge de l'appui-conseil (Mont Horeb/antenne de Bondoukou, BFCD/antenne de Bouaké, et antenne de Korhogo) lors de l'atelier d'harmonisation des outils d'appui accompagnement des OPA organisé du 01 au 04/08/2016 à Katiola. A programmer par les prestataires dans leurs programmes de travail (2017).	CPA	Continu
	Prendre en compte « l'approche qualité » dans l'appui Conseil aux ESOP et aux CODERIZ	En Cours	CIDR	Immédiat

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsable	Date ⁹
	Poursuivre les séances des comités locaux de suivi des ESOP pour renforcer le cadre d'échange entre les ESOP, CIDR, les CODERIZ, les actionnaires pour aplanir les incompréhensions et valider le modèle de gestion des minirizeries	En cours. Le CIDR a programmé la rencontre avec les parties prenantes pour partager les conclusions du diagnostic et le plan d'accompagnement personnalisé des ESOP pour les dates ci-après : Katiola : 22 mai 2017 Korhogo : 23 mai 2017 Ferlé : 24 mai 2017	UCP/CODERIZ ESOP/CIDR	Immédiat et continu
	Assister les ESOP pour obtenir du crédit auprès d'IF avec une gestion efficiente des 10 millions de fonds paddy perçus.	En cours. Le CIDR doit s'approcher des institutions financières pour voir les modalités de mise en place d'un fonds d'amorçage	UCP /CIDR	Immédiat et continu
	Diversifier les offres et procéder par appel d'offres restreint notamment en relançant rapidement les discussions avec d'autres partenaires en plus de TechnoServe, i.e. le Projet d'Appui à la Relance des Filières Agricoles (PARFACI), le Centre Ivoirien de Recherches Economiques et Sociales (CIRES) et le Bureau de Formation Crédit pour le Développement (BFCD).	Non réalisé. Les activités du PTBA 2017 ne permettent pas de conduire des activités post récolte sans la mise en œuvre des aménagements rizicoles et maraîchers. Aucune activité programmée sur le maïs.	Coordo	Immédiat
	Identifier et initier des rencontres avec les structures d'appui à la commercialisation des produits pour des synergies d'action en faveur des OP	Réalisé : Le PROJET PROFIBAB a été rencontré pour une collaboration en vue de l'exploitation et la valorisation du centre de groupage de Bondoukou. Le Projet 2SCALE/IFDC a été approché pour intégrer les OPA maraîchers de Bouaké et de Korhogo à leurs activités d'appui à la mise en marché.	Coordo	Immédiat
	Obtenir de CODINORM et respecter les normes des produits rizicoles et vivriers	Réalisé. Les responsables des minirizeries (Katio Akpa/Bouaké, Tchologo Riz et Korhogo Riz/Korhogo), des CODERIZ (CODERIZ du Hambol/Bouaké, Union Womiegnon/Korhogo et CODERIZ Tchologo/Korhogo) et les distributeurs ont été formés sur les normes des produits rizicoles lors de l'atelier organisé par l'ONDR du 07 au 10/02/2017 à Korhogo.	UCP/Antenne	Immédiat
	Rencontrer RONGEAD/OCPV pour finaliser les conditions de mise en place du SIM.	Réalisé. RONGEAD et OCPV ont été rencontrés et les propositions d'activités attendues concerneront les zones du PROPACOM Ouest, car aucune ressource disponible sur le PROPACOM pour prendre en charge cette action. Les Offres techniques et financières de OCPV/RONGEAD sont attendues.	Coordo	Immédiat

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsable	Date ⁹
	Réévaluer, au cours de l'année 2017 et avec la participation des DR et des Antennes, la migration des OPA entre les niveaux et documenter les fonctions économiques assumées avec le changement de niveau	<p>En cours. Les TDR des missions d'évaluation et les outils de collecte de données ont été validés par les trois antennes du PROPACOM au cours d'une séance de travail organisée le 05/04/2017 à Bouaké.</p> <p>Les agents des DR MINADER ont été formés à l'outil d'évaluation élaboré.</p> <p>La mission se déroulera :</p> <ul style="list-style-type: none"> - à Bouaké ; 11 au 25/05/2017. La mission a démarré mais elle a été interrompue en raison de la mutinerie. Elle reprendra le 23/05/17. - à Bondoukou ; 10 au 27/05/2017. La mission a démarré le 10/05/2017 mais a été interrompue en raison de la mutinerie. Elle a repris le 17/05/2017. - 08 au 25/05/2017 à Korhogo. 	COPA	Dès janvier 2017
	Reprendre dans le mandat des prestataires dans le cadre de la reconduction de leurs contrats, les formations dont les aspects pratiques n'ont pas été diffusés.	Réalisé. Cette recommandation a été prise en compte pour les antennes dont les mandats des prestataires ont été reconduits. Ce sont : SIADES/Bondoukou et BFCD/Korhogo.	COPA	Immédiat et continu
	Reprogrammer en 2017, à la faveur de la livraison des aménagements, équipements et magasins, les formations dispensées antérieurement sur les thèmes liés à l'exploitation, l'entretien des infrastructures et la structuration des OPA	Réalisé. Cette recommandation a été prise en compte pour les antennes dont les mandats des prestataires ont été reconduits. Ce sont : SIADES/Bondoukou et BFCD/Korhogo.	COPA	Une fois par semestre
	Organiser des visites d'échange entre OPA pour favoriser les formations auprès des OPA qui ont développé des compétences sur des thèmes spécifiques	Réalisé (Antenne de Bouaké) Une visite d'échanges et de partage d'expériences a été organisée le 03 mai 2017 entre les producteurs de tomate de l'OPA YETREKPA (Niambroun) et ceux de URMAG (Zangokro) dans le département de Béoumi. Les exploitants de Zangokro ont une expérience réussie en matière de production de tomate et d'utilisation de la fumure organique. Les récoltes de tomate sont actuellement en cours à Zangokro et les rendements attendus sont estimés à plus de 15 t/ha.	RSE/COPA	A partir de janvier 2017
	Organiser, par antenne, des mini-foires où : (i) des expériences et méthodes de travail jugées performantes seront exposées ;(ii) des mini-ateliers animés par des OPA et des opérateurs économiques partenaires sur leurs expériences en matière de partenariat (approvisionnement, financement, commercialisation,	Non réalisé. Pas de ressources disponibles pour mise en œuvre. Projet en fin de cycle	RSE/CSE	Continu à partir de janvier 2017

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsable	Date ⁹
	gestion et reconstitution des fonds intrants et crédits divers seraient présentées			
	Documenter pour les besoins du futur rapport d'achèvement, les expériences réussies par certaines OPA en matière de contractualisation, gestion des fonds intrants, etc.	En cours. Recommandation mise en œuvre prochainement au niveau de l'antenne de Bouaké. Le rapport sur les expériences réussies par la CORISAK et le CGA de Nianra en matière de contractualisation, gestion des fonds intrants, sera élaboré au plus tard le 19/05/2017. Document finalisé à transmettre à la mission de supervision	Coordo/COP A/DR	Continu à partir de janvier 2017
	Organiser un suivi rapproché du travail des prestataires par l'UCP et les antennes	En cours/continu. Le suivi des activités des prestataires a été programmé dans le plan de suivi des cadres de chaque antenne. Des missions régulières sont effectuées au niveau des CSE des antennes. UCP: Le RSE a effectué une mission sur les trois antennes, auprès des OPA pour évaluer le mécanisme de gestion des équipements mis en place et leur utilisation (du 22 au 25 mars à Korhogo, du 15 au 18 mars à Bondoukou)		
	Impliquer avec des cahiers de charges clairs et précis, les DR dans la supervision du travail des prestataires dans le domaine de la formation et le coaching des OPA dans la perspective de leur changement de niveau durant 2017.	Non réalisé. Activité non prise en compte dans le PTBA 2017 en raison des contraintes budgétaires du projet. Cependant, les DR MINADER sont membres de la mission de l'équipe d'évaluation du niveau de maturité des OPA en cours de mise en œuvre.		
	Signer un cahier de charge avec la DAENF en vue de la supervision de la formation en alphabétisation fonctionnelle dans les trois antennes du projet	Non réalisé: Pas de ressources disponibles. Activité en cours sur PROPACOM Ouest	RPM/Coordo	Dès janvier 2017
	Anticiper sur les échanges préparatoires avec la DAENF en attendant les coûts des contrats d'alphabétisation avec les prestataires à recruter	Non réalisé: Pas de ressources disponibles. Activité en cours sur PROPACOM Ouest	RPM	Dès janvier 2017
	Faire un suivi régulier de l'implication des Antennes dans la mise en œuvre de l'activité	Non réalisé: Pas de ressources disponibles. Activité en cours sur PROPACOM Ouest	Coordo	Continu à partir du début de l'activité.
	Evaluer la faisabilité de la désignation, au sein du projet, d'un leader thématique (un des 5 COPA) qui serait responsable de la gestion et du suivi des activités d'alphabétisation	Non réalisé: Pas de ressources disponibles. Activité en cours sur PROPACOM Ouest	Coordo	Dès janvier 2017
Composante 3 : Coordination, Gestion et Suivi-Evaluation	Mettre en œuvre toutes les mesures d'amélioration de la coordination discutées par la mission et la direction de l'UCP cf. para 102 du présent rapport.	Recrutement en cours de deux assistants pour l'UCP. Un (1) assistant sur l'appui à la Coordination et Un (1) assistant sur les aspects post-récolte en cours de recrutement. A Prendre en charge sur PROPACOM Ouest car le PROPACOM est en fin	DGPSP / FIDA	Continu

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsable	Date ⁹
		de cycle.		
	Organiser très rapidement, avec l'appui d'un facilitateur (DGPSP et/ou Consultant externe) une retraite pour revoir et classer par ordre de priorité les activités prévues dans le PTBA 2017/2018	Réalisé. Une séance de travail de priorisation des activités du PTBA 2017 a eu lieu le 27/12/16 à Abidjan entre DEP-MINADER et l'UCP. A l'issue de cette séance le PTBA revu consolidé a été soumis au FIDA par la DGPSP le 27/12/16	UCP / DGPSP	Immédiat
	Assurer un suivi régulier et rapproché des dossiers auprès du FIDA, du Ministère du budget, de la DRMP et de la Préfecture ;	Continu. Un tableau de bord des dossiers au FIDA (suivi des DANO) a été élaboré et est régulièrement mis à jour à l'effet de faire des relances éventuelles. Idem pour les dossiers à la DRMP, à la Préfecture.	Coordo / RPM	Immédiat et continu
	Prendre les dispositions nécessaires pour l'analyse et le jugement des offres dans un délai ne dépassant pas cinq jours ouvrables ¹⁰ (marchés de travaux et fournitures) afin d'accélérer au maximum les travaux de la Commission interne, de la COPE et de la COJO	Les marchés de travaux d'infrastructures hydro agricoles sont du ressort du BNETD (Convention signée en décembre 2016). Pour les autres travaux passés à l'Antenne ou à l'UCP. Délais de 5 jours ouvrables respecté dans l'ensemble.	RPM/Coordo	Dès le dépôt des offres
	Elaborer, en s'inspirant des bonnes pratiques du projet Neer-Tamba, une note méthodologique sur le calcul des taux d'exécution physique à soumettre au MINADER pour approbation et au FIDA pour non-objection.	Réalisé pour la méthode de calcul élaboré avec le consultant en charge de l'informatisation du dispositif de suivi évaluation. Non transmis à la validation du MINADER et à l'ANO du FIDA. Document disponible à mis en application sur le PROPACOM Ouest, à soumettre au MINADER et au FIDA.	Coordo., RSE, CSE	15 janvier 2017
	Finaliser la revue approfondie du cadre logique et de ses indicateurs avant soumission au MINADER et à l'ANO du FIDA	Réalisé. Le cadre logique a été revu par l'UCP. Non transmis à la validation du MINADER et à l'ANO du FIDA. Document à transmettre à la validation du MINADER en vue de l'étude de pré évaluation et de la revue d'achèvement.	RSE, CSE	Juste après la prochaine COP (pour la soumission de l'ANO)
	Recruter un prestataire pour réaliser les enquêtes et sondages nécessaires aux renseignements de certains indicateurs d'effet.	En cours. Les TDR élaborés par l'UCP. L'étude prévue pour le 2 ^e trimestre sera reprogrammée au 4 ^e du fait de la non achèvement des travaux de la convention BNETD (échéance actualisé). Le recrutement du prestataire est en cours.	RSE	avant l'achèvement
	Rédiger un PV comprenant les données de réalisations physiques des activités de support aux OP lors des rencontres mensuelles antennes/prestataires et le faire remonter à l'UCP	Réalisé. Les données de réalisation de l'antenne sont régulièrement transmises à la coordination du projet à travers les comptes rendus hebdomadaires et les différents rapports des antennes.	CSE, COPA	Immédiat et continu

¹⁰ Cette recommandation est possible pour les fournitures et les travaux dont les ouvertures d'offres se font en une seule étape. En ce qui concerne les consultants, les ouvertures se font en 2 étapes: i) offres techniques ouvertes puis évaluées; ii) ensuite offres financières ouvertes et évaluées, (iii) puis combinaison offres techniques et financières et jugement. Entre les étapes i) et ii) il faut observer 10 jours ouvrables pour formuler éventuelles des réserves ou réclamations sur les résultats de l'évaluation des offres techniques. En somme, pour les consultants, il faut prévoir **au moins 20 jours ouvrables**

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsable	Date ⁹
	Tenir des discussions individuelles avec les cadres du projet lors des prochaines séances d'évaluation de leurs performances et insérer dans les fiches personnelles des responsabilités relatives au S&E	Réalisé. Entretien sur l'autoévaluation fait dans la période du 18 au 23 décembre 2016. Evaluation du MINADER réalisée du 3 au 7 avril 2017.	Coordo	A l'évaluation des performances du personnel pour 2016 et préparation des objectifs de 2017
	Répliquer la formation sur la plateforme informatisée du SSE aux cadres du projet et formaliser les rôles et responsabilités en matière d'alimentation du Registre et de la Base de Données entre COPA, CSE et CAFM dans une note interne du projet	En cours. La formation sur la plateforme informatisée du SS&E aux cadres des antennes a eu lieu respectivement les 11-10/01/17/ Bouaké, 15-18/03/17 Bondoukou et 22-24/03/17 Korhogo. Manuel d'utilisation disponible à diffuser auprès des utilisateurs. Fiches synthétiques à produire en lien avec le CSE de Bouaké.	RSE, CSE	15 janvier 2017
	Terminer la saisie des données et la synchronisation des bases de données de l'ancienne à la nouvelle plateforme informatique afin de la rendre pleinement fonctionnelle	En cours. Les données des PTBA de 2013, 2014 et 2015 ont été importé dans la nouvelle base de données par le RSE et le Consultant chargé de l'implémentation du système informatisé de suivi-évaluation (RUCHE). Les données du PTBA 2016 ont été saisies au niveau de l'application informatique par les CSE. Les données du PTBA 2017-2018 sont régulièrement saisies dans l'application (mise à jour).	RSE, CSE	31 janvier 2017
	Présenter les résultats en temps réel et online à partir des données enregistrées sur la plateforme informatique lors des missions de coordination/supervision	Réalisé. Les données des trois antennes et du projet sont disponibles sur l'application informatique de suivi-évaluation RUCHE. Les résultats sont présentés en temps réel depuis la page de d'accueil RUCHE. La présentation du suivi des réalisations du projet s'est faite par Antennes online, au cours de l'atelier bilan trimestriel du 24 au 28 avril 2017 à Séguéla (PTBA 2017 et bilan 2016).	COPA, CSE	Immédiat
	Organiser la formation des différents utilisateurs de la plateforme informatique de S&E (MINADER, FIDA, partenaires) et clarifier les rôles et responsabilités de chacun dans l'alimentation de la base de données	En cours. Le RSE et les CSE sont les administrateurs de RUCHE; ce sont eux qui font la saisie des données concernant leurs unités de gestion (UCP et antennes). Pour les autres différents utilisateurs de RUCHE (COPA, CPA, CAFM, MINADER, FIDA, partenaires), ils ont un droit de consultation, d'exportation des données. Cependant, le menu agenda du module Gestion de projet leur permet d'entrer des événements d'en faire le suivi à travers la fonction alerte de RUCHE; Ces alertes indiquent aux personnes concernées que les tâches ou événements leur concernant ne sont pas exécutés. Formation	Coordo, RSE	15 février 2017

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsable	Date ⁹
		non réalisée pour le MINADER, le FIDA et les partenaires.		
État d'avancement de l'exécution du projet	Produire et utiliser le tableau de bord pour assurer la planification pluriannuelle du projet	Continu. Le PTBA 2017-2018 et le rapport d'activités annuels 2016 contiennent des tableaux de bord des résultats permettant de visualiser le niveau d'atteinte des objectifs de chaque domaine d'intervention du projet.	Coordo, RSE	Immédiat et continu
Gestion fiduciaire	Accélérer le recrutement des CTC (Consultants) et le remplacement du chef d'antenne de Korhogo	Annulé pour CTC. Suite à la DANO sur les TDR transmis, le FIDA a suggéré à l'UCP d'annuler ce recrutement. En effet, en raison des restrictions budgétaires et d'achèvement du projet, ce recrutement n'était plus pertinent vu qu'il n'y avait pas de ressources pour programmer des activités de CTC Le FIDA n'a pas donné d'ANO sur les résultats du recrutement du COPA/KGO, du fait de l'achèvement du Projet. Processus de recrutement a démarré en février et a pris fin en mars 2017.	MINADER	Fin Février 2017
	Transmettre les résultats de l'évaluation des performances du personnel de 2015 au FIDA	Non réalisé : Les résultats de l'évaluation 2015 ont été transmis au MINADER. Réalisé : L'évaluation 2016 a été transmis au MINADER qui l'a fait suivre au FIDA qui a donné son ANO sur les conclusions.	Coordo	Immédiat
	Organiser un atelier de partage et répartition par antennes du PTBA 2017/18 approuvé	Réalisé. L'atelier de partage et de répartition par antennes du PTBA 2017-2018 a été organisé du 28 au 31/03/17 à Yamoussoukro. Chaque antenne dispose de son PTBA et son budget visé par le Contrôleur Financier de l'antenne.	RAF	Janvier 2017
	réduire de 15% le budget 2017/2018 financé sur les ressources du Don	Réalisé. Le budget 2017/2018 a été réduit de 14% sur le Don FIDA (au cours de l'arbitrage de décembre 2016).		
	Reverser au Trésor le trop-perçu sur le Compte Désigné	Réalisé. Le trop-perçu du Compte Désigné a été reversé au Trésor	AC/RAF	Immédiat
	Accélérer la mise à disposition de la DRF n°23 en instance au FIDA d'un montant de 327,5 millions FCFA	Réalisé. La DRF n°23 a été transmise dans les délais et payée le 20/12/16 par le FIDA	RAF	Décembre 2016
	Dresser des plans de trésorerie trimestriels systématisés à partir de 2017 pour avoir plus de visibilité sur les flux et anticiper les tensions de trésorerie.	Réalisé. Des plans de trésorerie trimestriels systématisés sont élaborés et suivis par des réunions hebdomadaires de trésorerie entre le Coordonnatrice, le RAF, le Contrôleur Financier et l'Agent comptable. Un comité de trésorerie a été mis en place par la Coordonnatrice avec une rencontre hebdomadaire.	RAF	Décembre 2016
	Diligenter la collecte des attestations d'exonération de TVA	Continu. La collecte des attestations d'exonération de TVA est effective. L'UCP met désormais à contribution les prestataires pour l'établissement de la première mouture de la demande à la soumission à paiement des factures des prestataires.	RAF	Immédiat

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsable	Date ⁹
	Evaluer la charge de travail du personnel comptable et de revoir l'organisation du travail afin de rendre le travail plus performant.	Non réalisé. Cette activité sera confiée à l'Auditeur pour une appréciation objective. Evaluation programmée en juin 2017 après les conclusions de l'Audit.	RAF	pour mémoire
	Organiser un atelier de formation sur le logiciel comptable Tom2Pro à l'intention des CAFM à l'issue duquel les CAFM démarreront la saisie des factures	Non réalisé: L'atelier est prévu se tenir du 12 au 16 juin 2017. Reprogrammée du fait de la préparation de l'Audit et de la mission de supervision.	RAF	1 ^{ère} quinzaine de février 17
	Envoyer toutes les quinzaines les copies des factures à l'UCP pour comptabilisation	Réalisé/continu. Les factures disponibles au niveau des antennes sont régulièrement transmises à la comptabilité du projet, mais pas dans les délais.	CAFM	toutes les quinzaines
	Insérer le chronogramme de l'évaluation du personnel dans le manuel des procédures administratives	Non réalisé. Le chronogramme pour le déroulement de l'évaluation du personnel sera inséré dans le manuel de procédures, après validation au cours de l'atelier de révision des PTBA et PPM en juin 2017. La première révision du Manuel de procédure s'étant faite en juillet 2016. Les critères d'évaluation du personnel ont été revus avec le MINADER qui a soumis à l'UCP une version à validation (18 mai 2017).	RAF	Immédiat
	Définir de commun accord avec le RAF les délais de traitement en interne des opérations	Non réalisé. Les délais seront validés avec l'ensemble des CAFM au cours de l'atelier de révision du PTBA et PPM	RAF/CAFM	Immédiat
	Eclater les lignes des biens hérités du PRAREP en autant de lignes que d'items selon le principe une ligne un item pour les immobilisations	Réalisé. Les lignes ont été éclatées lors de l'inventaire de Décembre 2016.	comptable	Décembre 2016
	Procéder à un examen minutieux des tableaux des dépenses et consommations de carburant pour identifier et corriger ces incohérences afin de permettre un suivi efficace de ces dépenses	Réalisé. Les informations ne sont pas transmises toujours à temps par les Antennes. Des dispositions sont en cours pour formaliser systématiquement la collecte des informations et le tracé de l'utilisation du carburant.	RAF	Décembre 2016
	Retirer du circuit les cartes TOTAL qui ne sont plus concernées par le projet.	Réalisé.	RAF	Décembre 2016
	Veiller systématiquement à l'exhaustivité des liasses (ordres de paiement des avances ou copies chèques de règlement manquants)	Réalisé.	RAF	Immédiat et continu
	Se rapprocher de la CNPS pour tirer au clair la situation des arriérés de paiement de la Sécurité sociale d'un montant de 16 865 584 FCFA	Réalisé. Une séance de travail a eu lieu le 3/04/2017 avec la CNPS Bouaké. Il ressort que les cotisations sociales sur les gratifications sont dues. L'UCP envisage présenter ces arriérés de cotisation sociale à la tutelle (MINADER) à la prochaine conférence budgétaire interne (juin-juillet 2017).	RAF	Immédiat
	Appliquer si possible, la règle de la double signature pour les comptes d'opération	Non applicable.	MINAGRI/ME F	Janvier 2017
	Plafonner à 100 000 FCFA la dépense maximale payable par caisse pour les petites dépenses	Réalisé.	Coordo/AC/RAF	Janvier 2017

Domaine d'action	Mesure convenue	Etat d'avancement	Responsable	Date ⁹
	Définir un plafond réaliste pour le règlement par espèces des dépenses des séminaires et ateliers en partant d'une analyse préalable des budgets desdits événements pour identifier les dépenses payables par chèques ou virement.	Réalisé.		
	Appliquer la procédure des contrôles mensuels et inopinés de la caisse	Réalisé pour les contrôles mensuels.	RAF	Mensuel
	Paramétrer dans le logiciel Tom2Pro le tableau de suivi de l'exécution financière et physique des contrats de sorte à en automatiser la sortie.	Non réalisé.	Comptable	Immédiat
	Diligenter et de finaliser le recrutement d'un nouveau cabinet pour l'audit des comptes du projet	Réalisé. Le Groupement IAC/AAC a été recruté. La mission d'Audit s'est faite du 18 avril au 18 mai 2017.	RAF	fin janvier
	Paramétrer dans Tom2Pro le modèle de Rapport Financier Intermédiaire (RFI) du FIDA de sorte que les rapports intermédiaires mensuels puissent être rendus disponibles à partir de.	Non réalisé. En attente de la formation prévue sur TOM2PRO	RAF	au plus tard février 2017
	<ul style="list-style-type: none"> Dater les Ordres de Paiement (OP) Joindre à la liasse un tableau explicatif chaque fois que l'Ordre de Virement concerne plusieurs OP. 	Non réalisé. OP non daté. A régulariser. Réalisé. Tableau récapitulatif joint.	Comptable	Immédiat
Durabilité	Recruter un consultant pour élaborer la stratégie de sortie du projet	En cours. L'UCP a entamé l'élaboration des axes de la stratégie de sortie du projet. La matrice élaborée a été présentée lors de l'atelier bilan du 1er trimestre du PTBA 2017 à Séguéla du 24-28/04/17 et présenté au Comité ad'hoc du 12 mai 2017 pour validation. Une note explicative est en cours d'élaboration pour soumission au MINADER et au FIDA.	UCP/Siège	Fin janvier 2017
	Soumettre à la non-objection du FIDA la stratégie de sortie du projet		UCP/Siège	31 Mars 2017
Prise en compte du genre et inclusion des jeunes	Faire une évaluation de la prise en compte du genre et de l'inclusion des jeunes dans la mise en œuvre de PROPACOM	Réalisé. Cette évaluation a été faite (22/01/17 au 31/03/17) par l'équipe de consultants chargée d'élaborer la stratégie de ciblage et d'inclusion des jeunes et des femmes. Les conclusions du rapport final dans le volet S&E seront prises en compte pour actualiser les données (indicateurs et définitions) du manuel de S&E. Rapport disponible	RSE	31 janvier 2016

Appendice 4: État d'avancement matériel par rapport au PTBA 2017-2018 (y compris indicateurs SYGRI)

Période: 01/01/2017 au 31/05/2017

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017-2018			Progrès effectif 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017-2018			
Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles							33%
Volet : Accès aux facteurs de production							42%
Coordonner la mise en œuvre des microprojets de production de masse de riz irrigué et de maïs							83%
	Assurer le paiement de la fournitures et livraison d'intrants de production de maïs aux OPA de Golipkangbassou et de Tafiré			1	1	100%	
	Assurer le paiement de la Fourniture et livraison des intrants de maïs aux OPA Bondoukou			1	1	100%	
	Assurer le paiement du transport semences de riz du WAAP et du PRAREP du magasin de l'ONDR vers l'Antenne de Bondoukou			1	1	100%	
	Assurer le paiement de la fourniture et livraison d'intrants de riz irrigué aux OPA de Bondoukou			1	1	100%	
	Assurer le paiement du transport des intrants de Korhogo vers les magasins des OPA bénéficiaires			1	1	100%	
	Sélection d'un prestataire et transport des semences (riz et maraîchers), fertilisants, produits phytosanitaires, et autres vers les magasins des OPA			1	0	0%	
Coordonner la mise en œuvre des micro-projets de production maraîchère							0%
Appui aux OPA pour la mise en œuvre des microprojets de production de cultures maraîchères	Assurer la fourniture et la livraison des intrants de production maraîchères dans les magasins des OPA	Qté semences cultures maraichères	kg	5,40	0	0%	
		Qté de NPK livrés	tonne	7,20	0	0%	
		Qté d'Urée livrés	tonne	3,60	0	0%	
		Qté divers fertilisants	tonne	69,60	0	0%	
		Qté fongicide	kg	793,56	0	0%	
		Qté d'insecticide 1	litre	475,65	0	0%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017-2018			Progrès effectif 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017-2018			
		Qté d'insecticide 2	kg	1 423,65	0	0%	
		Nbre de pulvérisateurs	u	34,20	0	0%	
	Assurer le transport des semences de riz, fertilisants, produits phytosanitaires, et autres vers les magasins des OPA			1	0	0%	
	Superviser la distribution aux bénéficiaires des semences de cultures maraîchères fertilisants, produits phytosanitaires, et autres	Qté semences cultures maraichères	kg	235,70	0	0%	
		Qté de NPK livrés	tonne	7,20	0	0%	
		Qté d'Urée livrés	tonne	3,60	0	0%	
		Qté divers fertilisants	tonne	69,60	0	0%	
		Qté fongicide	kg	793,56	0	0%	
		Qté d'insecticide 1	litre	475,65	0	0%	
		Qté d'insecticide 2	kg	1 423,65	0	0%	
		Quantité de biostimulant	litre	665,50	0	0%	
		Nbre de pulvérisateurs	u	56,40	0	0%	
Volet : Mécanisation de l'Agriculture							0%
Mécanisation de l'Agriculture							0%
Appui aux OPA pour l'acquisition de matériels de mécanisation	Assurer le paiement des fournisseurs pour la livraison de bœufs de culture attelée pour les OPA de production de maïs	Nbre de paires de bœufs	u	20	0	0%	
	Assurer le paiement de l'atelier de formation des machinistes et artisans-réparateurs sur l'utilisation, l'entretien et la réparation des batteuses-vanneuses - Hébergement, Déjeuner, pause-café, Location de salle						
Volet : Appui-Conseil							63%
Appui-Conseil							63%
Appui-conseil aux OPA pour la production agricole	Assurer l'appui conseil de maïs et de maraîchers Bouaké	Superficie de maïs emblavée	ha	58,50	58,50	100%	
		Nbre de producteurs de maïs encadrés	u	68,00		0%	
		Nbre de producteurs de maïs formés	u	61,20		0%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017-2018			Progrès effectif 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017-2018			
		Superficie de Maraîchères	ha	16,40	11,16	68%	
		Nbre de producteurs Maraïchers encadrés	u	222	234	105%	
		Nbre de producteurs Maraïchers formés	u	200	0	0%	
	Assurer l'appui conseil maïs et riz irrigué Bounkani et Gontougo	Superficie de riz irrigué emblavée	ha	25,52	26	100%	
		Nbre de producteurs de riz irrigué encadrés	u	125	125	100%	
		Nbre de producteurs de riz irrigué formés	u	75	39	52%	
		Superficie de maïs emblavée	ha	20	20	100%	
		Nbre de producteurs de maïs encadrés	u	163	61	37%	
		Nbre de producteurs de maïs formés	u	66	61	92%	
Volet : Aménagements hydro-agricoles							27%
Aménagements hydro-agricoles							27%
	Assurer le paiement de la fourniture, livraison, installation d'un logiciel de dessin et traitement des données topographiques et formation des bénéficiaires	1 logiciel livré	u	1	1	100%	
Appui à l'Aménagement des sites hydro-agricoles et infrastructures marchandes	Réaliser les travaux d'aménagement de 30 sites rizicoles (convention BNETD)	superficie rizicole aménagée	ha	694,86	0	0%	
	Réaliser les travaux d'aménagement de 13 sites maraichers (convention BNETD)	superficie maraichère aménagée	ha	34,44	0	0%	
	Assurer les frais de gestion, de suivi et de contrôle des travaux du BNETD			1	0	0%	
	Payer le solde des contrats d'infrastructures en cours			1	0	0%	
	Assurer le paiement des frais de supervision des agents des structures décentralisées (per diem, communication, internet, mission, carburant)			1	0	0%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017-2018			Progrès effectif 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017-2018			
	Provision pour le paiement des frais d'actes et de contentieux de résiliations des marchés (Prestataires hors BNETD)			1	0	0%	
	Assurer le paiement des contrats des deux assistants du RIR			2	2	100%	
	Assurer le paiement des factures du consultant pour la formation à l'utilisation et à l'entretien du réseau d'irrigation goutte à goutte du périmètre maraîcher de Niambrun			1	0,4	40%	
Valorisation et mise en marché							24%
Volet : Appui à la transformation et à la commercialisation							46%
Appui à la transformation et à la commercialisation							46%
Appui aux OP de transformation et de commercialisation de produits vivriers	Réhabiliter l'unité de séchage de produits maraîchers de Fronan	Une unité et un magasin réhabilité	u	1	0	0%	
	Réhabiliter le magasin de stockage d'Orexa	Une unité et un magasin réhabilité	u	1	1	100%	
	Remplacer le matériel défectueux des ESOP Katio-Akpa de Katiola et Tchologo Riz de Ferké	lot de pièces	u	2	0	0%	
	Assurer le paiement des factures de CIE et SODECI de la mini rizerie le temps de la remise officielle aux bénéficiaires	Nbre de mois	u	8	2	25%	
	Assurer le paiement de la facture de la fourniture des palettes	Nbre de Palette	u	1 308,00	1 308	100%	
	Assurer le paiement de la facture de la fourniture des cageots	Nbre de Cageot en plastique	u	495,00	495	100%	
Appui aux antennes pour le volet transformation-commercialisation	Assurer les frais de consultance pour le volet transformation-commercialisation	Nbre de consultants	u	3	0	0%	
Volet : Système d'informations sur les marchés							
Système d'informations sur les marchés							

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017-2018			Progrès effectif 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017-2018			
Volet : Infrastructures marchandes							0%
Infrastructures marchandes							0%
Centre de groupage de Bondoukou	Réaliser la clôture du centre de groupage de Bondoukou (hors BNETD)	Nbre de clôture	u	1	0	0%	
	Connecter le centre de groupage au réseau électrique (hors BNETD)	Un compteur d'électricité installé	u	1	0	0%	
	Assurer les frais de contrôle des travaux de construction de la clôture et divers travaux du centre de groupage de Bondoukou (hors BNETD)	Nbre de rapport de contrôle	u	5	0	0%	
Infrastructures marchandes	Payer le solde des contrats des travaux en cours et achevés (hors convention BNETD)			1,00	0	0%	
Volet : Professionnalisation des Organisations de Producteurs							27%
Professionnalisation des Organisations de Producteurs							27%
Appui à la structuration et la gestion des OPA	Renforcer l'appui à la structuration et la gestion des OPA sélectionnées en 2013 de Korhogo	Nombre de dirigeants formés	u	150	0	0%	
		Nombre d'OPA légalement constituées	u	13	0	0%	
		Nombre de comités spécialisés mis en place	u	126	0	0%	
	Poursuivre l'appui à la structuration et la gestion des OPA sélectionnées en 2014	Nombre de dirigeants formés	u	147	75	51%	
		Nombre d'OPA légalement constituées	u	10	1	10%	
		Nombre de comités spécialisés mis en place	u	153	131	86%	
	Accompagner l'évaluation du niveau de maturation des OPA encadrées par les prestataires	Nombre de mission d'évaluation	u	124	53	43%	
Coordination, Suivi-Evaluation et Gestion des savoirs							24%
Volet : Coordination et Gestion							27%
Coordination et Gestion							27%
	Réaliser un film de présentation des réalisations du projet (prises de vue échelonnées)	Nbre de films	u	1	0	0%	
Orientation et Pilotage du	Financer la première session annuelle 2017 du COP	Nombre de session du COP	u	1	0	0%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017-2018			Progrès effectif 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017-2018			
projet	Financer les sessions des CRC	Nombre de session des CRC	u	3	0	0%	
	Financer les ateliers du comité ad hoc de suivi technique	Nombre d'atelier du comité ad hoc de suivi technique	u	6	4	67%	
Fonctionnement de l'UCP et gouvernance	Réaliser l'audit de l'exercice 2016	Nombre de rapport disponible	u	1	1	100%	
	Réaliser l'audit de l'exercice 2017	Nombre de rapport disponible	u	1	0	0%	
	Assurer le paiement des salaires du personnel (janv-2017-mars 2018)	Nbre de mois (15 mois)	u	15	5	33%	
	Assurer le paiement des salaires du personnel (personnel-clé) d'avril à septembre 2018	Nbre de mois (6 mois)	u	6	0	0%	
	Assurer le paiement de la gratification annuelle	Nbre de mois (1mois)	u	1	0	0%	
	Assurer le paiement des indemnités au personnel fonctionnaire	Nbre de mois (12 mois)	u	12	5	42%	
	Assurer le paiement des indemnités de fin de projet	Droits	u	1	0	0%	
	Assurer le paiement des charges sociales	Nbre de mois	u	4	1	25%	
	Assurer le paiement des frais d'assurance maladies personnel	Nbre de mois (15 mois)	u	15	5	33%	
	Assurer le paiement des frais de carburant	Nbre de mois (15 mois)	u	15	5	33%	
	Assurer le paiement des contrats d'entretien, de maintenance et de réparation (véhicules, logiciel, matériel informatique et bureau, climatisation, groupe électrogène etc.)	Nbre de mois (15 mois)	u	1	0	0%	
	Assurer le paiement des frais de fonctionnement (assurances auto, fournitures et consommables, abonnement etc.)	Nbre de mois (15 mois)	u	1	0	0%	
	Assurer le paiement des annonces et insertions des Avis, autres articles de visibilité et cachets			1	0	0%	
	Assurer le paiement des frais de missions intérieur			1	0	0%	
	Fournir et installer un groupe électrogène à l'antenne de Korhogo	Nbre de groupe	u	1	1	100%	
Appui institutionnel	Fournir et installer un groupe électrogène à la DRMP de Bouaké	Nbre de groupe	u	1	1	100%	

Domaines d'intervention	Activités	PTBA 2017-2018			Progrès effectif 2017	% PTBA 2017	% PTBA 2017 composante
		Indicateurs	Unité	Cibles PTBA 2017-2018			
Volet : Suivi-Evaluation							22%
Suivi-Evaluation							22%
	Organiser l'atelier de révision du PTBA 2017-2018	Nombre d'atelier	u	1	0	0%	
	Organiser les réunions périodiques de l'UCP	Nombre de réunion	u	3	3	100%	
	Financer les missions de S&E externe du PROPACOM	Nombre de missions	u	4	0	0%	
	Financer la première mission annuelle 2017 de supervision du PROPACOM	Nombre de missions	u	1	1	100%	
Application informatique du système de S&E	Payer le solde des frais d'extension de l'application informatique de S&E au PROPACOM Ouest			1	0	0%	
Etudes d'évaluation	Réaliser l'étude de pré-évaluation et de collecte de données complémentaires de la mesure d'impact du PROPACOM	Nombre de rapport disponible	u	3	0	0%	
	Recruter des consultants et réaliser la revue d'achèvement du PROPACOM	Nbre de consultants	u	3	0	0%	
Bilan du Projet	Organiser un atelier bilan de fin (validation rapport achèvement) du PROPACOM	1 Atelier par antenne et 1 atelier bilan	u	1	0	0%	
Audit de clôture	Réaliser l'audit de clôture du projet	Rapport d'audit	u	1	0	0%	
Volet : Gestion des savoirs							
Gestion des savoirs							
							27%

Appendice 5: Aspects financiers: performance financière effective par bailleur de fonds et par composante, et décaissements par catégorie

Tableau 5A: Performances financières par bailleur de fonds au 31/05/2017

Source de financement	Montant en milliers USD (document de conception)	Montant en milliers USD actualisé au taux de réception des fonds FIDA	Décaissements au 31/05/2017	Taux de décaissement
Don FIDA	22 500,00	20 778,57	14 605,21	70,29%
Gouvernement	5 410,00	5 410,00	1 868,46	34,54%
Bénéficiaires	1 056,50	1 056,50	53,18	5,03%
TOTAL	28 966,50	27 245,07	16 526,85	60,66%

Taux à la signature de l'AF : DTS/USD

1,551724138

Taux de réception des fonds FIDA : DTS/USD

1,433004555

Taux de réception des fonds FIDA : CFA/USD

558,91

Tableau 5B: Performance financière par bailleur de fonds et par composante (en milliers d'USD) au 31/05/2017

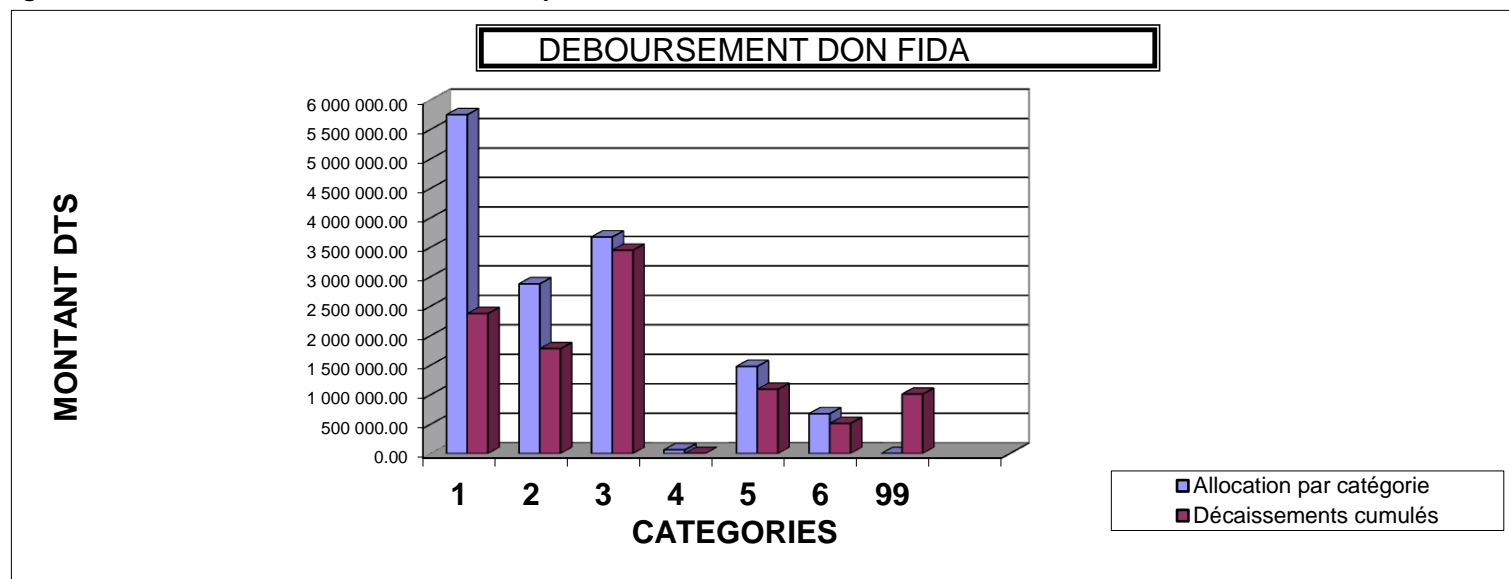
Composante	Don du FIDA				Gouvernement				Bénéficiaires			Tous financements confondus			
	Montant approuvé en 000 USD	Montant effectif en 000 F CFA	Montant effectif en 000 USD	%	Montant approuvé en 000 USD	Montant effectif en 000 F CFA	Montant effectif en 000 USD	Montant approuvé en 000 USD	Montant effectif en 000 F CFA	Montant effectif en 000 USD	%	Montant approuvé en 000 USD	Montant effectif en 000 F CFA	Montant effectif en 000 USD	%
Comp. 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles	11 836	5 043 445	9 024	76%	3 217	176 770	316	1 046,0	25 448	45,53	4%	16 100	5 245 663	9 387	58,3%
Sous-comp 1 : accès aux facteurs de production	3 793	634 547	1 135		1 451	23 372	42	0	0	-		5 245	657 919	1 178	
Sous-comp 2 : Mécanisation des travaux agricoles	8 043	454 509	813		1 766	3 390	6	1 046	20 114	35,99		10 855	478 013	855	
Sous-comp 3 : Appui Conseils	0	1 826 219	3 267		0	19 519	35	0	0	-		0	1 845 738	3 302	
Sous-comp 4 : Réhabilitation aménagement bas fonds périmètres rizicoles maraichers	0	2 128 170	3 808		0	130 490	233	0	5 334	9,54		0	2 263 994	4 051	
Comp. 2 : Valorisation et mise en marché	6 304	525 942	941	15%	1 637	70 454	126	10	8 056	7,16	72%	7 951	604 452	1 081	13,6%
Sous-comp 1 : Appui transformation commercialisation produits vivriers	1 530	161 838	290		355	27 690	50	0	4 001	7,16		1 885	193 529	346	
Sous-comp 2 : Système d'information sur les marchés (SIM)	0	6 640	12		0	359	1	0	0	-		0	6 999	13	
Sous-comp 3 : Infrastructures marchandes	2 911	183 869	329		873	32 411	58	10	4 055	7,25		3 794	220 335	394	
Sous-comp 4 : Professionnalisation des organisations des producteurs	1 863	173 595	311		409	9 995	18	0	0	-		2 272	183 589	328	
Coordination et Gestion du Programme	4 360	2 677 584	4 791	110%	555	1 030 092	1 843	0	0	-	0%	4 915	3 707 676	6 634	135,0%
Sous-comp 1 : Coordination et Gestion	4 360	2 023 838	3 621		555	996 009	1 782	0	0	-		4 915	3 019 847	5 403	
Sous-comp 2 : Gestion des Savoirs et Communication		100 639	180		0	2 057	4	0	0	-		0	102 696	184	
Sous-comp 3 : Suivi Evaluation		484 385	867		0	25 897	46	0	0	-		0	510 282	913	
Sous-comp 4 : Appui institutionnel au MINAGRI		68 723	123		0	6 129	11	0	0	-		0	74 851	134	
TOTAL	22 500	8 246 971	14 756	65,6%	5 409	1 277 317	2 285	1 056	33 503	52,69	76%	28 966	9 557 791	17 102	59%

Tableau 5C: Décaissement du Don FIDA en DTS au 31/05/17

Catégories	Allocation initiale	Montants réalloués	Déboursement DRF n°1 à 28	Balance	Taux déc. Effectif	DRF en attente (DDPD: DRF 29) Prév.	Total Prév.	% prév.
I. Génie Civil et Rural	5 080 000	5 745 000	2 370 105,10	3 374 894,90	41,26%	193 242,62	2 563 347,72	44,62%
II. Equipement, moyens de transport, matériel et intrants	3 500 000	2 875 000	1 774 614,68	1 100 385,32	61,73%	109 055,62	1 883 670,30	65,52%
III. Etudes, formation, information, assistance technique	2 650 000	3 670 000	3 445 470,68	224 529,32	93,88%	93 619,05	3 539 089,73	96,43%
IV. Fonds de roulement pour l'achat de paddy	310 000	62 000	0,00	62 000,00	0,00%	0,00	0,00	0,00%
V. Salaires et indemnités	590 000	1 475 000	1 086 975,41	388 024,59	73,69%	139 162,28	1 226 137,69	83,13%
VI. Coût de fonctionnement	920 000	673 000	509 922,66	163 077,34	75,77%	62 877,58	572 800,24	85,11%
Non alloué	1 450 000	0	0,00	0,00		0,00	0,00	0,00%
Dépôt initial	0		1 004 928,63	-1 004 928,63		0,00	1 004 928,63	0,00%
Total/Don	14 500 000	14 500 000	10 192 017,16	4 307 982,84	70,29%	597 957,16	10 789 974,32	74,41%

Au taux de 1 DTS = 810,1009782087 FCFA au 29/05/2017 source <http://www.xe.com/fr/currencytables/>

Figure 1: Décaissement du don du FIDA, comparaison entre les allocations initiales et révisées et les décaissements effectifs.



Appendice 6: Application des dispositions de l'accord de financement: état d'avancement

Section	Dispositions	Objectifs/Dates prévues	Etat d'avancement	Observations
Accord de don Annexe I, II, A, 4.2 « composition de l'UCP »	Effectif de l'UCP	30/06/2016	Disposition mise en œuvre	Tous les postes étaient pourvus. Cependant, à cette étape de pré-achèvement, le Ministère a procédé à des réductions d'effectif au niveau du projet.
Article VII, section 7.01, b, ii)	Avant le début de chaque année du projet « L'Agent principal soumet...la version provisoire du PTBA au plus tard 60 jours avant le début de l'année.... »	31/10 de l'année n-1 pour l'année n	Disposition mise en œuvre, avec léger retard	Le PTBA d'achèvement 2017-2018 a été soumis au FIDA le 16/11/16, soit 16 jours après la date prévue.
Section 9 .02 « états financiers »	« Le bénéficiaire remet au fond chaque année fiscale des états financiers..... dans un délai de 04 mois après la clôture de chaque année fiscale »	30/04 de l'année n pour l'exercice n-1	Disposition mise en œuvre	Les états financiers de l'exercice 2016 ont été envoyés dans les délais.
Section 9.03 audit des comptes	Le bénéficiaire doit remettre au fonds dans les 6 mois suivant l'année fiscale une copie certifiée conforme du rapport d'audit... »	30/06 de l'année n pour l'exercice n-1	Disposition mise en œuvre	Le rapport d'audit de l'exercice 2016 a été transmis au FIDA le 7/06/2017.

Appendice 7: Gestion des savoirs: apprentissage et innovation

Le PROPACOM n'a pas eu de stratégie de gestion de savoirs ni élaboré de plan d'action pour documenter et capitaliser ses pratiques. Durant la mission ; lors des entretiens avec les agents et de la revue de document, des expériences intéressantes ont été cités.

Il s'agit :i) de bonnes pratiques organisationnelles ou techniques qui méritent d'être documentées. On peut citer le cas de l'organisation de jeunes producteurs de tomates qui ont accueilli d'autres producteurs pour partager leurs expériences ;ii) de la réflexion sur la mise en œuvre de la grille de catégorisation des OPA et de leur migration suite aux évaluations en cours.

La capitalisation de l'expérience, des échecs et des résultats PROPACOM viseront surtout à servir de leçons d'apprentissage pour le PROPACOM ouest et pour le futur projet du Fida en côte d'Ivoire.

Tel que mentionné dans l'aide mémoire certaines pratiques ont été proposées. Des agents du PROPACOM et surtout les OPA qui sont les porteurs de ces expériences à capitaliser devront prendre part à cet exercice selon des modalités qui pourront être étudiées par le Projet.

La grille suivante pourrait être adaptée pour réfléchir et documenter une bonne pratique ou un échec

. Titre de l'expérience à partager

1. Problèmes à résoudre/ Objectifs de la pratique	
2. Différents acteurs et leurs rôles respectifs	
3. Description et démarche de mise en oeuvre	
4. Résultats atteints/Réalisations	
5. Effets obtenus Changements significatifs observés	
6. Difficultés rencontrées	
7. Coûts de la pratique	
8. Leçons tirées	
9. conditions de replication et facteurs de réussite /ou d'échec. Recommandations	

Annexe 1. Principales leçons apprises du diagnostic de la prise en compte du genre, ciblage et inclusion des jeunes par le PROPACOM

Le diagnostic réalisé sur la prise en compte du genre, ciblage et inclusion des jeunes par le PROPACOM a permis d'identifier les leçons pertinentes suivantes qui ont servi de base à l'élaboration de la stratégie genre du PROPACOM Ouest:

Leçon 1 : les projets futurs gagneraient à se doter dès le départ, d'un document spécifique de ciblage et genre qui précise de manière plus claire les objectifs de ciblage et genre, précise le profil des acteurs bénéficiaires directs du projet, décrit le mécanisme opérationnel de leur ciblage et propose des outils pour renforcer les résultats atteints dans ce sens et leur capitalisation. Il faudra motiver tous les acteurs de mise en œuvre à une démarche « genre éclairée » et une stratégie d'inclusion sociale des jeunes par des propositions d'indicateurs bien formulés et la mise en place de mesures incitatives/coercitives pour favoriser la prise en compte des femmes, des jeunes et autres vulnérables cibles prioritaires.

Leçon 2: Dans le processus de mise en œuvre d'un projet, c'est important de mettre en place un système de coaching des équipes de gestion afin qu'elles arrivent à développer une bonne capacité dans l'identification et l'implémentation à temps d'actions innovantes ou rectificatives et qu'elles puissent bien gérer les changements qui interviennent au cours de la mise en œuvre pour, non seulement garantir l'atteinte des objectifs, mais surtout pour mieux répondre aux attentes des bénéficiaires finaux que le projet vise à impacter. Il faudra pour se faire bien les y outiller pour. Un mécanisme de renforcement de capacité continue sur l'approche d'intervention du projet est nécessaire.

Leçon 3 : la mise en place d'outils de communication adéquats avec une large diffusion aux parties prenantes pour faciliter l'appropriation et l'adoption par tous d'une démarche uniformisée de ciblage et des comportements « genre sensibles ». Ceci faciliterait également la recherche-action et l'initiation des outils appropriés et genre sensibles pour le renforcement du suivi de la prise en compte de ces dimensions dans la mise en œuvre et pour l'atteinte des objectifs dans ce sens.

Leçon 4 : il s'avère d'une *nécessité pour les futurs projets de mettre en place un système de suivi évaluation qui contribue efficacement aux prises de décisions* : ce système de suivi évaluation doit générer des notes d'information genre sensibles permettant aux différents acteurs du projet, quel que soit leur niveau d'intervention, de prendre connaissance des évolutions des indicateurs dans ce domaine en vue d'une proactivité dans leurs activités pour plus d'efficacité dans le suivi de la mise en œuvre à cet effet. Pour ce faire, un coaching est également indispensable à ce niveau.

Leçon 5 : il faudra développer une approche d'évaluation périodique du *niveau de viabilité des MiP/PA financés et mettre en place tout le dispositif nécessaire* à un renforcement du suivi de l'accès à des ressources financières hors exploitation. Un suivi plus accru des indicateurs de performance économique des promoteurs au niveau des OPA mais aussi au niveau des membres d'OPA est nécessaire afin de faciliter non seulement la mesure de l'évolution des indicateurs d'effet du projet sur les cibles mais aussi, contribuer à la viabilité des micros et petites entreprises agricoles qui naissent des appuis du projet.

Leçon 6 : il faut travailler à l'amélioration de la représentativité des femmes et des jeunes dans les organes de gestion des OPA :

- Les structures régaliennes compétentes en charge de l'appui-accompagnement à l'organisation et à la structuration des organisations doivent veiller à l'insertion d'un mécanisme de discrimination positive en faveur des femmes et des jeunes dans les textes fondamentaux qui régissent les OPA.
- Les projets doivent fixer des objectifs clairs avec une exigence de résultats à tous les

prestataires de services impliqués dans le renforcement des OPA et mettre en place un mécanisme de suivi quotidien ;

- La dimension genre et jeune doit transparaître de manière précise dans les indicateurs de performance inscrits dans les contrats de prestation de toutes les structures partenaires de mise en œuvre du projet notamment celles en charge de l'appui aux OP, de même que dans les accords et convention d'appui/accompagnement à tous les niveaux d'interventions ;

Leçon 7 : les OPA accompagnées n'ont pas développé une capacité managériale et de mobilisation des ressources financières qui soient susceptibles de donner une impulsion réelle à leur entreprise sociale. Elles n'ont pas su utilisées toutes les opportunités offertes à elles par le PROPACOM à travers les appuis financiers et non financiers pour diversifier l'éventail des services rendus à leurs membres principalement en matière d'accès aux facteurs de production de qualité en temps requis et à des coûts maîtrisés pour garantir la durabilité de ces institutions. Il s'agit d'une limite technique qui nécessite que les projets futurs :

- mènent des réflexions plus approfondies sur le mécanisme d'accompagnement des OPA et travaillent à les aider à mieux appréhender et intégrer leur rôle en matière d'offres de services à rendre à leurs membres.
- renforcent et revoient les volets appui à l'organisation et à la structuration des OPA en sortant des sentiers battus, pour revoir le contenu des appuis. Il est nécessaire de travailler à renforcer les capacités managériales, d'organisation et de négociation des responsables de ces OPA.
- travaillent également sur l'évaluation et le renforcement de même que la mesure du niveau de satisfaction des besoins et services rendus aux membres par les OPA appuyées afin de leur permettre de servir véritablement de tremplin à l'ascension sociale des individus membres de ces organisations.